

n° 463
JANVIER
2018
4,80 €

Silence

ALTERNATIVES DANS L'HÉRAULT

L'ÎLE DE SEIN POURRA-T-ELLE SE PASSER D'EDF ?

GUYANE : MOURIR SUR UNE MONTAGNE D'OR ?



écologie • alternatives • non-violence

Françoise Héritier, anthropologue, féministe et non-violente

Françoise Héritier est décédée le 15 novembre 2017, le jour de ses 84 ans.
Quel a été son parcours intellectuel et politique ?

Cette grande intellectuelle a consacré sa vie à l'étude des rapports humains. Elle était à la fois anthropologue, ethnologue, membre du Collège de France et une militante engagée pour les droits des femmes. Dans ses recherches, elle a porté une attention particulière aux mécanismes de la violence.

J'ai eu la grande joie de la rencontrer lors d'un colloque sur la violence aux centres de formation d'assistantes de service social à Lyon. J'ai le souvenir d'une femme très brillante intellectuellement, une savante simple, sympathique, attentive aux autres. Alors qu'elle abordait en conférence et dans ses écrits, des sujets graves, complexes et durs, elle incarnait une joie de vivre, pleine d'humour et d'espérance. On retrouve ces deux

aspects dans ses ouvrages : la complexité et la difficulté dans des écrits comme *Exercice de la parenté* (1981) *Séminaire Violence I et II* (1996 et 1999), et la légèreté des choses dans ses derniers ouvrages : *Le sel de la terre* (2012) *Le goût des mots* (2013), et son tout dernier publié en octobre 2017, *Au gré des jours*.

Très jeune elle s'est initiée à l'anthropologie sociale auprès de Claude Lévi-Strauss (qu'elle a remplacé au Collège de France), elle est partie en mission en Afrique, notamment en Haute-Volta (actuel Burkina Faso) auprès des Mossis, des Dogons et des Samos. Elle s'est intéressée particulièrement aux parentés, aux organisations et aux interdits dans les alliances de mariage.

Mais elle était aussi et surtout connue pour son engagement féministe ?

En effet, dans le cadre de ses recherches anthropologiques, elle a ajouté aux grandes oppositions binaires (cru-cuit, inférieur-supérieur, terre-ciel) étudiées par Lévi-Strauss, celle du féminin-masculin. Elle a mis en évidence que partout et à chaque époque, la suprématie du masculin était présente. Cela est devenu pour elle un invariant anthropologique : un de ces cadres de pensée aux allures d'évidences obligées, qui nous agissent sans que nous en ayons conscience. Elle a montré notamment que le privilège exorbitant des femmes d'enfanter à tous jours effrayé les hommes, qui ont de tout

temps engagé une véritable épreuve de force pour en assurer le contrôle. Jusqu'à la fin, Françoise Héritier est intervenue dans le débat public. Aux lendemains de l'affaire Harvey Weinstein, elle s'était ainsi félicitée que les femmes du monde entier prennent enfin la parole : "Je trouve ça formidable, expliquait-elle. Que la honte change de camp est essentiel. Et que les femmes, au lieu de se terrer en victimes solitaires et désespérées, utilisent le "#metoo" d'Internet pour se signaler et prendre la parole me semble prometteur. Les conséquences de ce mouvement peuvent être énormes".

Françoise Héritier s'est beaucoup intéressée à la violence et à la non-violence également ?

Oui, elle s'est engagée très clairement pour la non-violence, elle faisait partie des 17 personnalités fondatrices de *Non-Violence 21* (association qui regroupe toute la mouvance non-violente en France) et était membre du comité de parrainage de la *Coordination pour une Education à la Non-violence et à la Paix*. Très sensible à la clarification des

concepts, elle pensait que la réussite des mouvements non-violents viendrait de "leur capacité à dissocier auprès du public, les notions de violence et de force. La force, notamment celle du droit, peut s'exercer par la contrainte : elle n'en est pas pour autant une violence. La non-violence est un concept qui reste peu connu ou mal compris."

■ Pour en savoir plus :

MAN-Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, www.nonviolence.fr

NOUVELLE LOI ANTI-TERRORISTE



TRUMP TRAITÉ KIM JONG-UN DE "PETIT GROS"

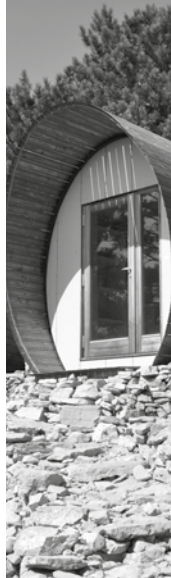


NOËL, C'ÉTAIT MIEUX AVANT MACRON



LES GRANDES AVANCÉES DE LA COP 23





■ DOSSIER

ALTERNATIVES DANS L'HÉRAULT

05 Une ferme agroécologique collective aux portes de la ville

Un collectif s'est lancé début 2017 dans un projet de ferme bio urbaine, avec un pôle pédagogique et culturel. Une démarche engagée en faveur de la résilience des grandes métropoles.

08 Cantercel : pour une architecture à l'écoute de la nature

Au sud du Larzac, depuis 1991, le site de Cantercel accueille un lieu d'expérimentation d'architecture en osmose avec le paysage.

11 Expérimenter au Cap de la Terre

L'été 2017, les Amies de Silence se sont retrouvées sur le terrain du Cap de la Terre, où s'expérimentent permaculture, arboriculture et éducation populaire. Une initiative née de la volonté de jeunes étudiante-s.

14 Des communautés à la recherche d'un nouveau souffle

Les communautés de l'Arche sont nées à la fin des années 1940, s'inspirant de la démarche de Gandhi en Inde. Il s'agissait de construire et de vivre un autre modèle de société, basé sur la non-violence. Soixante-dix ans après, les communautés de l'Hérault cherchent une nouvelle dynamique.

16 Une ferme expérimentale pour une spiruline écologique et solidaire

La spiruline, algue bleue que l'on trouve naturellement dans certains lacs, est très riche en protéines. Elle représente une alternative à la viande, ici ou dans des pays où la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Depuis une trentaine d'années, Gilles Planchon mène des actions en faveur d'une production locale et écologique.

18 Des images pour réfléchir à nos lendemains

Utopimages, maison de production associative à petits moyens, propose des films autour de la décroissance, de nos modes de vie et s'interroge sur les causes profondes de nos comportements.

■ CHRONIQUES

24 Bonnes nouvelles de la Terre : Près de Rennes, des étudiants construisent leur maison écolo

30 En direct de nos colonies : L'indépendance des Kanak sabotée par la France ?

34 L'écologie, c'est la santé : L'agriculture biologique peut nourrir le monde !

■ ARTICLES

37 Agroécologie paysanne et langues locales

Mickaël Neyrolles, paysan dans la Loire, partage ses réflexions sur le lien entre diversité agricole et linguistique, dans un mélange de français et d'occitan.

38 Guyane : mourir d'empoisonnement sur une montagne d'or ?

En Guyane, un consortium international soutenu par les autorités françaises prévoit de construire une mine d'or aux proportions gigantesques. Un collectif s'est levé contre cette destruction programmée de la forêt primaire.

41 Pénurie de recrues dans le nucléaire

La filière nucléaire pourrait s'arrêter simplement parce que plus personne ne veut travailler dans ce secteur. Les données fournies par les grandes écoles à la rentrée de l'automne 2017 sont significatives.

42 Le handicap dans les lieux alternatifs : retour d'expérience au Bouquin qui bulle

Les initiatives dites "alternatives" sont-elles plus attentives à la question du handicap ? L'auteur, qui fut en situation de handicap importante et qui a suivi un long parcours de réadaptation, aujourd'hui devenu animateur social éducatif et culturel, témoigne de sa propre expérience.

44 Nucléaire : Les ravages de l'uranium kazakh

Au sud du Kazakhstan, les forages se sont multipliés depuis une dizaine d'années pour extraire de l'uranium. Pour s'approprier ce dangereux métal radioactif, des politiques ont recourus à des tractions douteuses, tandis que les steppes kazakhes sont durablement atteintes par des pollutions chimiques et radiotoxiques.

46 L'île de Sein pourra-t-elle se passer d'EDF ?

Se passer d'EDF pour produire une énergie renouvelable, en récupérant les taxes perçues par la compagnie, et en définitive en attaquant en justice la légalité de son monopole sur le réseau au regard du droit européen : sur la petite île bretonne de Sein, on ne craint pas de faire des vagues.

56 Les graines du monde

Un livre de photographies qui retrace le travail de l'agronome Nikolai Vavilov qui a recueilli il y a plus d'un siècle des centaines de milliers de graines et dont le travail est poursuivi aujourd'hui par des chercheur-ses passionnés.

■ BRÈVES

- 21 Alternatives dans l'Hérault • 24 Alternatives
27 Environnement • 28 Climat • 29 Nucléaire
30 Nord/Sud • 31 Société • 32 Énergies
33 OGM • 33 Femmes, hommes, etc. • 34 Santé
35 Vélo (rution) • 35 Annonces • 36 Agenda
49 Courrier • 51 Livres • 54 Quoi de neuf ?

Prochain dossier
**Semences vivantes,
graines d'autonomie**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 29 novembre 2017.

Editeur : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - Date de parution : 1^{er} trimestre 2018 - Tirage : 4300 ex. - Administrateurs : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur

Directrice de publication : Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction : Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de rubriques : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemey, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Seleik, Xavier Sérédine, Francis Vergier - Maquette : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins : Lasserpe - Correctrices : Bernadette Bidaud, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez,

Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes : Benjamin Air, Jody Amiet, Valérie Cabanne, Marie Clem's, Mario Del Curto, IDSE, Julie Lallouët-Geffroy/Reporterre, Mstream, Akademie der Zivilgesellschaft/Johnne - Et pour ce n° : Michel Bernard, Valérie Cabanne, Danièle Gonzalez, Julie Lallouët-Geffroy, Marc Laurent-Athalin, Mathieu Lopes, Hervé Loquais, Mickaël Neyrolles, Alice Primi, François Veillerette, Francis Vergier - Couverture : Marie Clem's - Internet : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - Développement supports informatiques : Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Dépositaires, stands et gestion : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • Rédaction : Guillaume Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



ÉDITORIAL

Le numéro dont vous êtes le Hérault

Le département de l'Hérault se présente comme un vaste amphithéâtre ouvert sur la mer. Avec 87 kilomètres de plage, il est l'une des premières destinations touristiques de France (1). C'est aussi un département qui connaît une forte croissance démographique, principalement du fait de la dynamique de la métropole de Montpellier (2). Cette dernière connaît la progression démographique la plus importante en France depuis l'après-guerre (3).

C'est aussi un pays de vignobles avec encore presque la moitié des terres agricoles aujourd'hui. C'était beaucoup plus il y a un siècle. Si la vigne est bien adaptée aux périodes sèches typiques du département, les cultures de remplacement (vergers, maraîchages, céréales, etc.) sont plus gourmandes en eau... comme le sont aussi les touristes.

Cela a poussé les pouvoirs publics à créer des barrages sur les fleuves qui traversent le département (4) et à construire dans les années 1960 le canal Philippe-Lamour qui détourne une partie de l'eau du Rhône au niveau de la Camargue.

L'évolution du climat, avec des déficits en eau de plus en plus prononcés, pose la question de la limite de la croissance actuelle de la population. On peut aussi s'inquiéter de l'avenir des terres agricoles : avec l'ouverture de l'autoroute gratuite A75 en direction du Larzac, au nord, on assiste à une multiplication des lotissements jusqu'à Lodève (5).

Si les initiatives militantes sont extrêmement présentes en milieu urbain, les alternatives se trouvent davantage en milieu péri-urbain et en zone rurale isolée.

À vous d'être le "hérault" de ce numéro : si vous voulez vous lancer dans une ferme urbaine collective, tapez 5. Si vous voulez faire de l'architecture en lien avec la nature, tapez 8. Si vous voulez faire de la pédagogie autour de la permaculture, tapez 11. Si vous voulez adopter une démarche non-violente, tapez (doucement) 14. Si vous voulez manger de la spiruline fraîche, tapez 16, si vous voulez changer de comportement, tapez 18. Si vous cherchez d'autres pistes, tapez 21.

Michel Bernard

(1) 40 millions de nuitées, 20 % de résidences secondaires.

(2) 280 000 habitantes, un quart du département. 4 000 habitantes de plus chaque année. À noter que cette dynamique ne touche pas Béziers, ville en difficulté aujourd'hui dirigée par l'extrême droite, à l'ouest du département, qui compte 75 000 habitantes comme il y a 80 ans.

(3) Avec 1,1 % de moyenne par an actuellement, mais avec des pointes jusqu'à 5 % entre 1962 et 1968 du fait de l'arrivée des rapatriés d'Algérie.

(4) Le plus connu est le lac de Salagou, utilisé aussi en zone de loisirs.

(5) Lodève est à 50 km de Montpellier, mais à seulement 45 minutes par l'autoroute... hors embouteillage.

Couverture : *Cantercel* (p. 8) : Les maisons-tonneaux sont des prototypes réalisés par l'université d'Innsbruck et des sponsors. Ce sont des chambres en pleine nature. La porte est en triple vitrage, l'isolation en ouate de cellulose très épaisse : il n'y a pas de besoin de chauffage. Il n'y a toutefois ni eau ni électricité. © Marie Clem's



Marie Clem's

Communauté de l'Arche



Marie Clem's

Cantercel



Marie Clem's

Utopimages



Marie Clem's

Cap de la Terre



Une ferme agroécologique collective aux portes de la ville

Un collectif s'est lancé début 2017 dans un projet de ferme bio urbaine, avec un pôle pédagogique et culturel. Une démarche engagée en faveur de la résilience des grandes métropoles.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : nord de Montpellier • Création : 2017
 • Superficie : 4,8 hectares et une ancienne ferme • 7 personnes en collectif • Statut : associatif • Terrain loué à la métropole • Ventes sur place et par le biais de magasins locaux • Soutien par différentes activités pédagogiques et culturelles • Fort réseau de soutien

LE 25 JUILLET 2017, LA CARAVANE DE L'Alter-Tour (1), après un passage par le bord de mer et une remontée le long du Lez, traversait Montpellier du sud au nord et rejoignait la ferme urbaine collective de la Condamine pour une journée de repos bien méritée.

Depuis avril 2017, sept personnes vivent dans cette ferme située en bordure de la ville, avec le projet de produire des légumes et des fruits biologiques et d'en assurer la diffusion localement.

UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE EN ASSOCIATION

Paysagiste, maraîchère, cuisinier, animatrice, naturaliste, éducatrice, architecte paysager... C'est dans le réseau des colocations montpelliéraines qu'ils et elles se sont rencontrés.

"Un premier jardin collectif est né d'envies d'expérimentations maraîchères, sur un petit terrain aux abords de Montpellier. Petit à petit s'est construite l'idée d'un projet mêlant les activités des unes et des autres. L'association Les Jardiniers toqués s'est alors créée, permettant de commencer à développer une activité de restauration végétarienne et d'animation culturelle et pédagogique."

La recherche de terrains amène le groupe à répondre à un appel à projet de la Métropole Montpellier Méditerranée, dont la politique agroalimentaire a prévu de favoriser la mise en place d'une "ceinture nourricière en agroécologie" pour améliorer la résilience de la ville. D'anciens maraîchages, préemptés par la métropole pour des projets d'urbanisation, sont ainsi remis en culture.

AVEC LE SOUTIEN D'UNE COOPÉRATIVE AGRICOLE

Le statut associatif ne permettant pas de répondre à cet appel à projet, six volontaires entrent alors au sein de Terra Coopa, une coopérative agricole qui leur permet de suivre un contrat d'aide professionnel (2). Ils et elles bénéficient ainsi du revenu de solidarité active, le temps de démarrer leurs activités. La septième personne gère l'association liée à la ferme.

La métropole a retenu leur projet proposant de lier maraîchage, cuisine et accueil pédagogique et culturel.

(1) L'AlterTour propose chaque été un tour cycliste "sans dopage" à la rencontre des alternatives. www.altercampagne.net

(2) Terre Coopa, 55 rue Saint-Cléophas, 34070 Montpellier, tél : 04 34 76 05 00, www.terraceoopa.net. Coopérative d'activité créée en 2011, spécialisée dans l'aide à l'installation agricole.



Marie Clem's

▲ 4 des membres du collectif.

Elle leur a attribué une ancienne exploitation de 4,8 ha, avec un verger ancien, des serres (3) et des terres de culture pour les légumes de plein champ.

Le terrain, en bordure de route, a malheureusement servi de décharge sauvage pendant des années, ce qui nécessite un long travail de nettoyage assuré en partie par les services de la métropole et achevé par le collectif (petits morceaux de plastique), parfois aidé lors de journées de nettoyage en chantier participatif.

La métropole leur a accordé un "commodat" : un bail gratuit d'un an renouvelable. Le collectif travaille sur une proposition de bail agricole à long terme leur permettant d'envisager plus sereinement leurs investissements.

La proximité de la ville assure un débouché immédiat à la production : le groupe organise la vente directe sur place et la livraison dans des points de vente, en particulier à *La Cagette*, nouveau supermarché coopératif (voir encart) dont certain-es suivent l'avancée depuis le début.

"L'idée est de jouer sur les serres, les tunnels et le plein-champ pour assurer une production toute l'année." La première année, le collectif a pu commencer les semis un peu avant d'être officiellement dans les lieux. Il a été décidé de se concentrer sur six espèces de légumes d'été et six d'hiver, en multipliant les variétés par espèce.

La Cagette, supermarché coopératif

La Cagette a vu le jour en septembre 2017 : en dix jours, 72 000 euros ont été collectés auprès de plus de 200 personnes pour financer le rachat d'une ancienne superette. L'opération est née du désir d'un groupement d'achat préexistant de s'ouvrir plus largement. Le but est d'offrir une offre alimentaire de qualité, respectueuse de l'environnement et des humains. Le magasin fonctionne grâce à l'engagement des coopératrices, qui doivent offrir trois heures de travail par mois. Le tout fonctionne sous forme coopérative, sans notion de profit ni hiérarchie. Les décisions se prennent par consentement lors d'une réunion mensuelle. Des débats passionnés tournent autour des produits acceptables ou pas : local, bio, à bas prix, grandes marques...



- **La Cagette**, 19 avenue Georges-Clemenceau, 34000 Montpellier, tél : 09 83 34 66 91, <https://lacagette-coop.fr>. Ouvert du mercredi au samedi de 8 h à 10 h 45 et de 16 h 30 à 21 h 30. Réservé aux coopératrices.

(3) Les serres font environ 2 500 m², mais la découverte de colles contenant de l'amiante dans la fixation du verre nécessite un important chantier qui sera pris en charge par la collectivité.



Marie Clem's

▲ Préparation des semis.

S'ORIENTER VERS L'AGROFORESTERIE

Lorsque le bail sera stabilisé, le groupe envisage de s'orienter vers l'agroforesterie pour développer des arbres fruitiers en couvert des légumes, plutôt que de maintenir un verger à part. L'agroforesterie doit permettre d'économiser l'eau et les apports de nutriments pour les légumes (4). Certaines parcelles, cultivées chimiquement encore récemment, sont en reconversion bio. Quant à celles où les légumes sont cultivés, elles sont déjà considérées comme bios car elles sont restées non cultivées pendant six ans.

Les sols sont déjà très riches en matières organiques et, pour maintenir cette qualité, un accord a été passé avec des paysagistes qui livrent des déchets verts à composter (5).

L'activité de restauration, qui permet de gérer les excédents de production, représente une autre source de revenus. S'il y a encore du surplus, des conserves sont réalisées mais uniquement pour la consommation personnelle du groupe.

De même, quelques poules sont présentes mais, pour le moment, leurs œufs sont uniquement consommés sur place. La production pour la vente serait intéressante, mais elle demande la mise en place d'une gestion sanitaire, qui est envisagée à plus long terme.

Actuellement, seul un des bâtiments est habitable. Cinq personnes et deux enfants y vivent en colocation, les deux autres à l'extérieur. Certain-es souhaitent plus d'autonomie. La remise aux normes d'autres bâtiments, qui doit être assurée par la métropole, devrait permettre une meilleure répartition des habitations.

Du fait de la proximité de la ville, le collectif est très sollicité, que ce soit par les médias ou par des gens de passage qui cherchent un hébergement. Une discussion s'est ouverte avec *Accueil paysan* (6) pour fonder un camping à la ferme.

Une petite parcelle située en bord de route a été aménagée pour accueillir des événements culturels. Ainsi, le passage de *l'AlterTour* a été l'occasion d'une soirée musicale. Outre les cinquante cyclistes du tour, une centaine de Montpelliérain-es y ont participé. En octobre 2017, ils et elles ont organisé le festival *Le Champ du Poulpe*, mêlant cirque, musique et restauration locale.

APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

Le métier de maraîcher n'est pas la seule motivation. Le fonctionnement collectif est un autre choix : mettre en pratique des idées d'autonomie, de vie sans hiérarchie, de respect des envies de chacun-e. Le travail est vu comme un moyen de vivre et non comme un but. Après une première saison, le collectif prend conscience que chacun-e doit avoir du temps pour des activités extérieures. Léa et Nadia, par exemple, sont impliquées dans une chorale militante. Lors de notre deuxième passage, début septembre, elles rentraient d'une rencontre des chorales à Notre-Dame-des-Landes. Le collectif permettant de répartir le travail, chacun-e peut s'y investir à sa manière. Grâce à un collectif installé sur une petite surface et à des modes de vie peu dépensiers, chaque individu a une plus grande liberté vis-à-vis des impératifs de culture, par rapport à un-e maraîchère individuel-le classique. La sobriété et l'entraide sont des facteurs de liberté.

Michel Bernard ■

Ferme urbaine collective
de la Condamine

1372 B rue des Marels,
34000 Montpellier

Tél : 09 62 52 48 93

fermeurbaincollective@gmail.com

(4) La ferme dispose d'une pompe à eau reliée au canal du Bas-Rhône, qui alimente la métropole.

(5) Le bénéfice est réciproque : s'ils et elles déposaient ces déchets à la déchetterie, les paysagistes devraient payer.

(6) Fédération nationale *Accueil Paysan*, 9 avenue Paul-Verlaine, 38100 Grenoble, tél : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com



Marie-Clem's

▲ *Atelier, principale construction, fait 450 m². La structure est entièrement constituée d'une nappe de bois tissé en losange, sans ligne verticale, avec des portes coulissantes.*

Cantercel : pour une architecture à l'écoute de la nature

Au sud du Larzac, depuis 1991, le site de *Cantercel* accueille un lieu d'expérimentation d'architecture en osmose avec le paysage.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : nord du département, limite du Larzac
 • Création : 1991 • Surface : 30 hectares de garrigue •
 Société civile immobilière propriétaire, association locataire et gestionnaire des lieux • Deux personnes en permanence sur le site, de nombreuses autres de passages • Une dizaine de constructions originales •
 Importante documentation sur les alternatives dans le domaine de l'architecture

JEAN-PIERRE CAMPREDON A FAIT SES études d'architecture à Paris sous la direction d'Hervé Baley dans les années 1970. Ce dernier, dans la suite de l'architecte Frank Lloyd Wright (1) enseignait l'importance de prendre en compte le paysage, de s'ouvrir sur l'espace. Annick Lombardet rencontre Jean-Pierre alors qu'elle est étudiante en architecture. Après plusieurs chantiers participatifs dans la capitale, ils souhaitent se confronter à des lieux plus sauvages.

En 1988, ils créent un groupe de travail avec un plasticien, un ingénieur et plusieurs architectes, et commencent à chercher un lieu où ouvrir un site expérimental. Ils découvrent le site actuel, qui présente à la fois des horizons très larges (on est sur le bord du

plateau du Larzac) et des espaces intimes (creux, barres rocheuses). Il est assez proche de Montpellier et des réseaux de communication pour envisager des échanges avec les écoles d'architecture.

UN ATELIER AU MILIEU DE LA GARRIGUE

En 1991, ils constituent une société civile immobilière et achètent 30 ha après que les collectivités se sont engagées à viabiliser le terrain et à le déclarer constructible. Le terrain, classé *Natura 2000*, se trouve en limite du périmètre Unesco des causses du Larzac. Le lieu est animé par l'association *Sens Espace Europe*. Au départ, ils se heurtent à la difficulté de partir d'un terrain entièrement nu. Pendant cinq ans, ils doivent habiter à l'extérieur, avant que ne soient construits un immense atelier et des habitations.

Ils recherchent alors des industriels partenaires qui fournissent des matériaux à tester. Le premier à accepter est Serge Ferrari, un fabricant de toiles destinées au bâtiment et à l'habitat (2). Les produits n'ont rien d'écolo (ce sont des plastiques, au départ en polyéthylène) mais par leur souplesse, ils permettent de donner des formes douces aux bâtiments. Grâce aux toiles légères, on peut créer des structures discrètes. Les toiles peuvent être translucides. Elles ont l'inconvénient de se salir, de

(1) Frank Lloyd Wright (1867-1959), fondateur de l'architecture organique, figure parmi les pères du mouvement moderne. Il est connu pour avoir réalisé de nombreuses petites maisons en harmonie avec l'environnement. Ses œuvres les plus connues sont la *Fallingwater House* (maison sur la cascade), et le musée Guggenheim de New York.

(2) Textile technique précontraint, stores, voiles d'ombrages, pergolas, velum, recouvrement de mobiliers pour l'extérieur, etc. www.sergeferrari.com



Marie-Clem's

▲ La maison cabane de 4 m² permet de faire dormir deux personnes. Elle a été conçue en 3 jours de chantier par des étudiantes de l'école du bois de Bienne, en Suisse.

n'avoir ni qualités thermiques ou isolantes, ni d'inertie, mais elles permettent de fabriquer en plusieurs couches une toiture ventilée évitant la surchauffe en été.

L'atelier, construit avec ces toiles, n'a pas été prévu pour fonctionner en hiver : à la belle saison, il accueille de nombreuses stagiaires (étudiantes, professionnelles, et les visiteurs).

Le site *Cantercel* (3) bénéficie alors de programmes européens qui lui permettent d'accueillir des stagiaires pour une durée d'un an (4). C'est l'occasion d'intenses échanges avec les écoles d'architecture d'Allemagne, d'Italie... mais aussi de Corée, du Canada.

EVOLUTION ÉCOLOGIQUE

C'est l'ingénieur allemand Mickaël Flach, enseignant à l'université d'Innsbruck, qui va promouvoir des visions plus écologiques. En 1999, il est à l'origine de la construction de la "maison arborescence" avec une structure porteuse en bois imitant un arbre et une isolation en ouate de cellulose. Un lit de galets, sous le sol en terre battue, permet la circulation d'air chaud à partir d'une serre. Le chauffage est complété par un poêle à bois hypocauste (5). Des capteurs solaires fournissent l'eau chaude. Des murs en terre assurent l'inertie. Le toit végétalisé améliore l'isolation et permet à la maison, placée sur une terrasse, de disparaître dans le paysage...

Jusqu'en 2010, de nombreux stages pratiques se succèdent sur le site. "Le principe est que les étudiants doivent réaliser un projet (dessin des plans dans l'atelier) et le construire en se donnant des contraintes (par exemple un coût minimal, une utilisation optimale du soleil...)". Le résultat est qu'aujourd'hui, sur le lieu, on trouve des petites constructions plus ou moins fonctionnelles allant d'une cabane très simple de 4 m² à des structures légères habitables (variantes des tentes et des yourtes), des serres

agricoles, etc. L'atelier abrite aussi une agence d'architecture qui réalise de nombreux projets extérieurs au site.

À partir de 2010, le lieu a connu une remise en cause. Au départ, le projet prévoyait que les constructions expérimentales puissent accueillir des personnes en permanence, le lieu se transformant en campus européen d'expérimentation en architecture. Mais de fait, si en été, le lieu bourdonne, peu de personnes restent à l'année. "Certaines familles se sont installées pendant quelques années, mais l'isolement est un problème et quand les enfants sont adolescents, ils refusent de rester." Seuls Jean-Pierre et Annick vivent sur place depuis l'origine.

UN LIEU QUI S'OUVRE À D'AUTRES ACTIVITÉS

Le lien avec le Larzac permet des synergies : la *Société civile des terres du Larzac* (6) leur fournit le bois déchiqueté qui sert au chauffage des constructions sur le site. *Cantercel* a accompagné certains projets au *Cun du Larzac* (7), ainsi que plusieurs rénovations dans les environs.

Le groupe a également bénéficié du soutien d'*Edisud* pour la publication de deux livres : *Habiter autrement* (2001) et *Enveloppes et murs* (2002). Membre de l'association, l'éditeur a contribué financièrement à la construction d'un premier gîte en 2012.

Le projet actuel est de mêler la recherche architecturale à l'installation de nouvelles activités. Le gîte connaît un taux de remplissage très satisfaisant. Il est envisagé d'en ouvrir d'autres. Les activités de formation ayant ralenti (les personnes fondatrices ont l'âge de la retraite), une partie des ateliers est mise à disposition d'artisans extérieurs (ébéniste, ferronnière). La salle de réunions accueille des manifestations, conférences, forums, concerts, etc.

Pour aller plus loin

■ Atelier d'architecture Cantercel, 34520 La Vacquerie Saint-Martin-de-Castries
Tél : 04 67 44 60 06
www.cantercel.com

(3) *Cantercel* est un mot inventé évoquant la chant entre la terre et le ciel.

(4) Bourses Com'et, Leonardo...

(5) Mode de chauffage par le sol développé à l'époque romaine.

(6) La SCTL, créée en 1985, gère la totalité des terres récupérées par l'État après l'abandon du projet d'extension du camp militaire (6 378 ha, 20 fermes). Gérée par les paysannes, elle attribue les exploitations et fixe les baux ruraux sur une douzaine de communes. Pour en savoir plus : SCTL, Montredon, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite, tél : 05 65 62 13 39, www.larzac.org

(7) Le *Cun du Larzac* est née en 1976 pendant l'occupation contre l'extension du camp militaire, à l'initiative d'objecteurs de conscience. Centre de formation sur la non-violence jusque dans les années 2000, il est aujourd'hui reconverti en éco-camping. Eco-camping Le Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 61 38 57, <http://ecocampingdularzac.org>



▲ La serre expérimentale est entièrement réalisée à partir de cartons pliés et de plexiglas. Elle a été réalisée par une association d'étudiant-es de l'école d'architecture de Montpellier.



▲ La maison arborescence reprend l'essentiel des connaissances écologiques.

Il y a là les compétences et l'espace pour l'accueil de projets qui peuvent s'accommoder d'une vie à l'écart des grands centres urbains. Avis aux amatrices !

MB ■

Qu'est-ce qu'une architecture à l'écoute de la nature ?

Selon Annick, "l'architecture doit être dans l'espace comme la musique est dans le temps : une mélodie, un rythme". " Le principe à Cantercel est de lutter contre 'la boîte' : les parallèles, les cadres, les ruptures. On recherche une fluidité de l'espace, continuité intérieur-extérieur."

Les pièces d'intimité propices au recentrage s'articulent avec une vaste pièce commune et une identification des espaces pour matérialiser les usages (cuisine, salle à manger, salon, etc.) : changement de niveau, de géométrie, d'orientation, etc.

La lumière doit bien circuler. "Les ouvertures ne sont pas des 'trous' : c'est la façade qui se transforme en passage." À Cantercel, on fait grand usage de polycarbonates, des plastiques qui permettent de se passer de cadre. C'est facile à mettre en œuvre à la construction, procure un abri au vent et à la pluie, mais c'est limité thermiquement, et produit à partir du pétrole. Des plastiques réalisés à partir de végétaux commencent à se développer.

Permettre au regard de se projeter loin donne une impression d'espace... et permet d'envisager des maisons plus petites. Des couleurs chaudes permettent d'accepter un chauffage moindre.



▲ Le jardin en permaculture.

Expérimenter au Cap de la Terre

L'été 2017, les *Ami·es de Silence* se sont retrouvés·es sur le terrain du *Cap de la Terre*, où s'expérimentent permaculture, arboriculture et éducation populaire. Une initiative née de la volonté de jeunes étudiant·es.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : près de Clermont-l'Hérault (centre du département) • Création : 2015 • Superficie : 4 hectares • Association de 300 personnes • 2 personnes en contrat aidé • Terrain offert • Membre du réseau des *Foyers ruraux*

LE LIEU-DIT CAP DE LA TERRE SE TROUVE en bordure de la Lergue, une rivière sujette à de fortes crues, à l'est de Clermont-l'Hérault. C'est là qu'Alissa et Jean-Pablo animent la mise en place d'une ferme expérimentale et pédagogique.

AU COMMENCEMENT

Jorge, réfugié politique uruguayen, éducateur spécialisé à la retraite et Jean-Pablo, son fils, entretiennent deux hectares de terres agricoles et deux hectares de forêts depuis de longues années.

Jean-Pablo, 30 ans aujourd'hui, a obtenu un BTS agricole à Castelnau-d'Aud et une licence en intervention sociale. À la fin de ses études, il rend visite à sa famille en Uruguay, y découvre des fermes traditionnelles rackettées par les banques, avec des cultures intensives de canne à sucre et, à côté, des jardins familiaux.

À son retour, il se lance dans l'animation à Montpellier et organise des chantiers d'entretien des berges de la Lergue : *"Chaque automne, à cause du bois mort, la crue est dévastatrice : l'eau peut monter de 8 m en quelques minutes."*

PAYSAGES ET CHANTIERS NATURE

Jean-Pablo explique que *"traditionnellement, les berges étaient entretenues car, en Méditerranée, les ressources de la forêt sont précieuses. Le bois servait pour tout : construction, confection, chauffage, fourrage, etc. Il n'y avait pas ou peu de bois morts charriés par les crues et qui, portés par les flots, dégradent les berges"*.

Le chantier a commencé par le fait d'enlever les embâcles (ce qui s'accumule après chaque crue), élaguer les arbres menacés par les courants forts des crues, et planter des essences qui maintiennent les rives et l'équilibre écologique. *"Les participants repartent avec du bois de chauffe, participent à des ateliers de création avec du bois flotté et des branches de saule de vannier."*

Les chèvres viennent pâturer sur les berges pendant la saison sèche. *"Le pâturage est prudemment géré pour entretenir les berges car laisser les chèvres trop longtemps dégraderait la forêt."*



Marie Clem's

▲ Alissa et Jean-Pablo, animatrice et animateur du lieu.

Pour aller plus loin

■ Association Lergue et les amarres, appt 7B, cours de la Chicane, 41 résidence des Diagonales, 34800 Clermont-l'Hérault, <https://lergueetlesamarres.wordpress.com>

Les chantiers sont rapidement associés à des fêtes et ateliers : "Pour le coup, on va réellement à l'école Buissonnière !"

En 2015, l'association *Lergue et les amarres* se crée pour apporter une cohérence entre les actions de gestion et de protection des berges de la Lergue et les actions éducatives. De plus, les personnes sont assurées et la gestion de l'association permet de s'équiper et d'accompagner des jeunes en volontariat ou en stage d'étude. Plus de 300 personnes adhèrent à l'association.

À chaque printemps, une itinérance à vélo depuis les facultés de Montpellier jusqu'aux berges de la Lergue est organisée : "la Nature en vélo". "La NaVé, pour les adeptes, est l'occasion de passer devant différents paysages, de prendre le temps de les observer et de les comprendre."

UN CADRE QUI SE PRÊTE À L'ACCUEIL

Alissa, 23 ans, étudiante en master de Sciences de l'éducation, est référente des projets d'éducation de l'association. Selon elle, "l'art est une forme d'éducation, et l'écologie une science et une éthique".

Dans le cadre de son service de volontariat civique (SCV) auprès de l'association *L'Ouvre-Tête* (1), elle découvre et anime des ateliers de permaculture, de communication non-violente et de création. Elle est à l'initiative de la création de l'association *Lergue et les amarres* et s'associe avec Jean-Pablo pour concevoir une ferme expérimentale et pédagogique : *le Cap de la Terre*.

Ils montent des partenariats avec des associations d'éducation populaire, en particulier des mouvements de scoutisme laïque et bouddhiste comme les *Éclaireuses Éclaireurs de France* (EEDF) (2) et les *Éclaireurs de la Nature* (3). "Le scoutisme nous apprend à vivre ensemble, à nous organiser collectivement, à comprendre les fondements d'une société de solidarité, d'égalité, de liberté et de démocratie. Il

nous apprend à nous installer et à occuper temporairement un lieu en pleine nature afin d'apprendre à se respecter, respecter les autres, l'environnement puis à quitter les lieux sans laisser de trace."

Des toilettes sèches emploient la sciure locale, les produits utilisés sont biodégradables (lessive de cendre, savon naturel...). Des arbres sont plantés, des buttes autofertiles sont créées, les poules recyclent en partie les déchets organiques.

"La ferme du Cap de la Terre s'inspire de ces valeurs et propose comme principe d'agir plus que de consommer. Il s'agit de présenter une oasis militante."

AGROFORESTERIE ET PERMACULTURE

"L'idée est de faire évoluer le terrain pour en améliorer la résilience et la production. Les notions de paysage et de dynamique environnementale (comme le climat) sont prises en compte dans la conception de la ferme."

Le verger du père se transforme, et les cultures maraîchères s'installent entre les arbres : l'agroforesterie vise à obtenir un jardin-forêt.

Le maraîchage, métier aujourd'hui mal rémunéré, est pour l'instant limité à l'autoconsommation. Toutefois, le jardin bénéficie de l'aide des chantiers et des animations.

Ceci se fait en lien avec les associations et collectifs locaux pour une agriculture respectueuse de l'environnement, qui sont nombreux et dynamiques : le *Collectif des semeurs du Lodévois* (4), l'association *Humus Sapiens Pays d'Oc* (5), *Paysarbre* (6)...

De plus, un projet de *Boutique des sciences* prévoit que des étudiant-es et artisan-es puissent mettre en place des pôles de recherche indépendants des lobbys, afin d'améliorer les pratiques et protéger le vivant (7).

(1) *L'Ouvre-Tête*, association étudiante née en 2006, se donne pour but de mettre les cerveaux en mouvement. Case courrier 32 Université Montpellier 2, place Eugène-Bataillon, 34095 Montpellier, tél : 04 67 14 41 39, <https://ouvre-tete.fr>

(2) Mouvement de scoutisme laïque www.eedf.fr

(3) Mouvement de scoutisme bouddhiste www.edln.org

(4) *Collectif des semeurs du Lodévois*, La Roque, 34700 Olmet, tél : 06 13 45 58 44, <http://semeurslodevoislazac.org>

(5) *Humus Sapiens Pays d'Oc*, réseau de permaculture en pays d'Oc, <http://humuspaysdoc.fr>

(6) Association *Paysarbre*, 13 place Alsace-Lorraine, 34700 Lodève, www.paysarbre.org

(7) Boutique de sciences, bede@bede-asso.org, tél : 04 67 65 45 12.



▲ Comptoir autoconstruit en plein air.

VERS UNE FERME ET UNE UNIVERSITÉ POPULAIRE

Pour développer les activités sur place, l'association a intégré le réseau des *Foyers ruraux* (8), dynamique dans le domaine de l'éducation populaire.

Après trois ans de réflexion et de mise en place, le printemps 2018 devrait voir l'organisation d'une *Université populaire* autour des questions de la valorisation des ressources naturelles et locales. Les ateliers pratiques qui se déroulent actuellement devraient alors être complétés par des cycles de conférences. Cela nécessite tout un travail en amont pour trouver les intervenantes partenaires. Alissa espère être embauchée comme animatrice pédagogique.

Jean-Pablo voulait lancer une activité de pépinière en ripisylve (végétation de bord de cours d'eau), mais "il n'était pas possible de faire un projet viable sans passer par une grosse entreprise". Il a donc changé d'idée et travaille maintenant avec un ingénieur en microbiologie pour lancer en 2018 une production de spiruline. Il a déjà visité plusieurs centres, a suivi des stages et reçu des formations de la *Fédération des spiruliniers* (9). Il souhaite travailler dans le sens du développement d'une filière bio (10). Le démarrage, qui demande un certain budget (50 000 euros), bénéficie jusqu'en 2019 d'une aide européenne qui couvre la moitié des investissements. Pour le moment, Jean-Pablo dispose d'un emploi aidé avec l'association ; sa mission est de mettre en place l'*Université populaire*.

Le groupe est soutenu par ses voisins viticultrices et une écurie proche, avec qui il pratique régulièrement l'entraide. Il compte également sur la mairie de Saint-André-de-Sangonis pour le soutenir dans son installation.



▲ Jean-Pablo expliquant l'organisation du Cap de la Terre.

La conseillère en environnement de la commune est déjà prête à soutenir le projet.

Le Cap de la Terre, ce ne sont pas que des crues à l'automne : ça bouillonne d'idées toute l'année.

MB ■

(8) Fédération des foyers ruraux de l'Hérault, 7 place de la Vierge, 34520 Le Caylar, tél : 04 67 88 71 01, www.mouvement-rural.fr

(9) Voir p. 16-17

(10) La spiruline est souvent produite avec des ajouts comme du bicarbonate de sodium ou du gaz carbonique.



Marie Clemès

▲ Deux membres de l'Arche de la Flayssière.

Des communautés à la recherche d'un nouveau souffle

Les communautés de l'Arche sont nées à la fin des années 1940, s'inspirant de la démarche de Gandhi en Inde. Il s'agissait de construire et de vivre un autre modèle de société, basé sur la non-violence. Soixante-dix ans après, les communautés de l'Hérault cherchent une nouvelle dynamique.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : sud du Larzac, nord du département de l'Hérault • Création : 1948 • Plusieurs communautés dont deux dans l'Hérault, sur d'anciennes fermes • 9 adultes et 5 enfants à la Flayssière pendant l'année, plus en été • Sobriété et grande autonomie

L'ARCHE EST NÉE À LA FIN DES ANNÉES 1940 à l'initiative de Lanza del Vasto (1) après sa rencontre avec Gandhi en 1937. *"Il s'agissait d'essayer de construire et de vivre un autre modèle de société basé sur la non-violence vécue dans tous les aspects de la vie, la fraternité, le partage des ressources et des biens face à la course au pouvoir et au profit."* L'engagement civique pour défendre la dignité des personnes et le respect de la terre et de la vie a été constant : contre les tortures en Algérie, contre le nucléaire civil et militaire, pour les paysannes du Larzac, et plus récemment, à l'initiative de Jean-Baptiste Libouban (2) de la communauté de la Flayssière, contre les OGM avec les *Faucheurs volontaires* (3), ou contre l'implantation à tout-va d'éoliennes industrielles.

La communauté de la Flayssière est située au sud du plateau du Larzac, dans un repli du Causse sur le domaine de la Borie Noble, où l'implantation date de 1962. Actuellement y vivent quatre couples d'engagés, dont deux avec de grands enfants poursuivant des études, et un "postulant" (4).

Tout au long de l'année, la communauté accueille de nombreuses personnes qui viennent expérimenter cette vie. Certaines pour un répit dans leur parcours, d'autres pour envisager de s'y intégrer. *"L'accueil est une respiration, un enrichissement des personnes, venues des quatre coins du monde, comme les permanentes, et d'horizons culturels et sociaux différents."*

Dans ses directions, la communauté n'a pas changé. Elle manifeste une volonté de vivre au présent dans la société, en s'adaptant aux exigences des normes de sécurité pour l'accueil, et aux normes sanitaires, en particulier pour la fromagerie, tout en acceptant les limites et les besoins des personnes. De ce fait, depuis notre passage précédent, il y a vingt ans, le principal changement est l'installation de l'électricité, en 2006, et de l'eau courante, qui arrive dans chaque logement.

LE DÉROULEMENT D'UNE JOURNÉE

Une journée dans la communauté commence par une "prière commune", à 8 h 30, en lien avec une tradition religieuse ou la lecture d'un texte d'un "chercheur de vérité". Elle est suivie par les nouvelles du jour et l'organisation du travail. À 13 h, le repas communautaire est végétarien. Les petits-déjeuners et le repas du soir se prennent en famille. Ils et elles se retrouvent parfois en soirée pour des activités proposées par les un-es et les autres : cinéma, débat, yoga, méditation...

(1) Décédé en 1981.

(2) Jean-Baptiste Libouban raconte son parcours de vie dans *Vagabondage d'un faucheur volontaire* et dans *Sentiers d'aurore*, recueil de poésie, aux éditions L'Harmattan.

(3) Le mouvement est né en 2003, lors d'un rassemblement sur le Larzac. Environ 7 000 personnes se sont engagées à détruire les parcelles cultivées en OGM, début d'une longue campagne d'actions de désobéissance et de procès. Voir www.faucheurs-volontaires.fr

(4) Un postulant chemine vers l'engagement. Sur ces différents niveaux d'engagement, voir l'article dans *Silence* n° 192-193, août 1995, téléchargeable sur www.revuesilence.net



▲ Ancienne bergerie transformée en salle de stages.

Le travail consiste en un peu d'élevage (quatre vaches, deux ânes, des poules), un grand potager bio qui assure une partie des besoins, l'entretien des bâtiments et du matériel, la vente sur les marchés, la poterie (5), le bûcheronnage, etc. Le travail est partagé selon les capacités de chacun.e. Les plus âgés sont dispensés de tâches obligatoires, mais aident le plus souvent à la cuisine.

Quatre fois le matin, il y a des "rappels" : une cloche sonne, et tout le monde interrompt son travail pour observer un moment de réflexion intérieure et se rappeler que le travail n'est pas une finalité en soi.

L'ÉCOLOGIE DÈS LES ANNÉES 1950

"L'écologie, la solidarité et la sobriété sont les trois pieds du rouet de Gandhi pour notre époque." L'Arche était pionnière dans le domaine de l'écologie dès les années 50. Aujourd'hui, à la Flayssière, des capteurs photovoltaïques et des panneaux solaires ont été installés pour limiter l'utilisation de l'énergie électrique nucléaire du réseau.

Une maison en bois et en matériaux écologiques a été construite pour agrandir l'habitat. Une station phytosanitaire a été installée. Les toilettes sèches ont été améliorées, dont les dépôts servent pour des terrassements. Dans tous les travaux d'aménagement ou d'entretien, des amis solidaires viennent bien souvent aider.

DEUX FORMES DE NON-VIOLENCE ?

"L'activité essentielle d'une communauté reste le 'vivre ensemble' dans l'intergénérationnel. Il s'agit d'avancer ensemble dans l'écoute et le soutien mutuel, d'être ouverts et bienveillants quant aux apports des nouveaux et nouvelles venues, de décider par consensus ou par consentement, de laisser le plus possible chacune choisir son secteur d'activité, de résoudre les tensions dans la non-violence et le pardon."

Mais les communautés de l'Arche ont toujours eu, en parallèle, l'idée d'être ouvertes et de proposer d'agir par la non-violence. Pour cela, elles avaient comme principe de déléguer des personnes pour des actions extérieures en passant par la *Coordination de l'action non-violente de l'Arche* (CANVA).

Aujourd'hui, la CANVA fonctionne au ralenti : certaines communautés ne sont plus assez fortes pour se permettre d'avoir des personnes qui ne travaillent pas sur place (6). Selon Catherina, qui vit à La Flayssière depuis 1995, il y aurait deux formes de non-violence : la première est tournée vers l'action militante alors que la seconde se penche sur l'éducation et les relations interpersonnelles. De fait, c'est cette deuxième non-violence qui reste active car implantée dans le quotidien. C'est une démarche plus humble, qui réduit la visibilité du mouvement.

Pour y remédier, la communauté de Saint-Antoine, dans l'Isère, a mis en place le programme "Formation et expérimentation au vivre-ensemble" (FEVE) (7), qui permet à des jeunes, d'abord pendant une semaine, puis lors d'une formation longue d'un an, de prendre conscience de l'intérêt des démarches collectives, de la vie dans un lieu collectif, de la mise en place de leur propre projet collectif (en lien ou non avec les communautés de l'Arche).

La joie et la paix restent les meilleurs signes de ce vivre-ensemble. La fête en est la manifestation avec ses chants, ses danses, dans la beauté à préserver. Pour maintenir cet essai de sobriété heureuse au milieu des inquiétudes, des agitations de ce monde, les épreuves et difficultés ne manquent pas. Comme le dit l'un des membres : *"Toujours la barque est revenue au port après la tempête. C'est le meilleur de nous-mêmes, comme malgré nous, qui nous porte à construire aujourd'hui cette société que nous voulons pour demain."*

MB ■

Pour aller plus loin

■ Arche de la Flayssière,
34650 Joncels
tél : 04 67 44 40 90
leymarie_i@yahoo.fr

■ Arche de la Borie Noble,
34650 Roqueredonde
tél : 04 67 44 09 89

■ www.arche-nonviolence.eu

(5) L'un des rôles qui ne tournent pas beaucoup, du fait de sa technicité.

(6) À La Borie Noble, située dans la commune voisine, la situation est encore plus fragile : la communauté a été suspendue et trois personnes travaillent actuellement à sa refondation. En revanche, l'Arche de Saint-Antoine (Isère) est très dynamique, mais elle fonctionne au centre d'un village, avec une plus grande visibilité. D'autres communautés existent en Bretagne, en Suisse, en Allemagne, au Mexique et en Argentine.

(7) Association FEVE, L'Arche, Cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 48 25, www.feve-nv.com. Silence est partenaire de cette formation.



▲ Une installation de production de spiruline de taille familiale (environ 3 m de long).

Une ferme expérimentale pour une spiruline écologique et solidaire

La spiruline, algue bleue que l'on trouve naturellement dans certains lacs, est très riche en protéines. Elle représente une alternative à la viande, ici ou dans des pays où la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Depuis une trentaine d'années, Gilles Planchon mène des actions en faveur d'une production locale et écologique.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Tourbes (nord-est de Béziers) • Début des recherches en 1987 • Financement participatif, par partenariat et par vente de spiruline fraîche • 1 salarié + stagiaires + woofing • Aide à la diffusion des techniques, notamment dans les pays du Sud • Soutenu par le groupe de musique les *Spiruchons*

GERMAIN, QUI NOUS ACCUEILLE, NOUS fait goûter de la spiruline fraîche cuisinée avec de la courgette et des épices. Un délice qui n'a rien à voir avec les pastilles de spiruline sèche que l'on trouve dans le commerce. Il nous explique que la ferme de la Roquette travaille dans plusieurs directions : développer la production de spiruline familiale, pour que chaque famille puisse disposer de spiruline fraîche, promouvoir ces techniques simples dans des pays où l'alimentation reste un problème, et enfin produire de la spiruline dans des conditions proches de celles de la nature, pour éviter l'usage d'apports chimiques comme cela se fait couramment aujourd'hui dans les fermes productrices.

EXPÉRIMENTER ET FAIRE CONNAÎTRE LA PERMACULTURE DE SPIRULINE

La spiruline se développe naturellement dans des eaux stagnantes, légèrement salées (5 g/l), alcalines (pH jusqu'à 11) et chaudes (entre 25 °C et 37 °C). Il en existe différentes variétés. La plus cultivée aujourd'hui en France est originaire d'un lac péruvien, le Paracas, mais il en existe d'autres variétés locales, comme celle de Camargue, découverte par Gilles Planchon.

La ferme de la Roquette est un lieu de recherches pour comprendre la physiologie de l'algue, ses besoins, et comment s'approcher au mieux de son développement naturel, afin d'éviter le recours à des modes de production artificiels hors sols avec des fertilisants de synthèse (1).

Le travail de recherche actuel porte sur "la production en bassin profond en contact avec un substrat argilo humique". Cela fait suite à l'observation de l'importance du sol dans les lacs naturels de spiruline. Le sol semble être la source de nourriture de l'algue : "Il permet l'équilibre du milieu (tampon argilohumique) et l'absorption et transformation de la matière organique (spirulines mortes,

(1) Une technique non écolo très répandue actuellement est l'apport dans les bassins de culture d'urée de synthèse pour l'azote, ce qui rend la production dépendante des laboratoires.



▲ La nouvelle installation de production avec au premier plan un puits profond de plusieurs mètres permettant d'approcher des conditions naturelles de vie de l'algue

etc.)". De plus, la profondeur du bassin (150 cm au lieu des 20 cm habituels) garantit une inertie de température beaucoup plus grande.

Les découvertes faites sur le lieu sont toujours libres de diffusion. Elles sont présentées régulièrement lors de formations.

Le financement est assuré en partie par la *Fédération nationale des spiruliniers* (qui regroupe 90 % des professionnel·les) (2), par le biais des campagnes de financement participatives en lien avec des opérations de solidarité internationale et, enfin, par des activités musicales dans les festivals militants.

UNIVERS POUR LA VIE

L'association *Univers pour la vie* a été créée en 2009 pour constituer une caravane artistique qui donne des spectacles en Afrique afin de transmettre les savoirs autour de la spiruline et de permettre l'autonomie des familles. Elle a tourné pendant un an en Afrique, principalement au Burkina Faso, mais aussi au Maroc et en Mauritanie. Au sein de la caravane se trouvent les *Spiruchons*, un groupe de musique qui joue du reggae, du rap et d'autres styles de musique autour du thème de la spiruline. Il intervient dans les festivals alternatifs pour collecter des fonds. Une nouveau projet est prévu en 2018 au Sahara occidental pour que les camps de réfugiés sahraouis puissent disposer de spiruline : ils et elles dépendent actuellement à plus de 90 % de l'aide internationale.

Les résultats observés pendant le premier voyage ont été remarquables : certains enfants en malnutrition ont retrouvé leur dynamisme en quelques semaines. Outre les protéines, la spiruline contient du fer, un apport crucial pour les cas de malnutrition. La spiruline produit des protéines en consommant des milliers de fois moins d'eau que la viande ou les céréales, ce qui est

particulièrement bienvenu dans les pays arides. Sa production ne consomme pas d'énergie : le soleil suffit à assurer sa croissance. Elle est excellente pour la santé, surtout quand elle est fraîche.

En France, l'association s'attache essentiellement à faire connaître la spiruline fraîche (aliment de santé par excellence) et à en promouvoir la culture familiale.

Une *Spiruchonade* est organisée tous les ans, à la mi-septembre, à la ferme ; des artistes solidaires jouent alors pour des actions solidaires avec la spiruline.

MB ■

Pour aller plus loin

■ Ferme écologique expérimentale de la Roquette, Gilles Planchon, 14 chemin de la Roquette, 34120 Tourbes, <http://spirulinasolutions.fr>

(2) *Fédération nationale des spiruliniers*, chez Sidonie Lameyre, place Marcel-Gontier, 34800 Clermont-l'Hérault, tél : 06 95 37 43 02 www.spiruliniersdefrance.fr

Spiruline dans les festivals

Chez nous, la spiruline a trouvé un usage assez étonnant : c'est un dopant naturel que l'on trouve maintenant dans des boissons sans alcool (*Spir- tonic*), que les festivals mettent en avant pour éviter les dérapages liés à l'alcool.

Production familiale

Il est possible de produire sa spiruline en famille, à condition de disposer d'un peu de place. Pour cela, il faut construire un bassin de 3 m x 1 m et de 25 cm de profondeur. Rempli d'eau légèrement salée, il sera placé sous une serre, sous une véranda ou derrière une fenêtre pour assurer des apports importants de lumière et de chaleur (la production commence autour de 22 °C et est maximale à 37 °C). Il faut assurer le brassage de l'eau (production de bulles d'air avec un appareil que l'on trouve dans les

magasins d'aquarium). Cela nécessite une surveillance, mais il est possible de s'absenter jusqu'à deux semaines.

Gilles Planchon a co-écrit un livre sur la culture familiale de spiruline : *La spiruline pour tous*, une référence dans le domaine, permet de cultiver en toute autonomie.

Il propose régulièrement des stages de cultures (voir sur son site).

Un tutoriel sur lowtechlab.org vous éclairera sur cette culture.

Rôle épurateur

La spiruline a une action chélatrice, c'est-à-dire qu'elle a la particularité de fixer certaines molécules. Elle a été testée sur des personnes polluées par la radioactivité : elle entraîne vers les selles certaines particules radioactives (dont le césium) et réduit ainsi la contamination. De même, elle peut également servir pour faire baisser une pollution par les métaux lourds.



Marie Clémis

▲ Utopimages est installé dans une ancienne dépendance d'un domaine de Lodève.

Des images pour réfléchir à nos lendemains

Utopimages, maison de production associative à petits moyens, propose des films autour de la décroissance, de nos modes de vie et s'interroge sur les causes profondes de nos comportements.

FICHE D'IDENTITÉ

Localisation : Lodève • Création : 2006 • Statut : associatif • Financement : les films sont à petit budget (quelques milliers d'euros chacun) • Installation dans un domaine où cohabitent de nombreuses alternatives

débat sur la chasse entre anciens et néoruraux, position des élus sur la question de l'accueil des jeunes urbains... On faisait une télé avec et pour les gens." Les débats sont l'occasion de rebondir vers de nouveaux sujets. Après douze ans d'activité, *Télé-Cévennes* a laissé place à des télévisions sur le web : "Ce n'est pas pareil car les personnes qui visionnent ces télévisions ne se rencontrent pas."

JEAN-CLAUDE DECOURT, LA SOIXANTAINE aujourd'hui, a commencé à faire des films à l'âge de 16 ans. Fils de militants ouvriers, il désirait au départ montrer des gens dans leur cadre de travail. En 1992, vivant dans les Cévennes, il découvre l'activité de *Télé-Millevaches*, dans le Limousin (1). Il se lance alors dans la création de *Télé-Cévennes*, la troisième télé libre de France après *Télé-Millevaches* et *Télé-Bocal* (2). Le principe de "télébrouette" est le même que celui de *Télé-Millevaches* : réalisation d'un magazine vidéo puis projection en public sur grand écran dans les différentes communes avec débat, fête et repas. Chaque cassette dure 1 h 30. Il y en a deux à trois par an. Le financement, très restreint, est assuré pour partie par des subventions de quelques mairies de gauche, le reste par les dons collectés lors des projections. "Les thèmes sont variés : présentation d'initiatives alternatives, comment un banquier s'est reconverti dans une scierie ambulante,

VERS UNE SOCIÉTÉ DE DÉCROISSANCE

En 2001, Jean-Claude Decourt réalise pour *TéléCévennes* plusieurs reportages sur le thème de la décroissance. En 2006, ayant déménagé dans l'Hérault, il crée sous forme associative *Utopimages*. Il rencontre et filme différentes personnes du mouvement (Serge Latouche, Paul Ariès, Pierre Rabhi, Yves Cochet, etc.). Un premier film d'une heure, *Simplicité et décroissance*, sort en 2007. Il sert à organiser des débats en France et au-delà. En 2009, il réalise un deuxième film de 2 h 50 : *Les Pas de côté* qui présente de nombreuses démarches alternatives. L'occasion pour le réalisateur de prendre conscience que, dans le milieu alternatif, "on rencontre les mêmes problèmes qu'en dehors". Cela le conduit à envisager un troisième film sur la persistance de nos comportements : domination, soumission, ego exacerbé, inadéquation entre les personnes et les idées, etc.

(1) *Télé-Millevaches*, Le Bourg, 23340 Faux-La-Montagne, tél : 05 55 67 94 04, <http://telemillevaches.net>. Voir "Alternatives en Limousin", *Silence* n° 265-266, janvier 2001, téléchargeable sur www.revuesilence.net

(2) *Télé-Bocal*, 10 B rue Bisson, 75020 Paris, <http://telebocal.org>



▲ Jean-Claude Decourt.

Ce troisième film lui vaut quelques ruptures avec les "penseurs" du mouvement, qui le jugent trop branché sur les questions psychologiques. Il continue cependant à s'intéresser de plus en plus aux causes profondes de nos comportements et se met à lire, rencontrer et filmer des sociologues, philosophes et psychanalystes. Cela débouche en 2015 sur le film *Changer et changer le monde* où il aborde ce qui fait que l'on évolue personnellement (ou pas) et la façon dont cela se traduit sur notre environnement proche et sociétal.

LA PSYCHANALYSE POUR COMPRENDRE NOTRE CONFORMISME

Alors qu'il se demande s'il n'est pas en rupture avec le mouvement de la décroissance, il découvre les travaux de Pablo Servigne (3), qui a longuement analysé notre tendance au déni pour éviter d'avoir à changer nos modes de vie. Aujourd'hui, la plupart des gens ont pris conscience que nous avons atteint les limites de la planète, mais presque tout le monde continue à consommer comme si de rien n'était.

Travaillant sur le côté psychanalytique du déni, Jean-Claude Decourt relit aussi les travaux du naturaliste François Terrasson sur *La Peur de la nature* (4), ainsi que ceux du philosophe Christian Godin, auteur notamment de *La Haine de la nature*. Empruntant le titre d'une pièce de Fernando Arrabal, "*Et ils passèrent des menottes aux fleurs*", il interroge "*les raisons profondes et*

3) Pablo Servigne, jeune chercheur indépendant, commence à publier à partir de 2010 des réflexions sur la transition écologique, l'agriculture urbaine post-pétrole avant de populariser la notion de collapsologie (étude de l'effondrement de la société industrielle) dans *Comment tout peut s'effondrer* (Seuil, 2015). Proche d'Yves Cochet et d'Agnès Sinaï, il a publié plusieurs articles dans *Silence*, dont le dossier *Penser l'agriculture de demain*, n° 427, octobre 2014, téléchargeable sur www.revuesilence.net.

(4) François Terrasson, naturaliste décédé en 2006, a publié un livre majeur en 1988 : *La Peur de la nature*, suivi de plusieurs autres ouvrages sur le sujet.



Le domaine de Belvezet

Après un drame familial, dans les années 1970, un notaire de Lodève a mis en vente à bas prix un domaine de 18 ha avec une maison de maître et des mazets (cabanons) dispersés sur le terrain. À l'époque, une communauté rachète les lieux puis passe la main à une société civile immobilière (SCI) constituée par des alternatifs du coin. La maison de maître est divisée en appartements et les mazets sont progressivement agrandis pour en faire des logements. Aujourd'hui, il reste encore des cabanes dans les arbres et des installations mobiles. Les membres de la SCI sont très actifs dans la création d'entreprises alternatives dans la région, comme en témoignent les boîtes aux lettres à l'entrée.



Ainsi Marc Padilla, qui habite une partie de la maison de maître, est à l'origine d'*Ecolodeve*, un magasin de vente de produits et matériaux pour l'écoconstruction et la formation ouvert en 2006 (on peut y acheter *Silence*) ainsi que de *La Distillerie*, une ancienne distillerie en plein cœur de Lodève, achetée en 2016 dans le but d'ouvrir en ville un lieu culturel et convivial. Marc, qui aime mettre les gens en réseau, le fait sur un rayon de 60 km depuis plusieurs années. Julien Lhostis, son voisin, fait partie de l'équipe qui a mis en place en 2016 la recyclerie de Lodève, *Le Recyclage lodevois*, où Jean-Claude Decourt est bénévole.

Quant à Mickaël Grupp, autre habitant des lieux, il a créé *Synopsis*, un institut de recherche sur l'énergie solaire qui aide à l'installation de capteurs thermiques.

- *Ecolodeve*, 200, rue de la Draille, 34700 Lodève, tél : 04 99 91 00 73, www.ecolodeve.fr
- *Le Recyclage lodevois*, Zone du Capitoul, route de Montpellier, 34700 Lodève, tél : 09 84 57 10 25
- *La Distillerie*, à contacter par Ecolodeve, tél : 04 999 100 73
- *Synopsis*, domaine de Belvezet, route d'Olmet, 34700 Lodève, tél : 09 61 21 97 82



Marie Clements

▲ La maison aujourd'hui aménagée de manière très économe. Une pièce sert de banc de montage pour les films.

Pour aller plus loin

■ Utopimages,
domaine de Belbezet,
34700 Olmet-et-Villecun,
tél : 04 67 95 43 84,
www.utopimages.fr

inconscientes qui font que l'on continue à détruire la nature (hors nous et en nous), alors que nous savons qu'il s'agit de notre survie".

Il participe à des Cafés philo, des Cafés psy ("Qu'est-ce qui bloque?"). Il s'inquiète d'une tendance forte du mouvement alternatif à suivre des méthodes de "guérison rapide", "New Age", comme on peut en trouver des pages et des pages dans les gratuits écolos (5) : "Toutes ces méthodes profitent du mal-être des personnes, mais ne résolvent pas les problèmes de fond. Ainsi, nombreux sont ceux qui cherchent à créer ou rejoindre un lieu alternatif sans avoir fait un vrai de travail sur soi, prenant le problème à l'envers." "La psychanalyse donne des outils pour apprendre à se connaître et à être autonome. C'est une démarche profonde (et difficile, il est vrai) en complète opposition avec le 'développement personnel' prôné par le libéralisme pour qui il s'agit de 'caresser les gens dans le sens des chaînes', selon l'expression de mon ami philosophe Sergio Ghirardi."

Jean-Claude Decourt s'inquiète du peu de temps consacré à la réflexion dans les alternatives sociales et écologiques. "L'urgence n'est pas d'agir tous azimuts (même si c'est important et qu'il y a urgence écologique) mais d'apprendre à questionner. Sinon, nous reproduirons toujours les mêmes bêtises! Penser c'est agir."

ACCEPTER NOS LIMITES

Jean-Claude Decourt a en projet un sixième film : *Consoland*, prévu pour 2019, aura pour thème la consolation par la consommation. Selon lui, "la société marchande est une dérisoire tentative de consolation par rapport à la mort, à l'éphémère, à la difficulté à se singulariser, à trouver un sens... Tous sont touchés, les objets de consolation des riches étant simplement différents de ceux des pauvres, mais au fond, pas plus efficaces." "Ici se trouve le moteur de la croissance, cause de la destruction de notre planète. La croissance ne peut s'arrêter, les problèmes existentiels

faisant sans cesse retour. L'avoir ne pouvant remplir le vide d'être.

Alors bien sûr, il faut un revenu minimum (et maximum) et un toit pour tous, mais le problème principal est que le capitalisme a fait Monde (l'imaginaire marchand est dans presque toutes les têtes). Nous détruisons très rapidement les conditions de survie de notre espèce (et celles de nombreuses autres, hélas), pour aller mieux... sans y parvenir ! Le monde va mal parce que nous allons mal. "Derrière la politique, l'économie, l'écologie, il y a nos peurs, nos manques." "Sortir du capitalisme, système mortifère : il faudra, pour cela, bien plus que des élections, des manifestations, et même des programmes!"

Il cite Cornelius Castoriadis (6), selon lequel nous ne consumerions plus autant si nous étions plus autonomes. "Un double travail sur la conscience et sur l'inconscient pourrait nous aider à sortir de la sphère marchande, à vivre plus simplement, à sortir du déni, à apprendre à nous connaître et connaître les autres, à accepter nos limites. Travail (il faudrait inventer un autre mot) à la fois collectif et individuel. Le ferons-nous? En aurons-nous le temps? Notre survie, et celle des autres espèces, n'est-elle pas à ce prix?"

Nous vivons dans une époque sombre mais également intéressante : celle où se posent (enfin) les questions essentielles. Merveilleuse (et unique) occasion pour nous tous de développer de vraies singularités, de grandir en humanité."

MB ■

(5) Jean-Claude Decourt cite *Biocontact*, *Soleil levant*, etc.

(6) Décédé en 1997, ce philosophe, animateur du groupe *Socialisme ou barbarie*, est l'auteur de nombreux livres sur l'autonomie individuelle, la démocratie radicale, l'opposition au capitalisme et aux sociétés religieuses.

Alternatives dans l'Hérault

La commune de Celles, sauvée des eaux, devient un écoquartier



Dans les années 50, le village de Celles compte 80 habitant-es, pour la plupart agricult-rices. Le projet de barrage de Salagou prévoit de noyer jusqu'à 150 m d'altitude. Celles, à l'altitude de 143 m, doit donc être noyé. Le cimetière est évacué, les propriétaires expatrié-es. En octobre 1969, le barrage est mis en eau. L'eau monte alors jusqu'à 139 m. Le village de Celles n'est donc pas noyé... mais pillé. Le site est classé réserve naturelle en 2003. Joëlle Goudal, la mairesse, accompagne alors un vaste projet de réhabilitation : s'inspirant de l'exemple du Larzac, pour éviter la spéculation, l'ensemble du foncier reste propriété de la commune et seuls des prêts à usage peuvent être accordés pour des coopératives d'habitant-es, du logement social ou des activités de préférence collectives se passant dans l'habitat existant. Le projet traduit dans le PLU, plan local d'urbanisme, de novembre 2016 prévoit un grand respect de l'environnement (optimisation des eaux pluviales, phytoépuration, énergies renouvelables, restauration du bâti ancien en pierre, etc.). Des logements sociaux seront construits avec *Hab Fab*, spécialiste du logement participatif. La mairesse espère inaugurer l'écoquartier en 2019, 50 ans après la mise en eau.

♦ Mairie de Celles, place Henri-Goudal, 34700 Celles, tél : 04 67 88 05 30, www.celles-salagou.org

♦ *Hab Fab*, 12, rue du Commerce, 34000 Montpellier, tél : 04 11 65 50 50, www.hab-fab.com

L'AMA-Pop propose des "paniers culturels"

Après un "été à la ferme" dans la ferme AMAP du Lamalou au Mas-de-Londres, en 2009, Paul-Marie Plaideau et ses ami-es proposent de créer une AMAP culturelle. Le projet est long à voir le jour et est formalisé à Sète le 8 octobre 2016 sous le nom "On dirait le Sud". Une centaine de personnes participent à cette AMAP à dominante culturelle : on y trouve des lieux alternatifs et associatifs, mais également des fermes fonctionnant en AMAP, des produits bio... Les choix de programmation sont fait collectivement en respectant le principe que tout travail professionnel est rémunéré. Plutôt que des projets artistiques déjà reconnus par les institutions, une attention particulière est portée aux acteurs et actrices du changement, de la transition et de la recherche.

♦ AMA-Pop, "On dirait le Sud", 59, rue Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier, tél : 06 87 55 28 38, ondiraitlesud@riseup.net

Eco transat Construire des voiliers en fibres naturelles

À l'origine, Gilles Melon, marin et constructeur de bateaux, passionné de navigation à la voile, a eu envie d'agir contre les milliers d'épaves de bateaux qui pourrissent dans les ports et polluent l'environnement.

Avec plusieurs potes dont Kito de Pavent, skippeur de courses au large (*Vendée globe, Route du rhum...*) ils décident de lancer le pari de construire des voiliers entièrement recyclables.

On trouve de tout dans un bateau, ou presque : bois, plastique, fibre de verre, goudron, métaux ferreux et non ferreux, huile, carburant... et même parfois du béton pour le lest. Lorsque celui-ci arrive en fin de vie, le problème des déchets se pose. La filière de déconstruction qui tente de promouvoir et de développer le recyclage des éléments, se trouve confrontée au problème des coques en fibre de verre et résine de polyester, matières très polluantes et non recyclables, qui composent actuellement la majorité des coques de bateaux.

De plus, comme démanteler une épave coûte cher, les propriétaires des bateaux en fin de vie préfèrent les abandonner dans les ports ou les couler dans la mer (moins de 1% sont retraités sur des milliers d'épaves qui croupissent sous les eaux).

Pour contrer ces problèmes de recyclage et de pollution des mers, rien de mieux que de prévoir la fin de vie des bateaux dès leur fabrication en mettant en place une démarche d'éco-conception.

Au lieu de réduire au maximum l'utilisation des ressources, les initiat-rices du projet décident de se concentrer sur la production et l'utilisation de l'énergie propre ainsi que sur un emploi intelligent des matériaux.

Une alternative pour lutter contre la pollution des mers

Le projet est lancé avec la mise en œuvre d'un chantier naval pour la construction de 5 bateaux en lin, basalt, chanvre, jute et bambou. Un partenariat est scellé avec l'École des Mines d'Alès, qui se concentre sur la recherche en étudiant la résistance des matériaux choisis.

Un prototype est dessiné par un architecte naval avec comme critères, le faible impact sur l'environnement, la vitesse et le budget accessible. Ce prototype en contreplaqué est quasiment terminé et servira de moule pour la construction des 5 bateaux éco-conçus.

Une transat France-Brésil est prévue d'ici 2 à 3 ans pour éprouver en conditions réelles les bateaux réalisés : fiabilité, résistance, performance, impact sur l'environnement, facilité de mise en œuvre, prix de revient...

À travers l'association *Déferlante Océane* qui fédère de plus en plus de convaincu-es, l'objectif est de rassembler les amateurs et amatrices de voile et de voyage, pour promouvoir le projet *Eco transat*, à travers l'organisation d'événements, mais aussi pour échanger et partager des données techniques liées à la construction ou l'entretien de voiliers, dans le respect de l'environnement.

Ces voiliers vont donner l'occasion de présenter les possibilités des matériaux écologiques et intelligents pour la plaisance. L'objectif est de prouver que la construction navale verte peut être dynamique et active.

Valérie Cabanne

♦ *Ecotransat*, chantier Rive Sud, 13, rue d'Amsterdam, 34200 Sète, ecotransat.com.



Mise à l'eau et pose du mat

Valérie Cabanne

Alternatives dans l'Hérault

Le collectif du Maquis



Le collectif du Maquis est une ferme autogérée au pied de la Montagne Noire (à l'ouest du département). Le collectif recherche le maximum d'autonomie avec uniquement la vente directe de leur production (lait, viande, pain) et accueil à la ferme. Différentes structures occupent les lieux : les habitant-es sont en coopérative de vie pour le logement, en SCOP pour les activités agricoles et l'accueil, en association culturelle pour les activités non lucratives. Un camping est ouvert pendant l'été. Le lieu a bénéficié d'une première expérience dans les Alpes-Maritimes (voir *Silence* n°342). Ce premier lieu a été repris par le collectif FAR, *Ferme autogérée de la Roya*. Avec *Caracoles de Suc*, une ferme autogérée en Ardèche, les trois lieux sont la propriété de la SAS *Terres communes* qui permet de sortir le foncier de la spéculation.

◆ Le Maquis, Hameau de Bois-Bas, 34210 Minerve, tél : 04 67 23 94 77, www.cravirola.com

◆ SAS Terres communes, www.terrescommunes.net

La Cosmopolithèque, lieu de résistance à Béziers



▲ Atelier de cuiseurs solaires

Ouvert en 2015 suite aux rencontres lors du "Printemps de Béziers", cet espace accueille différentes associations comme *Association France-Palestine Solidarité*, *Osez le féminisme*, *Atelier d'initiation à l'environnement*, ainsi que des ateliers pratiques de développement personnel... et des groupes comme *En Vie à Béziers*, un collectif d'habitant-es qui se sont retrouvés avec l'idée de faire un journal pour marquer leur désaccord avec l'arrivée de l'extrême-droite à Béziers.

◆ *Cosmopolithèque, L'immeuble associatif*, 1 place Garibaldi, 34500 Béziers, tél : 04 67 49 36 70, <https://immeubleassociatifbeziers.wordpress.com>

◆ *En vie à Béziers*, www.envieabeziers.info

Luttopia : ouvrir des lieux d'accueil aux migrant-es

En 2014, selon les chiffres des acteurs sociaux, entre 450 et 600 personnes dorment dans la rue à Montpellier (sur 1 000 à 1 200 personnes sans logement). Les capacités d'accueil d'urgence sont dépassées. C'est pourquoi la coordination *Luttopia* a décidé de procéder à des réquisitions citoyennes de bâtiments vides pour loger ces personnes. Après deux squats qui se sont terminés par des expulsions, la mairie, la métropole et la préfecture avaient promis de trouver une solution. Mais après un an d'attente sans voir le dossier avancer, la coordination a procédé à une troisième réquisition : l'occupation des anciennes archives municipales depuis le 7 décembre 2016. Ce squat a bien fait l'objet d'une plainte, mais le tribunal a reconnu, au printemps 2017, l'urgence de la situation et le manquement à la loi de l'État. Il a statué pour l'expulsion mais a accordé des délais d'expulsion renouvelables aux occupant-es. Les collectivités publiques n'ayant pas proposé d'alternatives, pour le moment, le tribunal a renouvelé les sursis.

Ce sont ainsi environ 120 personnes qui ont pu passer un hiver à l'abri et environ 600 personnes qui ont bénéficié des sanitaires et de distributions de nourriture.

◆ Pour suivre l'évolution de la situation : <https://fr.squat.net/tag/luttopia>



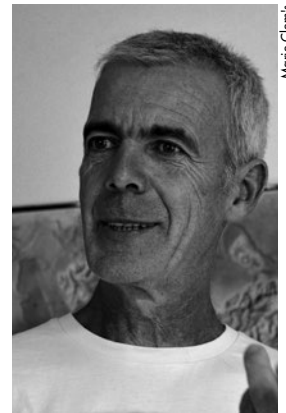
Philippe Crassous, bricoleur écolo

À partir de l'Hérault, l'*AlterTour* a été accompagné cet année par un drôle de véhicule : un vélo solaire couché et caréné, équipé d'une remorque disposant elle-même d'un appoint solaire. Ce véhicule a été mis au point par Philippe Crassous, paysagiste, qui depuis quelques années se demande comment se passer de sa voiture : autant c'est facile pour ses déplacements privés (il habite en bordure de Montpellier), autant c'est difficile dans l'exercice de son métier car il doit transporter des outils et des arbustes encombrants. Ayant récupéré un châssis de tricycle, il a mis au point son vélo solaire et sa remorque pour disposer d'une autonomie importante : à la fin de sa participation à l'*AlterTour*, il est revenu de Nyons à Montpellier en une seule journée soit 160 km, sans trop de fatigue. Même par temps couvert, il peut parcourir plusieurs dizaines de kilomètres en combinant effort physique et apport des batteries.

◆ sur la construction du vélo, voir http://www.terraeco.net/_philippe-crassous,135523_.html

◆ sur les économies dans les transports, article dans *Silence* n°459, septembre 2017.

◆ sur le potentiel solaire et éolien, article dans *Silence* n°455, avril 2017.



Marie Clem's



DR

Alternatives dans l'Hérault

Lutte contre l'extension du port de Sète

La sortie d'autoroute pour Sète a la particularité de se trouver (encore) en pleine campagne, à quelques kilomètres du port. Dans les années 2000, Georges Frèche, président tout puissant de la région lance alors l'idée de créer un "hinterland", un prolongement du port à l'intérieur des terres, avec une vaste zone logistique pour favoriser le chargement de conteneurs sur les camions. Un collectif voit le jour dans cette région de vignobles pour dénoncer l'absurdité du projet : les emplois créés ici favoriseront la destruction d'emplois dans l'industrie de l'Hexagone au

profit de délocalisation lointaine. Il y a un risque important de pollution de l'étang de Thau (même nappe phréatique), la perte d'une trentaine d'hectares de terres agricoles de qualité.

Comme la région ne peut qu'acheter les terrains mis en vente, la plupart des agriculteurs évitent de vendre les terres. Les achats sont très limités. La fermeture d'usines à Sète libère de la place dans le port actuel. Le changement de majorité à Sète (de communiste aux Républicains) fait que la ville se tourne plus vers le tourisme et développe l'accueil de navires de plaisance... Le projet

semble mal parti. En 2014, le nouveau SCOT, schéma de cohérence territoriale, ne mentionne plus la création de l'hinterland... mais la ZAD est quand même maintenue et les achats se poursuivent.

Aujourd'hui, les opposant-es proposent d'utiliser cette surface pour y accueillir un centre de promotion de la bio lié avec le développement de fermes paysannes.

♦ **Collectif Non à l'hinterland**, c/o Biocoop, avenue de la Barrière, 34540 Balaruc-le-Vieux, <http://collectifnonhinterland.over-blog.com>

Et également (* = point de vente de Silence)

» Montpellier (34000...)

♦ (*) **Biocoop Le Cres**, L'Aile du Papillon, 10 route de Nîmes, 34920 Montpellier/Le Cres, tél : 04 67 87 05 88.

♦ (*) **Artisans du monde**, 6 rue Saint-Firmin, 34000 Montpellier, tél : 04 67 60 72 38.

♦ (*) **Happy Planète**, Résidence Cardabelle, Appt 13, 172 rue Raimon-de-Trencavel, 34070 Montpellier.

♦ (*) **Maison des échanges**, 480 avenue des Etats-du-Languedoc, 34000 Montpellier, tél : 04 34 81 39 70.

♦ **Toits de choix**, 12 rue du commerce, 34000 Montpellier, tél : 04 99 62 84 20, www.toitsdechoix.com *Conduite de projets d'habitat participatif.*

♦ **Librairie Scrupule**, 26 rue Faubourg Figuerolles, 34000 Montpellier, tél : 04 67 92 24 18.

♦ **Cinéma Utopia**, 5 avenue du Docteur-Pezet, 34090 Montpellier.

♦ **Changement de décor**, 30 rue Frédéric-Favrèges, 34000 Montpellier, tél : 04 67 22 01 09.

♦ **Bioviva**, 9 place Chabaneau, 34000 Montpellier, tél : 04 67 54 19 42, www.bioviva.com, *créateur de jeux nature, 17 salarié-es, fabrication française, diffusion magasins alternatifs, mais également dans magasins classiques.*

♦ **Collectif "on passe à l'acte"** 10 avenue du Professeur-Grasset, Bât B, 34090 Montpellier, info@onpassealacte.fr www.onpassealacte.fr. *A fait beaucoup de reportages locaux sous forme de web-vidéos.*

♦ **Le vieux biclou**, 5 rue de la Poésie, 34000 Montpellier, www.vieuxbiclou.org, *Atelier d'entretien pour son vélo, vente de vélos d'occasion.*

♦ **Université populaire de Montpellier**, Ile aux Familles, centre social, 410 avenue de Barcelone, 34080 Montpellier, www.partagerlesavoir.com

♦ **Le marché local**, 6 rue du Bras-de-Fer, 34000 Montpellier, www.le-marche-local.fr, *magasin de produits locaux (moins de 150 km), en production raisonnée, respect de l'environnement et des animaux, respect des saisons.*

♦ **Chez Théo**, 51 rue de l'Aiguillerie, 34000 Montpellier, tél : 06 22 57 70 76, <http://chez-theo.org>, *bar associatif, ateliers, concerts, débats, activités ludiques.*

♦ **Maison des Tiers-Monde et de la Solidarité internationale**, Espace Martin-Luther-King, 27 boulevard Louis-Blanc, 34000 Montpellier, tél : 04 67 03 26 71, <http://mtmsi.fr>

♦ **Le Faubourg**, 15 rue du Faubourg-de-Nîmes, 34000 Montpellier, tél : 06 21 57 07 21, <http://lefaubourg-montpellier.org> *Espace de co-working qui accueille les antennes locales d'Enercoop, La Nef, l'Accorderie, Modulauto, Autour.com, OpenstreetMap, EcoHabits, Vélocité, Montpellier à pied...*

♦ **Kaïna TV**, BP 7299, 34086 Montpellier cedex 04, tél : 04 67 56 30 54, <http://kaina.tv>, *web-télé réalisée dans le quartier de la Paillade à Montpellier.*

♦ **T'Hérault d'insertion**, 55 rue Saint-Cleophas, Hôtel de la coopération, 34070 Montpellier, Marion Maréchal, tél : 06 11 27 11 56, *projet d'écoferme d'insertion en lien avec le réseau des Jardins de Cocagne*

♦ **Association Tin Hinan**, 114 Le Grand Mail, 34080 Montpellier, tél : 04 67 72 96 23, thihinam@club-internet.fr, *association d'alphabétisation et d'autonomisation des femmes dans un quartier populaire de la ville.*

♦ **Ecosec**, 111 rue du Faubourg-Boutonnet, 34090 Montpellier, tél : 06 52 54 19 09, ecosec.fr, *coopérative créée en 2014 visant à récupérer la matière organique humaine pour sa valorisation agricole.*

♦ **Parentage 34**, <https://parentage34.org>, *groupe de parole sur la non-violence éducative créé en 2006.*

♦ **Cuisine saine**, Thierry Soler, 7 rue des Foulques, 34250 Palavas-les-Flots, *restauration bio régionale.*

♦ **Casalez**, 1384 route de Montpellier, 34730 Prades-le-Lez, <http://casalez.blogspot.fr>, *projet d'habitat participatif.*

♦ (*) **Biocoop Le viviers**, 15 rue Clos de Viviers, Zone commerciale de Bocaud, 34830 Jacou, tél : 04 48 20 10 02.

» Sète (34200)

♦ **Sète en transition**, <http://seteentransition.org>, *soutien le projet de Coop singulière, projets autour d'un café réparation, d'une crèche parentale, d'initiation aux logiciels libres, d'habitat partagé...*

♦ **La Coop singulière**, <https://coopsinguliere.fr>, Antoine Reboul, tél : 06 95 43 01 48, *projet de magasin coopératif comme La Cagette à Montpellier. Association de lancement créée en avril 2017.*

♦ **La part des anges**, 1 quai Léopold-Suquet, 34200 Sète, tél : 06 68 81 30 52, *restaurant biodynamique, plats sans gluten.*

♦ **SOS Méditerranée**, thau@sosmediterranee.org / montpellier@sosmediterranee.org, *association qui finance un navire qui patrouille en mer pour venir en aide aux migrant-es.*

♦ **Les Anges de la rue**, 3 rue Copernic, 34770 Gigean, tél : 06 11 33 00 31, www.lesangesdelarue.org, *accueil des sans abris.*

» Agde (34300)

♦ (*) **Biocoop L'ephebio**, Zone commerciale les Portes du Littoral, 34300 Agde, tél : 04 67 00 49 71.

» Lunel (34400)

♦ (*) **Biocoop Lunel**, 268 chemin de la Vidourlenque, 34400 Lunel, tél : 09 54 63 53 19.

♦ **Eco habitat de A à Z**, 9 rue du Camp-d'Aviation, 34130 Candillargues, tél : 04 67 66 35 39. *Matériaux habitat sain + semences pour le jardin.*

» Béziers (34500)

et ouest du département

♦ **Vers la Terre**, ZA Les Aires, rue Pierre-David, 34120 Pezenas, tél : 04 67 31 75 23 (*lombricompostage*).

♦ **La ferme d'Art**, Lou Caïre, 34390 Vieussan, tél : 04 67 89 74 37, <http://giteslafarmedart.blogspot.fr>. *Ferme du 17^e siècle rénovée en habitat sain, énergie photovoltaïque, eau sanitaire solaire, récupération des eaux de pluie, phyto-épuration des eaux grises, toilettes sèches, compost, produits d'entretien bio, chauffage par poêle à bois. 2 gîtes et une yourte en location.*

♦ **Vert chez nous**, 1 rue du 11-Novembre, 34410 Sérignan, tél : 04 34 45 52 08, *magasin de produits bios, rayon sans gluten, livraison de paniers de produits frais.*

» Bédarieux (34600)

♦ **Énergies citoyennes**, tél : 06 81 81 06 36, energies.citoyennes34@orange.fr *Association de préfiguration d'une société coopérative, projet d'installation de toits photovoltaïques sur le toit de la ressource, d'une éolienne de taille intermédiaire, financée par une collecte citoyenne, projet de chaufferie urbaine en bois-énergie.*

» Lodève (34700)

et nord du département

♦ **Eco-Logis autonome**, Erik Joly, chemin des Hortes, 34700 Saint-Jean-de-la-Blaquière, *gânie bioclimatique, isolation écologique, construction maison ossature bois et briques de chanvre.*

♦ **Ferme des Moreaux**, 34380 Causse-de-la-Selle, tél : 04 67 73 12 11.

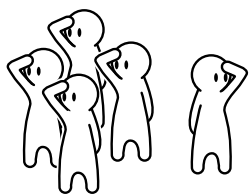
♦ **ASPRE, Association de soutien aux personnes en recherche ou difficulté éducative**, Brigitte Cassette, Combefère, 34520 Les Rives, tél : 06 11 62 60 52. (*reportage dans l'Aveyron, Silence n°408, janvier 2013*)

♦ **Festival de Roc Castel**, place de la République, 34520 Le Caylar, tél : 06 35 29 02 40, <http://virgoa.free.fr/> *Chaque été, un écofestival consacré au voyage lent (marche, vélo, ânes, kayak, cheval, bateau à voile...). Avec une course de lenteur à vélo (celui qui traverse la place le plus lentement sans mettre le pied à terre gagne).*

» Clermont-l'Hérault (34800) et environs

♦ **Ensemble à Brignac**, *Projet d'habitat groupé lancé en 2016 en lien avec Hab-Fab de Montpellier. Parcelle de 8500 m² en cœur de village pour 15 à 20 logements. Construction prévue d'ici 2018 (contact@hab-fab.com)*

♦ www.alternatives34.ouvaton.org



Près de Rennes, des étudiants construisent leur maison écolo

Au lieu de dépenser jusqu'à 500 euros par mois pendant cinq ans pour un studio de 30 m², trois étudiants ingénieurs ont décidé d'édifier leur propre logement à énergie passive.

Pierre, Lucas et Martin, la vingtaine, entrent dans leur 3^e année d'études au sein de l'École des métiers de l'environnement de Bruz, sur le campus de Ker Lann, en bordure de la rocade de Rennes. Futurs ingénieurs et actuels étudiants, ils ont dressé un constat simple : "On dépense entre 350 et 500 euros par mois pour se loger sur le campus, explique Martin, mais il y a une forte déperdition énergétique des bâtiments existants". "On s'est dit, avec un budget équivalent, on pourrait construire notre propre logement, à énergie passive et durable", complète Lucas.

Ces trois jeunes hommes, plutôt habitués à s'asseoir en amphithéâtre qu'à manier le marteau, ont décidé de faire de cette idée simple et saugrenue leur projet de fin d'études. Ils ont monté une association, *Helicity*, avec quatre autres étudiants, et sorti leur calculatrice : quatre loyers pendant cinq ans donnent un budget global entre 80 000 et 120 000 euros (1). À partir de là, pendant deux ans, ils ont travaillé sur les plans, la conception et le financement ; et depuis le mois d'août, ils sont sur le chantier, à pied d'œuvre. L'inauguration a eu lieu en novembre 2017.

Deux bâtiments se font face, chacun comporte deux chambres de 19 m², une salle de bain privative, une cuisine commune. "Il n'y aura pas de chauffage, on a conçu la maison pour qu'elle soit à énergie passive. Le test grandeur nature sera cet hiver", explique Lucas.

Être propriétaire d'une chambre étudiante quand on a vingt ans, l'idée étonne, d'autant plus que le trio n'est pas propriétaire du terrain, loué à la métropole de Rennes pour cinq ans. "Il s'agit d'une expérimentation, d'un prototype, précise Lucas, nous serons propriétaires des murs et à la fin de nos études dans trois ans,



nous pourrons louer nos logements pour les deux années suivantes. Pour la suite, tout le bâtiment est modulable, nous verrons bien".

Pour financer ce prototype de logement, ils ont emprunté la somme nécessaire à leurs proches, tandis que les aides de la Caisse d'allocations familiales pour les primo-accédants les aideront à rembourser. Pour réduire les coûts, ils ont proposé aux entreprises locales d'être partenaires. Une dizaine a accepté et s'est impliquée en fournissant les matériaux ou en aidant à la construction des logements. Ils ont également remporté un appel à projets auprès de la région Bretagne qui permettra de financer les investissements à venir dans le logement, comme une éolienne ou un système de phytoépuration.

(1) La maison construite par Pierre, Lucas et Martin compte quatre places, la dernière n'ayant pas encore trouvé preneur.

En partenariat avec: www.reporterre.net



Villanova, une utopie architecturale



L'architecte à la retraite Jean Massip a imaginé une "Histoire du futur" utopique pour la bastide de Villeneuve, dans l'Aveyron. À l'occasion de l'annonce de la construction d'un centre commercial aux abords de la ville, il se met à imaginer une évolution architecturale vers une cité idéale. Comment créer d'autres imaginaires que celui des zones commerciales, des quartiers résidentiels et de l'omniprésence de la voiture ? Ses dessins et maquettes amènent à imaginer une ville dense et écologique dans un futur un peu inquiétant.

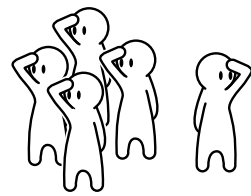
Jean Massip, tél. : 05 65 81 76 65, contact@villanova2050.com, <http://villanova2050.com>

Un spectacle contre les préjugés



Thierry Moral, abonné de *Silence*, a créé un spectacle-débat intitulé "Stéréotypes, préjugés, discriminations, et le droit dans tout ça ?", pour le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) du Nord. Il est accessible dès l'âge de 11 ans.

Contact pour informations ou pour le faire venir près de chez vous : CIDFF, 198 rue de Lille, 59100 Roubaix, tél. : 03 20 70 22 18.



» Lyon

L'Alter-Hostel, une auberge écolo

Créé sous forme de coopérative, avec de nombreux associés trouvés par le financement participatif, l'Alter-Hostel a ouvert fin avril 2017 sur les quais de Saône, à Vaise. Il propose des nuits dans des dortoirs de 6 à 16 personnes à partir de 18,50€ la nuit (50 places disponibles). Le vaste accueil permet la tenue de réunions en lien avec les activités du quartier et une association a été mise en place pour assurer l'animation des lieux. Installé dans une ancienne auberge de jeunesse, le lieu évolue pour favoriser les éco-gestes : toilettes sèches, récupération des eaux de pluie, location de vélos et local sécurisé, location de vélo-cargo et de kayaks, composteur collectif, calcul du bilan carbone, électricité Enercoop. Possibilité de petit déjeuner bio, bières et limonades artisanales.

Alter'Hostel, 32 quai Arloing, 69009 Lyon, tél : 07 53 63 69 01, www.alter-hostel.com



Benjamin Aik

» Ain

Construire sa petite maison

La société coopérative *Optinid* a vu le jour début 2017 pour construire des "tiny houses" (minuscules maisons). Elle se propose de réaliser votre rêve en utilisant au maximum des matériaux locaux, recyclés et écologiques, en y intégrant capteurs solaires, photopiles, toilettes sèches... et ceci sur moins de 15 m². Chacun-e est libre de réaliser tout ou partie de la construction, avec l'encadrement de professionnel-les. Reste que nombre de ces petites maisons sont conçues pour peser moins de 3,5 tonnes, installées sur un châssis permettant une traction difficilement imaginable sans un bon gros utilitaire qui lui n'a rien d'écologique. Des petites maisons oui, mais pas mobiles, sinon le bilan écologique devient négatif !

Optinid, ZA Les Garennes, 01510 Artemare, tél : 06 13 82 78 46, www.optinid.fr

La Recyclade : première recyclerie dans Dijon



La Recyclade, première recyclerie intra-muros de Dijon, a ouvert début octobre 2017 au 11 rue du Nuits-Saint-Georges. Elle récupère, remet en état, transforme et revend des objets et des meubles afin de participer à la réduction des déchets dans le cadre de l'économie circulaire, sociale et solidaire. On y trouve bibelots, mobilier, électroménager, vêtements, chaussures, livres, vaisselle, etc. L'endroit se veut aussi un lieu de transformation des objets, ainsi qu'un atelier de création par le détournement des objets.

La Recyclade, 11 rue du Nuits-Saint-Georges, 21000 Dijon, larecyclade@laposte.net, tél. : 06 31 60 86 56.

» Marseille

L'Établi, un atelier partagé pour les amoureux du bois

L'Établi est une association née en septembre 2014 et ayant pour principal objectif de se rassembler pour créer, récupérer, réparer, rigoler... autour du bois essentiellement. Elle favorise des démarches collectives contre la construction de jardinières, des constructions pour événementiel, mais elle permet aussi à toute personne de faire son propre mobilier, des aménagements intérieurs... Il est possible de réserver un des huit postes de travail et donc d'accéder aux outils mis à disposition en adhérant à l'association puis en retenant des tranches horaires. Pour le moment, l'atelier n'est ouvert qu'aux adultes.

L'Établi, 6-8, rue du Sud et du Père Louis-Théobald, 13003 Marseille, tél : 06 59 92 33 70, <https://l-etabli.com>



DR

» Caen

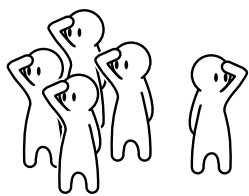
La Centrifugeuz, fabrique d'art et de culture

En 2012, un collectif d'une vingtaine d'artistes et de structures associatives œuvrant dans le domaine de l'art, de la culture et de l'économie sociale et solidaire, montent un collectif en vue de créer un lieu mutualisé d'art et de culture à Caen. Le 11 novembre 2012, ils et elles investissent l'école Robert Desnos et créent "le collectif de la Centrifugeuz". Le collectif revendique la désobéissance civique et l'action non-violente. Des négociations s'engagent avec la mairie, notamment en rappelant les promesses électorales de 2009. Alors que la mairie engage des procédures pour les expulser, une pétition de soutien recueille rapidement plus de 1000 signatures. Le bâtiment est évacué le 17 janvier 2013. La mairie s'engage alors à essayer de trouver un lieu d'accueil. Le 16 décembre 2013, le collectif, dorénavant constitué en association, s'installe officiellement dans un collège désaffecté. Sur 500m² s'ouvrent des ateliers d'artistes, une cafétéria, un bureau d'accueil, une salle de répétition, un espace scénique, un jardin partagé, des actions d'éducation populaire à l'environnement...

Collectif La Centrifugeuz, Bâtiment J de l'ex-collège Albert-Jacquard, 6 rue Molière, Quartier du Chemin Vert, 14000 Caen, tél : 02 31 86 78 57, <http://centrifugeuz.org>



DR



Alternatives

» Autriche

À Vienne, une "Académie" pour une société plus solidaire

Passionnée d'échecs, Kineke organise ateliers et tournois dans divers lieux de Vienne (1). Son objectif : rassembler autour des échiquiers des personnes d'origines et langues diverses, offrir la possibilité d'une relation d'égal à égal entre immigrant-es récent-es et habitant-es de la capitale, combattre ainsi l'isolement des un-es et la méfiance des autres. Wolf, Agathe et Saskia organisent des lectures et des animations pour les enfants hospitalisés avec de graves pathologies (2). Ces initiatives ont en commun le parcours récent de leurs fondat-trices : tou-tes sont passé-es en 2016 ou 2017 par une structure originale : l'Académie de la société civile de Vienne.

Des capacités de mobilisation révélées par l'arrivée des réfugié-es

Cette *Akademie der Zivilgesellschaft* est née du choc ressenti dans la capitale autrichienne à l'été 2015, lorsque l'arrivée de dizaines de milliers de réfugié-es a mis les institutions au pied du mur. Face à la saturation des organismes officiels, de nombreu-ses Viennois-es se sont mobilisé-es. Beaucoup de ces initiatives citoyennes n'ont toutefois pas perduré, se heurtant aux difficultés du bénévolat improvisé.

C'est pour encourager ces élans de solidarité en les structurant, que quelques cadres des *Universités Populaires (Volkshochschulen)* de Vienne ont imaginé une "Académie" destinée à vivifier la société civile. "Les Universités Populaires sont financées par la ville de Vienne pour proposer des formations adaptées à tous les besoins présents, raconte la directrice de l'Académie, Brigitte Pabst. Nous avons donc ciblé à la fois les migrant-es, en multipliant les cours d'allemand presque gratuits, et les Viennois-es engagé-es dans l'aide aux migrant-es, en créant cette Académie dédiée à la gestion de projets bénévoles utiles à la population locale".

Depuis le printemps 2016, pour une somme modique, elle propose une formation semestrielle, à la fois théorique et pratique, concernant les normes juridiques, la réalisation d'un logo, l'utilisation des réseaux sociaux, etc. Les trois sessions qui se sont succédé jusqu'ici ont chacune réuni une trentaine de participant-es, en grande majorité des femmes. Toutes les tranches d'âges sont représentées.

Des choix qui reflètent les préoccupations actuelles

Ni la ville de Vienne, ni l'équipe qui dirige la formation n'intervient pour orienter les participant-es, engagé-es dans divers types de projets solidaires. L'intégration reste une préoccupation majeure : plus d'un quart des 42 projets présentés jusqu'ici propose des dispositifs pour aider les récent-es réfugié-es à s'orienter, se former et travailler, ou pour créer des échanges multiculturels.

Deux domaines sont étonnamment peu représentés en revanche : l'écologie et le féminisme. Un seul projet, ambitieux, se réclame de l'écologie : l'objectif est de fonder un forum citoyen organisant un système alimentaire durable pour la ville de Vienne (3). Concernant les femmes, si deux initiatives sont dédiées aux immigrées dans une perspective implicite d'*empowerment* (4), leur approche, par la couture et la cuisine, reste plutôt traditionnelle !

Confiante dans le potentiel de l'Académie, la directrice de la formation cherche à en reproduire le modèle dans d'autres grandes villes, en Autriche voire en Allemagne. Un exemple à suivre aussi en France ?

Alice Primi

► Académie de la société civile de Vienne, VHS, Uraniastrasse 1, 1010 Wien.
Tél : +43189174100181, www.zivilgesellschaft.wien

(1) <http://chess.mulder.at>

(2) <http://www.yuki-liest.com>

(3) <https://beminded.org>

(4) <https://de-de.facebook.com/ernaehrungsratwien/>

» Drôme

Un tigre dans le grenier



C'est à Mollans-sur-Ouvèze, dans la Drôme, qu'est née au printemps 2017 l'association *Un tigre dans le grenier*. Les deux fondatrices de ce lieu culturel-salon de thé-brocante, Arielle Dufour et Laure Trouvé, proposent de quoi se restaurer avec des produits bio/locaux et du "fait maison", avec variantes végétariennes, vegan, sans gluten et sans lactose. Les samedis le lieu accueille activités, concerts, projections et événements divers. *Un tigre dans le grenier* est également un lieu où l'on peut chiner et repartir avec des objets d'occasion, afin de consommer différemment.

Un tigre dans le grenier, 1 rue des Aires, 26170 Mollans-sur-Ouvèze. Ouvert du mardi 15h au dimanche, de 10h à 20h (samedi 22h30).

» Québec

Des frigos publics contre le gaspillage

Depuis deux ans, une vingtaine de frigos ont pris place sur les trottoirs québécois, dont une dizaine à Montréal. Postés près d'un magasin, d'un centre social ou d'une église, les frigos ont tous le même but : "accueillir de la nourriture préalablement destinée à être jetée. Quiconque peut venir y déposer ou prendre des denrées." Ces frigos servent alors à la fois à lutter contre le gaspillage (40 % des aliments produits sont gaspillés au Canada) et à permettre un accès gratuit à de la nourriture.

La mise en place de ce dispositif participe à changer l'image parfois dégradante de la "récup" de produits alimentaires et permet une meilleure conservation de ceux-ci, parfois récupérés dans des poubelles. Malgré la réticence de certain-es commercant-es, cette démarche s'inscrit par ailleurs dans une démarche horizontale de partage et de "redistribution des richesses". Belle initiative qui contribue à populariser la "récup", et à inscrire cette pratique dans une lutte plus large contre le gaspillage et à favoriser le vivre-ensemble. <https://reporterre.net>





» Hautes-Alpes

Pour le maintien d'une ligne ferroviaire Grenoble-Gap



La ligne Grenoble-Gap, délaissée par la SNCF et les pouvoirs publics, risque la fermeture. Elle dessert une région essentiellement rurale, et en raison de son caractère montagneux, l'entretien de la ligne est coûteux. Malgré d'importants travaux engagés depuis 2007 pour sa remise à niveau, il reste encore beaucoup à faire. Pour entretenir cette ligne, les collectivités et l'État devraient engager 50 millions d'euros. Fin juin 2017, le Conseil départemental de l'Isère a pris une délibération pour refuser de contribuer. La région Auvergne-Rhône-Alpes n'a toujours pas débloqué d'argent, tout comme la région PACA. Face à cette inertie des pouvoirs publics, le Collectif de l'étoile ferroviaire de Veynes se mobilise. Le 14 octobre 2017, une manifestation de plus de 150 personnes a eu lieu à la gare de Lus-la-Croix-Haute pour le maintien de la présence de personnel à l'année. Au lieu de répondre aux demandes du collectif, les bourses se délient pour favoriser les axes routiers: 10 millions d'euros sont prévus pour le RD1075 qui suit la voie ferrée. Côté Isère, le département a budgétisé 56 millions d'euros pour les routes. La lutte pour le maintien des lignes ferroviaires ne fait que commencer...

L'arbre qui cache le désastre

Les arbres, poumons de la planète ? Ils sont généralement présentés ainsi, car ils absorbent pour partie le carbone de l'atmosphère et participent donc à réduire le taux de CO₂ atmosphérique. Mais une étude publiée jeudi 18 septembre 2017 dans la revue *Science* affirme qu'à cause des actions humaines, les arbres des forêts tropicales commencent à émettre davantage de CO₂ qu'ils n'en absorbent. Selon cette étude, la déforestation massive, l'éclaircissement des forêts et la disparition de la biodiversité sont les principaux responsables. C'est un signal d'alerte fort qui est lancé par ces chercheurs aux responsables politiques comme aux industriels : 75 % de la biomasse pourrait à terme disparaître. Et aux chercheurs de conclure qu'un des moyens efficaces de lutter contre la déforestation serait de supporter les droits fonciers des peuples autochtones.



La mobilisation se poursuit pour la sauvegarde des trains de nuit menacés par la SNCF. À Nice, le 13 novembre 2017, des usagères et des cheminotes ont manifesté sur les quais de la gare leur soutien à la ligne Nice-Paris. Quelques jours plus tôt, à Paris, un concert de soutien était improvisé en pleine Gare de Lyon, aux paroles de "plus écologique que l'avion, plus confortable que le bus, plus économique que le TGV !".

L'interdiction du glyphosate ne ferait-elle que déplacer le problème ?



L'Europe a voté fin novembre 2017 le renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate, agent actif de nombreux pesticides, après une intense bataille de plusieurs mois entre les pour et les contre, la France souhaitant son interdiction. Mais l'association *Kokopelli* alerte sur le fait que son interdiction, si elle était obtenue, pourrait simplement déplacer le problème de l'agriculture chimique. En effet depuis 2000, le brevet de *Monsanto* sur la formule du *RoundUp* est tombée dans le domaine public, et la part de ses profits a chuté avec la multiplication des formules génériques également à base de glyphosate produites par d'autres firmes. Selon l'association semencière, cette interdiction viendrait à point pour *Monsanto* qui prépare activement la nouvelle génération de pesticides et aurait investi un milliard de dollars dans le développement du Dicamba, une "nouvelle" substance (en réalité un vieux pesticide dit "hormonal") destinée à remplacer le glyphosate, ainsi que dans des variétés de plantes OGM résistantes à cette substance. "Le Dicamba, au cœur de la nouvelle stratégie commerciale de *Monsanto*, se trouve sur la liste des substances autorisées en Europe jusqu'au 31 décembre 2018, et personne ne semble s'en soucier", regrette l'association.

Selon une enquête, 3 agriculteurs européens sur 4 considèrent les herbicides à base de glyphosate comme indispensables et 90% de ces personnes les remplaceraient par d'autres produits chimiques. *Kokopelli* va jusqu'à pointer du doigt une manipulation du mouvement écologiste anti-glyphosate par *Monsanto* elle-même. Si *Silence* ne partage en rien cette analyse de *Kokopelli*, il est malheureusement crédible que *Monsanto* cherche à infiltrer les mouvements de résistance.

L'interdiction des pesticides contenant cette substance constituerait une victoire importante de la société civile, mais il convient néanmoins d'être lucide sur les intérêts en jeu et d'anticiper d'ores et déjà les luttes qui se profilent à sa suite.

Demain, Paris sans voiture

À l'occasion de la journée sans voiture, Anne Hidalgo, maire de Paris s'est exprimée dans le journal *Le Parisien* du 1^{er} octobre 2017. Elle a notamment présenté le résultat d'une étude sur les utilisateurs de voiture dans la capitale : il s'avère qu'à Paris, l'automobiliste est dans 80 % des cas un homme, de catégorie socioprofessionnelle élevée, seul à bord. Ces hommes de pouvoir qui s'accrochent à leur voiture ne représentent qu'une personne sur 10 pour Paris intra-muros et trois personnes sur 10 pour l'agglomération. Les autres,

soit la grande majorité de la population, utilisent les transports en commun.

Deux réseaux en toile d'araignée sont à disposition pour se déplacer : le réseau routier et celui des RER. Or les banlieues pauvres se sont développées autour du réseau ferré, alors que les zones bourgeoises se situent près des entrées d'autoroute. Et certains habitent à plusieurs dizaines de kilomètres, ce qui limite les possibilités de substitution par des vélos même électriques.



Environnement

» Argentine

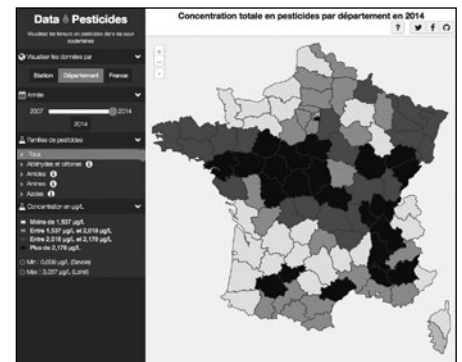
Procès gagné contre les épandages de pesticides

Le 4 décembre 2014, dans la province d'Entre Rios, en Argentine, Mariela Leiva, institutrice d'une école, aperçoit un avion larguant plusieurs centaines de litres de glyphosate sur les champs alentours. Elle ferme les fenêtres en urgence et a le temps de filmer la scène. Plusieurs enfants sont immédiatement pris de vomissements, de maux de tête et de crampes d'estomac. Ils sont évacués en ambulance. Mais chez les parents, c'est la loi du silence. L'immense majorité sont des ouvriers-es agricoles qui n'ont pas intérêt à dénoncer ces pratiques agrochimiques. Appuyée par un avocat, elle porte plainte contre le propriétaire du champ, le directeur de l'entreprise de fumigation et l'aviateur. En effet cette fumigation était illégale, malgré une loi déjà laxiste à cet égard. Le 2 octobre 2017, les trois prévenus sont condamnés à une peine de dix-huit mois de prison avec sursis pour contamination écologique par négligence et pour lésions légères par négligence. Une première victoire pour une histoire qui se répète des centaines de fois par an sur tout le territoire. Le territoire argentin est en effet accaparé par les grandes cultures industrielles de maïs, de soja et de coton souvent transgéniques et souvent associés à de fortes doses de glyphosate. 6,2 litres de cet herbicides sont déversés par habitant-e et par an, contre 0,42 litres aux États-Unis, deuxième pays le plus utilisateur. (*Libération*, 8 novembre 2017)



Visualiser les teneurs en pesticides dans les eaux souterraines

Un site internet, www.data-pesticides.fr, permet de visualiser les teneurs en pesticides dans les eaux souterraines. Un grand nombre de nappes souterraines sont aujourd'hui contaminées par des pesticides utilisés principalement en agriculture mais également par des jardinier-es ou encore des industriels. Certaines de ces nappes sont utilisées dans la production d'eau potable, et il est important de les contrôler. Le site est bien fait et permet de faire des recherches par année (entre 2007 et 2014), pas station ou département, ou par famille de pesticides.



Climat

LE TAUX DE CO2 DANS L'ATMOSPHÈRE ATEINT DES RECORDS



Les glaciers suisses fondent tout schuss

En Suisse, l'hiver 2016-2017 a été l'un des plus secs et des moins neigeux depuis le début des mesures (débutées à la fin du 19e siècle). Si l'on ajoute à cela un mois de juin qui est le deuxième plus chaud depuis le début des relevés de température, on obtient une fonte inédite des glaciers suisses en 2017 : 1,5 milliard de m³ de glace, soit l'équivalent d'une demi-piscine olympique par ménage suisse. Il va falloir apprendre à nager. (*Le nouveliste*, 30 octobre 2017)



» Énergies fossiles Des catholiques désinvestissent en masse



Le 4 octobre 2017, quarante institutions catholiques ont annoncé désinvestir de l'industrie des énergies fossiles. Parmi ces institutions figurent des diocèses et des ordres religieux, des institutions financières ou caritatives, une université ou encore la Conférence épiscopale de Belgique. La France et la Suisse brillent par leur absence. La somme exacte de ce désinvestissement n'a pas été rendue publique mais on sait qu'elle excède tout de même les 5 000 milliards de dollars ! La campagne mondiale "fossil free" a pour but d'encourager le désinvestissement massif de l'industrie des énergies fossiles, afin d'accélérer la transition énergétique et de limiter le changement climatique. (Source : *Artisans de la transition*, novembre 2017)

» Allemagne

Nouvelle action de masse pour le climat

Le 5 novembre 2017, une nouvelle action de masse a été organisée en Allemagne par *Ende Gelände* pour bloquer le fonctionnement de la mine de charbon à ciel ouvert de Hambach, à 50 km de Bonn. C'est dans cette ville que s'est tenue la COP23, qui était cette année sous la direction des îles Fiji. 4 500 personnes ont réussi à bloquer 3 excavatrices pendant quelques heures. La veille, 25 000 personnes ont manifesté à Bonn pour demander la sortie du charbon.



Europe : le déclin est inéluctable

Depuis 2000, seuls 3 réacteurs ont été mis en route dans l'ensemble de l'Union européenne... alors que 55 ont été arrêtés. 4 sont en construction. En l'an 2000, ces réacteurs produisaient 136,8 GWe alors qu'ils n'en produisent plus aujourd'hui que 117,1 GWe (-14 %). L'âge moyen des réacteurs est actuellement de 32,4 ans, alors qu'ils n'ont été conçus que pour fonctionner 30 ans. 46 % de ces réacteurs se trouvent en France. La non-compétitivité financière face au solaire et à l'éolien devrait renforcer ce mouvement de recul. (Rapport WISE 2017)

Loi de transition énergétique : le gouvernement recule

Le gouvernement a annoncé le 7 novembre 2017, par la voix de Nicolas Hulot, que la loi de transition énergétique de 2015 pourrait être modifiée pour reporter les délais de fermeture des réacteurs nucléaires. L'objectif de réduction était jusqu'alors de 75 % à 50 % de la part de l'électricité d'origine nucléaire à l'horizon 2025. La déclaration du gouvernement s'appuie en partie sur le bilan prévisionnel du réseau RTE (Réseau de transport d'électricité), détenu majoritairement par EDF, qui a annoncé le 8 octobre que la réduction de la part du nucléaire à 50 % d'ici à 2025 impliquerait le recours à plus de centrales à gaz et à charbon et une hausse des émissions de gaz à effet de serre. Un estimation fautive selon plusieurs associations. Greenpeace fait remarquer qu'aujourd'hui, 21 des 58 réacteurs nucléaires français sont à l'arrêt pour pannes ou entretien et que les fermer ne changerait pas grand-chose.

L'association *Négawatt*, qui a été interrogée par RTE, estime que le gouvernement a mal interprété ce rapport. Celui-ci prend en effet en compte pour la première fois le fait que la consommation d'électricité va maintenant baisser : les nouveaux usages (internet, voitures électriques...) consomment moins que ce que l'on arrive à économiser dans d'autres secteurs. *Négawatt* souligne également le fait que RTE estime que la réduction de la part du nucléaire est un choix économiquement pertinent : les énergies renouvelables (éolien, solaire) produisent maintenant de l'électricité pour moins cher que les réacteurs nucléaires. Le rapport estime que l'on peut monter à 40 % d'énergies renouvelables sans avoir à stabiliser les variations de production par le recours à des centrales thermiques (gaz principalement aujourd'hui). L'association *Négawatt* conclut donc que la question n'est pas de renoncer à fermer les réacteurs comme prévu dans la loi de transition énergétique, mais à aider à l'accélération du développement des renouvelables et de l'efficacité énergétique.

(<https://negawatt.org>)

Fukushima

♦ **Les cœurs des réacteurs sont au fond de l'enceinte de confinement.** Des explorations, faites entre avril et août 2017 par des robots spécialement conçus pour résister à la radioactivité ont permis de mieux comprendre où en sont les réactions nucléaires dans les réacteurs 1, 2 et 3 de Fukushima. Les cœurs ont percé les cuves et le corium fondu a coulé dans l'enceinte de confinement en béton. Les fonds des enceintes de confinement ont résisté (alors que les couvercles supérieurs ont explosé). Des bureaux d'études travaillent actuellement à des scénarios prévoyant d'atteindre ce corium et d'en retirer progressivement de petites quantités jusqu'à faire stopper la réaction nucléaire. TEPCO a annoncé que ces travaux pourraient commencer au mieux en 2021. Nous en serons alors à dix ans de réactions nucléaires non contrôlées.

♦ **Stress post-traumatique.** Environ 30 % des 1 500 personnes qui étaient sur le site de la centrale de Fukushima Daiichi au moment de l'accident sont en traitement pour stress post-traumatique. À la centrale voisine de Fukushima Daini, où l'on a frôlé l'accident, 20 % des salarié-es sont aussi en arrêt maladie. Les médecins qui les suivent ont averti le gouvernement que le dénigrement officiel des conséquences de l'accident diminue les chances de guérison. Arriver à passer par-dessus le sentiment de culpabilité reste impossible pour nombre de ces personnes.

♦ **Le train du littoral reprend du service.** La ligne de chemin de fer Jōban, qui longe le littoral a été endommagée par le séisme de 2011, partiellement détruite par le tsunami et fortement contaminée par les rejets radioactifs. Fin octobre 2017, une section de 7 km du train du littoral a été réouverte permettant de joindre trois communes où l'évacuation a été suspendue en mars 2017. Le paysage est enchanteur.



» Areva & CO

Un incinérateur à Narbonne

Le 5 novembre 2017, entre 2 000 et 3 000 personnes ont manifesté à Narbonne contre le projet d'incinérateur d'Areva, le TDN Thor (traitement des nitrates), qui pourrait cracher dans l'atmosphère des millions de mètres cubes de fumées toxiques. Le projet TDN Thor est lié à l'exploitation de l'usine Areva *Malvésí*, spécialisée dans la transformation d'uranium naturel à destination des centrales nucléaires. Depuis sa création, en 1958, *Areva Malvésí* produit en continu de grandes quantités de déchets liquides, nitrates, radioactifs, dont la seule issue est un stockage sur place. Et il faut bien traiter ces déchets. Le préfet de l'Aude, Alain Thirion, s'est donc prononcé en faveur du projet TDN Thor le 8 novembre. Mais le préfet aurait



Manifestation contre le projet TDN Thor à Narbonne le 13 mai 2017

pu choisir la voie de l'arrêt du nucléaire et de la gestion responsable de 50 ans de production de tétrafluorure d'uranium et quelques années de traitement clandestin de combustibles nucléaires usagés. Il a décidé au contraire de s'engager aux côtés d'Areva dans la voie d'un incinérateur extrêmement polluant qui continue de soulever une profonde inquiétude dans la population locale. Une décision qui fait fi du principe de précaution et de la population locale. On est loin d'un réel débat sur la sortie du nucléaire et le traitement de ses déchets.

Pour agir : Association TCNA, chez M. Hurtado, résidence Les Saules, rue Birat, bât. H, 11000 Narbonne, tcnarbonne.org

» Suède

Record de radioactivité chez les sangliers

On pourrait penser que l'accident de Tchernobyl relève de l'histoire ancienne (l'accident date de 1986, donc d'il y a 31 ans). Eh bien, pas du tout ! En Suède, à l'automne 2017, deux sangliers abattus par des chasseurs ont révélé des records de contamination radioactive dans le pays avec 13 000 et 16 000 Bq/kg. Alors que les concentrations dans la viande de renne sont en baisse depuis quelques années, cela continue de monter chez les sangliers. La différence entre une catastrophe chimique et nucléaire se situe dans le temps : avec la radioactivité, on sait quand ça commence, pas quand ça s'arrête.

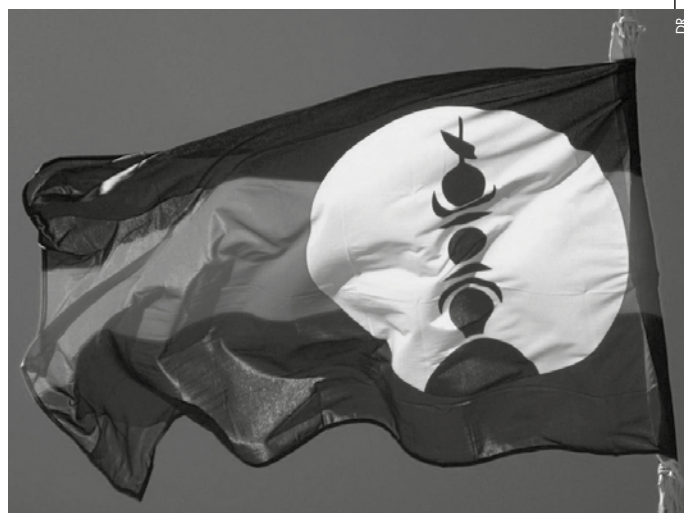
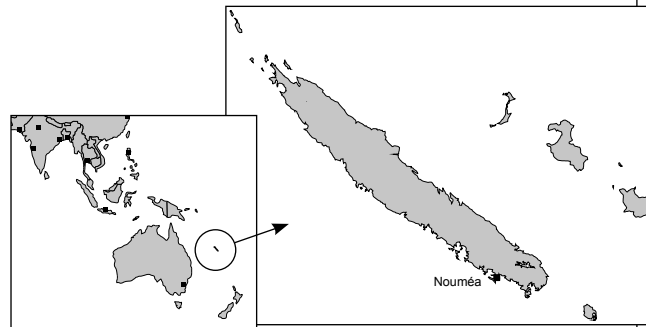
L'indépendance des Kanak sabotée par la France ?

Début novembre 2017 s'est réuni à Paris le "Comité des signataires" chargé du suivi des accords de Nouméa et Matignon. Ces accords furent signés pour mettre fin à la période d'affrontements en Kanaky (nom donné par les indépendantistes à la Nouvelle-Calédonie) en 1988. Pour l'ethnologue Rosselène Dousset-Leenhardt, "la colonisation de la Nouvelle-Calédonie fut l'une des pires qu'il y eut au monde" (1) et les "événements" des années 80, durant lesquels l'état d'urgence avait d'ailleurs été instauré, étaient le dernier épisode d'une longue histoire de résistance des Kanak face à la violence coloniale. Avec les accords commença le processus de décolonisation progressive de la Nouvelle-Calédonie, occupée par la France depuis 1853. Un référendum ultime devait transférer les dernières compétences pour une indépendance complète en 1998 ; repoussé, il se tiendra finalement fin 2018.

Fraude électorale ?

Mais les indépendantistes du FLNKS (2) dénoncent de nombreuses irrégularités sur la liste électorale qui permettra de voter pour cette consultation, certain-es parlant même de "fraude électorale" : selon le FLNKS, près de 25 000 Kanak censé-es y figurer sont absent-es tandis que plusieurs milliers de personnes ne remplissant pas les critères sont pourtant inscrites. Afin de contrer la politique d'incitation à l'installation de Français-es menée par la puissance coloniale, les accords ont réservé le droit de vote au référendum aux personnes présentes depuis suffisamment longtemps. L'ONU a mené plusieurs missions d'observation et confirme le bien-fondé des réclamations sur ces irrégularités. Lors du récent Comité des signataires, la question du corps électoral était donc centrale et un accord semble avoir été trouvé, sans qu'on sache encore pleinement ce qu'il permettra de résoudre. Plusieurs mouvances indépendantistes ont annoncé qu'elles boycotteraient le référendum si les conditions d'un "scrutin sincère" n'étaient pas réunies.

De nombreux obstacles se posent encore sur le chemin vers l'indépendance du pays. Plus d'un siècle et demi de colonisation a façonné une société raciste où les Kanak sont discriminé-es à l'embauche, au logement et exclu-es de la répartition des richesses locales. La voiture-balai de la justice finit par ramasser ceux qui tentent de s'extraitre de la misère par des moyens moins légaux : Christiane Taubira annonçait en 2012 que 93 % des personnes détenues de Nouvelle-Calédonie étaient Kanak. Les peines prononcées s'accompagnent souvent de privations des droits civiques, ce qui exclura encore du vote des Kanak.



Un avenir prospère

Enfin, la misère a fait son œuvre et l'indépendance fait peur à certain-es Kanak qui craignent de perdre encore en ressources, services publics, formation ou emplois sans la mainmise française. Les indépendantistes rappellent donc que les retraites ou la sécurité sociale sont déjà gérées et financées localement et tentent de faire connaître leur projet auprès de la population. La Nouvelle-Calédonie regorge de ressources : son sous-sol renferme entre 20 et 40 % des réserves mondiales de nickel, en plus d'autres minerais, et son gigantesque espace marin pourrait encore en contenir. Libérée de l'inégalité coloniale dans la répartition des richesses, la Kanaky pourrait donc offrir un avenir viable à celles et ceux qui l'habitent, Kanak ou non.

(1) Jean-Paul Besset, *Le Dossier calédonien*, La Découverte, 1988.

(2) *Front de libération national kanak et socialiste, coalition de partis portant la revendication d'indépendance.*

Une chronique de: *Survie*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



» Génocide rwandais

La justice refuse d'auditionner les hauts gradés français

Le 27 juin 1994, une patrouille française de la force turquoise croise des survivant-es Tutsis traqués par des miliciens, sur les collines de Bisesero. Il faut attendre le 30 juin pour que l'armée française, positionnée à quelques kilomètres de là, porte secours à ces populations en train d'être exterminées. Trois jours durant lesquels des centaines de civil-es sont massacrés. Une réaction due à l'intervention de journalistes et

à l'initiative personnelle de certains militaires, mais non à des instructions du commandement militaire, selon l'association *Survie*. Depuis 2015, plusieurs associations demandent que les plus hauts responsables de l'armée française durant cette période, l'amiral Lanxade et le général Germanos, soient entendus par la justice. Le 31 octobre 2017, le président de la cour d'instruction de la cour d'appel de Paris confirmait

sa décision de ne pas les entendre. Pourtant, selon *Survie*, "ces gradés ont été informés dès le 27 juin du massacre en cours à Bisesero. Ils ont continué à en être informés les deux jours suivants, sans que l'ordre ne soit donné aux forces françaises présentes sur place d'empêcher le crime de génocide qui se perpétuait".

Survie, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



Une partie de l'industrie pharmaceutique ne participe plus à la peine de mort

L'industrie pharmaceutique n'agit pas souvent par altruisme et ses intérêts commerciaux sont rarement en adéquation avec un sens éthique. Pourtant, parfois, ses intérêts coïncident avec l'intérêt des droits humains. Des firmes pharmaceutiques ont en effet pris des mesures contre les injections létales. Depuis un peu plus de cinq ans, une vingtaine d'entreprises pharmaceutiques, dont l'étasunien Pfizer, ont décidé d'adopter des mesures pour empêcher

Paris diminue la taille des panneaux publicitaires

Le nouveau contrat de mobilier urbain de Paris adopté début 2017 prévoit que la taille maximale des panneaux publicitaires est ramenée de 8 à 2 m². Ceci est le résultat de mesures portées par une commission sur le sujet initiée en... 2003 ! Cette commission avait vu le jour après une campagne d'interpellation par des associations comme *Paysages de France* dès 1996. Il ne faut donc pas être trop pressé pour qu'une mairie prenne de bonnes décisions. Concrètement, cela met fin aux grands panneaux de publicité et ne laisse que les "sucettes" sur les trottoirs et les publicités sur les arrêts de bus. *Paysages de France* rappelle toutefois que ce nouveau règlement local de publicité est en fait la mise en place de dérogations car si l'on appliquait la loi (qui interdit la publicité à proximité des zones protégées), 80 % du territoire de la capitale devrait être interdit à la publicité. L'association demande donc à la mairie d'aller plus loin et de cesser cette politique dérogatoire.

Paysages de France, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 03 23 75, www.paysagesdefrance.org

» Dijon

Interdire la publicité en ville : un choix politique



Les Amis de la Terre Côte-d'Or ont publié début octobre 2017 un document visant à alerter les habitant·es de l'agglomération dijonnaise sur l'importance du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi). Ce dossier est publié au moment même où commence une enquête publique sur le projet de RLPi de l'agglomération dijonnaise. Le RLPi est un document faisant office de loi sur la présence des panneaux publicitaires dans l'agglomération, c'est-à-dire qu'il autorise ou interdit l'existence de ces panneaux dans telles ou telles rues. Des décisions applicables pour 10 ans, 20 ans ou plus, jusqu'à la rédaction d'un prochain RLPi. Depuis 2009, un groupe de citoyen·nes (le collectif "Dijon non à la pub"), puis l'association *Les Amis de la Terre Côte-d'Or* alertent les Dijonnais·es et les élu·es sur cette problématique, avec des courriers et des actions légales sur le domaine public. La présence des panneaux publicitaires dans la rue n'est pas une fatalité!

contact@dijon-ecolo.fr www.dijon-ecolo.fr

que leurs médicaments ne soient utilisés pour exécuter des détenus. Les géants suisses Roche et Novartis ont eux aussi interdit l'exportation de certains produits vers les États américains qui pratiquent encore la peine capitale. Ces initiatives s'inscrivent dans un contexte législatif en mutation, puisque l'Union européenne a adopté en 2016 un règlement empêchant l'exportation de ces produits. Ces prises de positions ont amené des dérives aux États-Unis : des États comme l'Idaho ou l'Oklahoma sont revenus à la méthode des pelotons d'exécution. En 2014, trois prisonniers ont par ailleurs été exécutés en utilisant du Midazolam, une puissante molécule aux propriétés sédatives et anti-convulsives qui n'est pas destinée à donner la mort. Les trois condamnés à mort ont tous subi de grandes souffrances et montré des signes d'étouffement. Malgré ces dérives, les récentes prises de position de l'industrie pharmaceutique participent à la lutte contre la peine de mort. L'application de la peine de mort dans le monde recule par ailleurs, même si les chiffres concernant la Chine restent inconnus. (Source : *lecourrier.ch*)

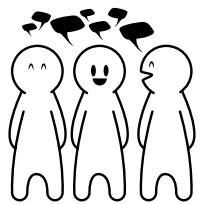
Le droit d'information sur les abattoirs sanctionné

En décembre 2016, deux militants de l'association L 214 s'introduisent dans un abattoir des Yvelines, y cachent des caméras et obtiennent ainsi des images sur les conditions terribles de la mise à mort des porcs. Trahis par la chute d'une caméra, ils sont poursuivis en justice par la direction de l'abattoir. Le 9 octobre 2017, le tribunal correctionnel de Versailles les relaxe pour le motif étrange de "tentative d'atteinte à la vie privée" et déboute l'abattoir de sa demande de 215 000 € de dommages et intérêts. Mais il condamne les deux militants à 6000 € d'amende, dont 5000 avec sursis, pour violation de domicile. Pour L 214, entrer

dans les abattoirs sans attendre d'y être invité·e constitue aujourd'hui le seul moyen pour accéder à l'information sur ce qui s'y passe. Elle continue à réclamer l'interdiction de la méthode d'abattage montrée par ses films : des porcs étourdis au CO₂ avant d'être saignés, une pratique légale, mais longue et douloureuse. Par ailleurs, une plainte de L 214 contre cet abattoir de Houdan, pour maltraitance, est toujours en cours.

Manifestation de militantes de l'association L214 pour la fermeture des abattoirs, à Paris le 10 juin 2017





Société

» Toulouse

Condamnation en appel des gestionnaires de l'usine AZF

La cour d'appel de Paris a condamné le 31 octobre 2017 l'ex-directeur de l'usine AZF   Toulouse, Serge Biechlin, à quinze mois de prison avec sursis ; et la société Grande Paroisse - filiale de Total gestionnaire du site - à une amende de 225 000 euros. Rappelons que le 21 septembre 2001, l'usine AZF de Toulouse est détruite par l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium, entraînant la mort de trente et une personnes, faisant deux mille cinq cents blessé-es et de lourds dégâts matériels. Le 24 septembre 2012 (onze ans après l'explosion), la cour d'appel de Toulouse condamne la société Grande Paroisse, propriétaire d'AZF, et son ancien directeur Serge Biechlin. La décision de 2012 ayant été annulée par la Cour de cassation, c'est donc 16 ans après l'explosion que la filiale de Total est reconnue responsable de la catastrophe AZF. Les gestionnaires de l'usine sont condamnés et les préjugés matériels et moraux reconnus par la justice. Néanmoins, la peine pour la société Grande Paroisse, sous-traitante de Total, semble bien dérisoire. Par ailleurs, des usines similaires continuent de proliférer aux abords des villes sans que leur fonctionnement soit remis en cause par l'état et ce procès n'a pas posé la question de la pertinence ni de l'utilité sociale de ce type de production. C'est donc sans joie, mais avec soulagement que les victimes ont appris cette condamnation.

» Politique migratoire

Détournement publicitaire massif en Belgique

Dans la nuit du 6 au 7 novembre 2017, 300 personnes ont détourné des milliers d'espaces publicitaires et ont placé 2 100 affiches dans les stations de métro, les abribus et les gares de Belgique (notamment à Li ge, Leuven, Gand, Namur, Bruxelles, Charleroi, La Louvière, Vervier et Mons). Le 7 au matin, 7 000 plaquettes ont été accrochées dans les transports en commun.

Les militant-es entendent dénoncer par là la politique anti-migratoire menée par le gouvernement belge : rafles programm es, quotas d'arrestations, expulsions illégales, etc.

Leur mot d'ordre : pas en notre nom.

Contact : www.notinmyname.be



 nergies

La puissance solaire va dépasser celle du nucléaire

Alors que la puissance installée en nucléaire (391,5 GW) au niveau mondial est en baisse lente, mais inexorable, la puissance installée en solaire est en croissance très rapide. Selon les projections des industriels du photovoltaïque, 2018 devrait être l'année où la puissance solaire dépassera celle du nucléaire... Et dès 2022, la puissance solaire devrait représenter le double de celle du nucléaire (elle serait alors à plus de 870 GW). Cela ne signifie toutefois pas que le solaire produit plus que le nucléaire, car les rendements ne sont pas les mêmes : en 2017, la production solaire n'atteint que le dixième du nucléaire et selon l'étude, il faudra attendre 2050 pour que la production solaire prenne la première place.

L'aéroport de Genève se couvre de photopiles

En lisant *La tribune de Genève* du 12 octobre 2017, on découvre que les 55 000 m  de toiture de l'aéroport genevois vont être recouverts de photopiles. De quoi couvrir les besoins de 10 000 Genevois-es. Cela représente une production annuelle de 7,5 GWh qui vont se rajouter aux 48 GWh que produit déjà le canton. Mais nous ne sommes pas dupes ! Malgré l'apport en énergies renouvelables, ce projet ne fera pas de l'aéroport de Genève un aéroport "durable", ce qui serait une contradiction dans les termes.

 nergies renouvelables : les prix chutent !

EDF continue à essayer de promouvoir ses EPR dont le prix de revient des futurs mégawatt-heures dépasse les 120 euros. Pourtant elle est en première ligne pour savoir que les prix du solaire et de l'éolien sont en chute libre : sa filiale EDF-énergies nouvelles vient de signer un accord pour la construction d'un parc solaire géant   Dubaï à seulement 14,4 à le MWh ! Huit fois moins cher que l'EPR ! Interrogé par le quotidien *La Croix* du 20 novembre 2017, le directeur d'EDF-EN, Bruno Fyot, annonce qu'il s'attend à la même chute pour le prix de l'éolien car la Chine vient de se lancer dans la vente de ce type de turbine et a déjà fait chuter les prix de moitié en deux ans. Conséquences de l'investissement massif de la Chine : les emplois en Europe sont en baisse. Dans le solaire, déjà 60 % des emplois sont en Chine.

Femmes, hommes, etc. ♀

Mutilations féminines en régression lente

En décembre 2012, l'assemblée générale des Nations Unies s'est prononcée pour l'éradication des mutilations féminines considérées comme une grave atteinte aux droits des femmes et à leur santé. L'Unicef estime, fin 2016, qu'il y a au moins 200 millions de filles et femmes mutilées dans principalement 30 pays : 27 en Afrique, le Yémen, l'Irak et l'Indonésie et dans des minorités d'autres pays au Moyen-Orient et en Malaisie. A ceci s'ajoutent les femmes immigrées : les estimations portent sur 500 000 aux États-Unis et autant en Europe. Tous ces pays, à l'exception du Mali, ont adopté des lois interdisant l'excision. Cela entraîne de fait une baisse chez les jeunes générations. Cette baisse est rapide dans les pays où ces pratiques étaient déjà minoritaires comme par exemple la Côte d'Ivoire, le Kenya ou le Nigeria. La baisse est également rapide dans les populations issues de l'immigration. Reste que dans certains pays comme le Mali ou Guinée, il n'y a pas encore d'évolution. Ces méthodes sont d'abord liées à une vision sociale plus qu'à une religion : dans les pays où elles sont fortement développées, elles sont pratiquées dans toutes les religions. En Égypte, un des pays les plus concernés, la tradition remonte à l'Égypte antique... bien avant les religions actuelles. Dans ces pays, l'évolution se limite à une plus grande médicalisation de l'excision.

Parler : un livre et une association pour dire les violences sexuelles



La militante EELV Sandrine Rousseau a publié en septembre 2017 un livre, *Parler*, qui raconte l'agression sexuelle qu'elle a subie en novembre 2011, par Denis Baupin. Elle a fondé dans la foulée une association pour aider les femmes victimes de harcèlement ou d'agression sexuelle à s'exprimer. L'idée est de constituer des réseaux de femmes bénévoles capables d'entourer les victimes, dans plusieurs grandes villes de France. L'association est à la recherche active de bénévoles permanentes pour devenir relais de l'association dans une ville, ou bien de "copines accueillantes" pour recevoir la parole de

femmes une à trois fois par an lors de rendez-vous. L'association se donne pour but d'être une aide à l'expression, mais aussi d'accompagner dans le dépôt de plainte. www.associationparler.com

De nombreuses structures viennent déjà en aide aux femmes victimes de violence dans toute la France, en voici quelques unes :

- ♦ **le numéro de tél 3919** : un numéro d'écoute national destiné aux femmes victimes de violences et à leur entourage. Il est anonyme, gratuit depuis un poste fixe ou mobile en métropole, et ouvert du lundi au vendredi de 9h à 22h, les samedis, dimanches et jours fériés de 9h à 18h.
- ♦ **le Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV)** : numéro national 0 800 05 95 95. Appel gratuit et anonyme du lundi au vendredi de 10h à 19h. Le CFCV organise aussi des groupes de parole dans la région Ile-de-France forme et des professionnel·les et des militant·es à la prise en charge des victimes de viols dans toute la France. www.cfcv.asso.fr
- ♦ **le Planning Familial** : au sein de 75 associations départementales organisées en 13 fédérations régionales, le Planning Familial accueille, entre autres, les femmes victimes de violence, favorise des groupes de parole qui permettent à ces dernières d'agir pour elles-mêmes et pour les autres en brisant le silence. Pour trouver le planning le plus proche de chez vous : 01 48 07 29 10 ou www.planning-familial.org



» Ariège

Fauchage d'OGM cachés

Le 18 août 2017, une centaine de faucheurs et faucheuses volontaires d'OGM ont procédé, de nuit, à la neutralisation de 5 parcelles d'essais de tournesols modifiés via la technique de la mutagenèse, près du village de Vieilleville. Ces OGM sont actuellement autorisés sur le territoire français sans aucun étiquetage ni traçabilité, ce que dénoncent les *Faucheurs* qui parlent d' "OGM cachés".

» Balance ton port

"Port fermé, pollution en cours"

C'est l'un des slogans qui émaillait le blocage d'une partie du port de commerce de Sète par environ 80 membres des Faucheurs volontaires le 10 juillet 2017. En cause : les importations de tourteaux de soja transgénique (165 000 tonnes de Sète en 2016) qui rentrent ensuite dans l'alimentation des animaux domestiques ; et la fabrication du diesel agricole à partir de colza transgénique, largement importé lui aussi, par la société Saipol. Ils évaluent à un million d'hectares les cultures de colza importé à Sète pour la fabrication de carburant agricole, cultures aux conséquences désastreuses dans les pays d'Amérique latine

concernés (usage non-nourricier des terres, déforestation, pesticides,...). Ensuite, une partie de ces carburants sont réexportés depuis Sète. La mobilisation n'est pas cantonnée au port de Sète. Le 21 novembre 2017, 300 agricultrices de la *Coordination rurale* ont dénoncé les importations de soja OGM dans les ports français au port de Montoir-de-Bretagne. Un bordereau de livraison de soja récupéré par Bernard Lannes, président national de la *Coordination rurale*, a pu démontrer "qu'ici aussi transite du soja OGM et du soja non OGM".

Les OGM transgéniques de moins en moins cultivés en Europe

En 2016, seuls 4 pays de l'Union Européenne cultivaient encore le maïs transgénique Mon810 de *Monsanto* : l'Espagne, le Portugal, la République tchèque et la Slovaquie (la Roumanie ayant cessé d'en cultiver). En 2017, la République tchèque et la Slovaquie ont abandonné à leur tour ces cultures. Il ne reste plus que l'Espagne et le Portugal. Les surfaces cultivées en Europe sont, elles, passées de 136 000 à 130 000 hectares (soit une baisse de 4,3%). Au Portugal et en Espagne même, les surfaces cultivées ont baissé respectivement de 10,3%, et de 3,8%. Les deux tiers des surfaces de maïs transgénique cultivé en Europe sont aujourd'hui concentrés en Aragon et en Catalogne. Néanmoins, les OGM transgéniques continuent à être massivement présents en Europe via les importations de produits destinés à l'alimentation animale. Source : *Inf'OGM*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 65 40, www.infogm.org

L'agriculture biologique peut nourrir le monde !

La question de l'alimentation est au centre du débat public en ce moment. La France vient ainsi de tenir ses *États Généraux de l'alimentation* à l'automne dernier. Si cet exercice a surtout consisté à évoquer la question du revenu agricole, la question de la durabilité des modes de production a également été évoquée. Sous l'impulsion des ONG la nécessité de développer fortement notre agriculture biologique a été ainsi mise en avant... alors même que les aides au maintien des agriculteurs bios étaient supprimées ! Bien évidemment la résistance est forte face au dynamisme du développement de la bio. Pour les opposant-es à la bio, l'agriculture chimique serait indispensable pour...pouvoir nourrir le monde et ses 9 milliards d'habitants en 2050 !

C'est dans ce contexte qu'une étude essentielle est parue dans la revue *Nature Communications* le 14 novembre dernier. Cette étude, réalisée par un groupe de chercheurs européens, se penche sur cette question essentielle : peut-on nourrir le monde avec l'agriculture biologique ?

Deux leviers pour réussir la transition vers le "tout bio"

La conclusion de cette étude est des plus intéressantes. Les scientifiques nous disent tout d'abord que si nous ne changeons rien à nos habitudes alimentaires on pourrait certes passer toute l'agriculture mondiale en bio à l'horizon 2050 mais au prix

d'une augmentation des surfaces cultivées : de 16 à 33% de plus qu'aujourd'hui, ce qui bien sûr n'irait pas sans inconvénients importants. Mais pour les auteurs de l'étude il est possible également de passer 100% de l'agriculture en bio sans avoir à augmenter les surfaces cultivées, en agissant sur deux leviers. Tout d'abord une réduction importante du gaspillage alimentaire sera nécessaire (pour mémoire celui-ci atteint aujourd'hui le niveau ahurissant de 30 à 40%). Ensuite il faudra limiter la consommation de produits animaux (ce qui permettra de consacrer plus de surface aux cultures alimentaires). Cette transition réduirait les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture mondiale, ce qui est également très important. Cette étude vient confirmer au niveau mondial ce que l'étude *Afterres 2050* avait déjà démontré au niveau français en préconisant une agriculture à 50% biologique et la réduction de la consommation de viande, ce qui réduirait très fortement les émissions de gaz à effet de serre et l'emploi des pesticides !

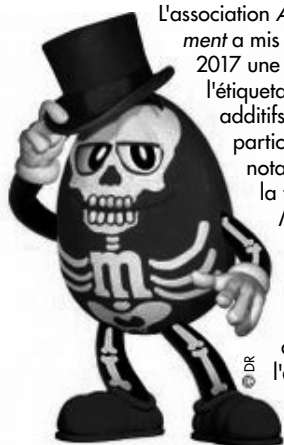
Alors que le monde agricole semble avoir bien du mal à prendre le virage d'une agriculture véritablement durable, ces récentes études doivent absolument être prises en compte par les responsables politiques et agricoles. Elles montrent que, même dans un contexte préoccupant de changement climatique, on peut nourrir l'humanité sainement demain tout en respectant les grands équilibres écologiques. À leur lumière l'inaction serait donc totalement inacceptable.

En partenariat avec: www.generations-futures.fr

génération FUTURE

» Nanoparticules

Mars attacks !



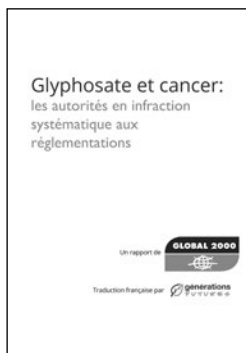
L'association *Agir pour l'environnement* a mis en ligne en octobre 2017 une pétition demandant l'étiquetage et le retrait des additifs contenant des nanoparticules, et mentionnant notamment des produits de la firme Mars tels que les M & M's. Le géant de la malbouffe a riposté en demandant la publication d'un droit de réponse sur le site de l'association. Mais l'entreprise ne s'est pas exprimée sur le fond du dossier, à savoir la présence prouvée par de nombreuses

études de dioxyde de titane (E171) comme colorant dans ses produits (particule classée comme cancérigène probable par le CIRC, Centre international de recherche sur le cancer). Mars ignore au passage la réglementation européenne qui rend obligatoire la mention [nano] dans la liste des ingrédients dès lors qu'un ingrédient contient des particules dont la taille est inférieure à 100 nm. Plus dangereuse que l'invasion des extraterrestres : celle des terrien-nes se gonflant de dollars.

» Europe

Glyphosate autorisé : les autorités ont triché

Les autorités européennes ont conclu en 2016 que le glyphosate, principe actif de nombreux pesticides de synthèse, n'était pas dangereux, en faussant les résultats d'études sur lesquelles ils s'appuyaient, dénonce un rapport du toxicologue Peter Clausung paru le 13 juillet 2017 dans *Global 2000*. Ce rapport montre que le glyphosate aurait pu être classifié comme cancérigène selon les standards européens actuels. Ce qui aurait permis une interdiction automatique d'après la législation européenne en matière de pesticides. Mais les autorités européennes ont violé les lignes directrices censées guider leur travail en ne prenant pas en compte les résultats de sept études dont elles disposaient montrant une augmentation de l'occurrence des tumeurs cancéreuses en lien avec l'exposition au glyphosate. "Ce qui m'a le plus surpris c'est la manière dont les autorités européennes ont aussi clairement et ouvertement violé leurs propres règles", souligne le médecin. (Source et résumé du rapport sur www.generations-futures.fr).



Un réseau de villes contre les perturbateurs endocriniens

Le 10 octobre 2017, environ 200 représentant-es et habitant-es de villes françaises et européennes se réunissaient à Paris pour les premières rencontres européennes des villes et territoires sans perturbateurs endocriniens. L'initiative qui provient du *Réseau environnement santé*, part du principe qu'il n'est pas besoin d'attendre une tardive législation européenne pour agir localement. Parmi d'autres exemples, la mairie de Stockholm a réuni les coiffeu-ses pour voir comment changer leurs produits ; la maternité de Guéret est en train de bannir les perturbateurs endocriniens ; Grande-Synthe organise des ateliers de sensibilisation auprès de la population. Ce type d'initiatives pourrait facilement être généralisé avant que la législation ne bouge.

Réseau éducation santé, *Mundo Etic*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 80 89 58 37, www.reseau-environnement-sante.fr

Vélo (rution)



Hulot ne rime pas avec vélo

Le gouvernement ferait mieux de subventionner les vélos électriques plutôt que les voitures électriques. Ce serait un bénéfice pour tout le monde.

Le 19 février 2017, Ségolène Royal a mis en place une aide de 200€ pour l'achat d'un vélo électrique, cédant à la demande des associations cyclistes qui s'étonnaient que l'on ne lutte contre la pollution de l'air en ville qu'en subventionnant la voiture électrique.

Le 28 septembre 2017, le gouvernement a annoncé que cette mesure ne serait pas reconduite dans le budget 2018. Prétexte évoqué : les collectivités locales financent également ; mais surtout "cette mesure aura permis de financer près de 250 000 vélos" et "on peut considérer que la filière a démarré grâce à cette impulsion" explique Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics (1).

Peu de succès pour la voiture électrique

Mais bizarrement, la prime de 10 000€ pour les voitures électriques est maintenue. Faut-il en conclure que la filière des voitures électriques n'a pas encore démarré ? Selon le comptage réalisé à partir des immatriculations de véhicules, il y a eu 21 793 voitures électriques mises sur nos routes en 2016 contre 17 240 l'année précédente. Fin août 2017, on en était à 16 325 véhicules pour l'année en cours (2). Effectivement, on est loin du succès des vélos électriques. D'autant plus que ces chiffres incluent les parcs des voitures de fonction que nombre de services publics ont l'obligation d'acheter.

Aider les vélos est plus efficace pour lutter contre la pollution

Nicolas Hulot veut-il vraiment lutter contre la pollution en ville ? Selon une étude réalisée dans quatre pays européens en 2015 (3), l'usage des vélos électriques se substitue à une voiture dans seulement 7% des cas (vente d'une voiture dans une famille qui en a plusieurs).

Donc avec 10 000€, le gouvernement peut remplacer une voiture thermique par une voiture électrique... ou financer l'achat de 50 vélos électriques. Ces 50 vélos vont, selon l'étude citée, permettre de supprimer 3,5 voitures. C'est déjà plus intéressant.

Mais ce n'est pas tout : l'usage du vélo permet de diminuer les frais de santé : l'État va ainsi récupérer progressivement la somme allouée, ce qui ne sera pas le cas avec une voiture électrique.

Le vélo électrique consomme 80 fois moins d'énergie que la voiture... donc on va économiser du courant. Il occupe aussi environ 6 fois moins de place sur la chaussée, donc on pourra aménager la ville pour y favoriser la place des piétons, des jeux pour les enfants, planter des arbres... Les arbres luttent contre la pollution et contre la canicule.

Il n'y a pas photo. Mais malheureusement notre ministre semble être à la botte des lobbys de l'automobile.

Francis Vergier

(1) AFP, 28 septembre 2017, 13h31.

(2) site www.automobile-propre.com

(3) téléchargeable sur le site <http://6t.fr/panel-vae>

À quand des Thalys pour les cyclistes ?



Pour le moment les trains Thalys, qui effectuent la majorité des liaisons entre la France, la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas, sont interdits aux vélos. Les liaisons classiques et de nuit se faisant rares, il devient donc très compliqué de voyager à vélo en train entre ces pays. Des recherches sur un trajets Paris-Amsterdam montrent qu'il est nécessaire d'emprunter au minimum 6 trains (et jusqu'à 11 trains selon les moments !) pour effectuer cette liaison avec un vélo. Thalys est détenu à 60% par la SNCF. Mais les demandes des associations cyclistes n'ont pour le moment pas abouti. *Cyclotrans Europe, Mieux se déplacer à bicyclette, Vélorution et la Fédération française des amis de la nature*, poursuivent leurs actions afin que soient créées des places pour les vélos dans tous les trains, y compris les Thalys.

CyclotransEurope, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris, <http://eurovelo3.fr>

Annonces

» IMMOBILIER

■ **Allier.** Vends boulangerie biologique/Demeter. Cause retraite. Fonds de commerce et habitation attenante. Possibilité achat murs. Affaire très saine créée en 1986. 3 salarié-es. CA en progression constante : 350 k€. Proximité école Steiner/Waldorf. Idéal couple. Bocage bourbonnais. Belle campagne vallonnée. Tél : 04 70 47 28 28 ou 06 27 60 26 64.

» PARTAGER

■ **Gard.** Les nouvelles fiches écologiques : condensé d'informations et de contacts. N'hésitez pas à les demander. Thèmes : Alimentation, santé, consommation, économies d'énergie (négawatts), éco-construction et bio-climatique, l'argent et les assurances autrement, jardinage, agriculture, écologie au féminin, contraception, grossesse, accouchement, l'enfant, relations "hommes-femmes", réseaux de créativité, redynamisation de la démocratie, médias alternatifs. Olivier Chaudron, Quartier Fabreguette 30 460 Lasalle, tél : 04 66 85 26 33.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20€ pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

À Madrid, des cyclistes nus roulent pour faire la promotion du vélo

Samedi 10 juin 2017, les madrilènes ont pu apercevoir de leurs fenêtres plusieurs centaines de cyclistes nus qui ont défilé dans les rues. Cette course s'est tenue à l'occasion de la 14^e édition de la *World Naked Bike Ride*. L'un des objectifs de cet événement est de sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics au besoin de sécuriser l'activité des cyclistes. Il met aussi en avant l'aspect écologique du vélo pour lutter contre la pollution. L'opération a fait le tour du monde, de Mexico à Madrid, depuis 14 ans. Mais les revendications des cyclistes restent les mêmes, preuve que les pouvoirs publics n'ont pas fait suffisamment d'efforts pour assurer leur sécurité.



Agenda

décroissance, transition



SARTHE : RÉUNION ALTERNATIBA 17 janvier

Au Mans. Réunion plénière d'Alternatiba ouverte à tou-tes, pour faire avancer la dynamique pour la justice climatique au Mans et dans la Sarthe. À 18h30 à la Maison du citoyen, place des Comtes du Maine (sous-sol, escaliers en face de l'arrêt de tram). Informations sur www.alternatiba.eu/lemans

BOUCHES-DU-RHÔNE : CAFÉ TRANSITION 9 janvier

De 19h à 21h au Caméléon, 11 rue du Maréchal Joffre, Aix-en-Provence. Informations et contacts : www.paysdaixentransition.org

LILLE : RÉUNION DU GROUPE MONNAIE LOCALE 9 janvier

Réunion du Groupe Monnaie Locale. Lille Monnaie locale est en cours de création dans la métropole lilloise. Vous souhaitez nous rejoindre dans ce projet ? Soyez les bienvenus-es...

À 19h, Maison de l'Économie Sociale et Solidaire, Auberge de jeunesse, 235 Blvd Paul Painlevé, Lille, www.ml.lille.org

"L236-9 ou les coulisses de l'entreprise", conférence gesticulée de Selma Reggui. Vendredi 26 : "Le monde est ainsi fait", conférence de Camille Pasquier. Samedi 27 : clôture par Pinar Selek. Et aussi 3 stages de (dé)formation professionnelle du 24 au 26 : repenser la relation éducative, droit du travail et entreprises sociales, recherche-action. Dans différents lieux de l'agglomération grenobloise.

Informations : Coopérative l'Orage, 20 place Saint-Bruno, 38000 Grenoble, tél. : 09 51 87 50 35, www.scoplorage.org

énergies



MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis plus d'un an le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu ! www.vmc.camp_sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement



NOTRE-DAME-DES-LANDES : OCCUPATION DE TERRES CONTRE L'AÉROPORT

8^e année de la ZAD. Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupant-es avant votre arrivée. Contact : reclaimthezad@riseup.org. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenièrres pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : <http://zadroybon.noblogs.org>, <http://chambarans.unblog.fr>

femmes, hommes, etc.



NANTES : FEMMES ET FÉMINISME SUR WIKIPEDIA 10 et 22 janvier

Wikipedia, encyclopédie collaborative en ligne, est écrite à 90% par des hommes. Pourquoi les femmes sont-elles absentes de cette aventure ? Pour y remédier, des ateliers tous les 15 jours permettent aux femmes qui le désirent d'écrire ensemble des fiches relatives aux femmes et au féminisme. À 18h30 à l'Espace Simone de Beauvoir, 15 Quai Ernest Renaud, Nantes. Inscription aux ateliers auprès de l'Espace Simone de Beauvoir, tél. : 02 40 12 15 18, www.espace-de-beauvoir.fr

nord → sud



ISÈRE : LA GRANDE SAGA DE LA FRANÇAFLRIQUE 25 janvier

À Seyssins. Spectacle de la compagnie Les 3 points de suspension. Jérôme Colloud interprète tour à tour différents personnages de la 5^e République ayant pris part à cet obscur labyrinthe d'influences qui ont permis à la France de garder la mainmise sur les richesses de l'Afrique. À 20h30 au Prisme, 89 avenue de Grenoble, 38180 Seyssins. Réservations au 04 76 21 17 57.

société, politique



PARIS : MOUSSEM — FESTIVAL DE L'IMMIGRATION ET DE LA TRICONTINENTALE 6-7 janvier

À Gennevilliers. Autour de la réappropriation de la mémoire des luttes des immigrations au service des combats d'aujourd'hui. Organisé par le Réseau ATMF (Association

éducation



GRENOBLE : SEMAINE DE L'ORAGE 24-27 janvier

Thème : "Notre désir : s'instruire pour nous révolter". Mercredi 24 : "Une autre histoire des classes sociales", conférence gesticulée de Antony Pouliquen. Jeudi 25 :

DRÔME : RENCONTRES DE L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN

Du 26 janvier au 4 février 2018 à Die dans la salle polyvalente, les 16e rencontres de Die, "Mieux vivre ensemble... Osons la fraternité !"

Mercredi 24 Janvier 2018 : Lavanderos (à Nyons), 16-18h : film *Lavanderos* en présence du réalisateur Nikita Gouezel à Nyons, grande salle du CFPPA, 2 avenue de Venterol. Interventions sur "La lavande au temps jadis" : Jean-Pierre Jourdan ; "La production actuelle" avec Philippe Soguel, *Distillerie Bleu Provence* et Alain Aubanel, *Distillerie des 4 vallées*.

Jeudi 25 Janvier : Désir de Nature (à Eure), 10-18h : visite de l'éco-lieu et "initiation au jeu des possibles 100% transition" : *Oasis de Sérendip*. Un lieu pour apprendre à être, vivre et faire ensemble dans l'esprit de la sérendipité, cette capacité à nous ouvrir à ce que la vie offre et que nous ne recherchions pas... Avec Samuel Bonvoisin, Stéphanie Truchot, Hélène Fléchet créatrices d'ateliers coopératifs, créatrices du jeu.

La suite du festival se déroule à Die

Vendredi 26 Janvier : bonnes nouvelles

10h : atelier "La marche ! Parent pauvre des déplacements doux ?". Les déplacements pédestres au quotidien et les actions à promouvoir à Die. Avec Jean-Luc Baietto : membre du collectif "Die moi le chemin" et les personnes engagées dans les mobilités douces de Die.

14h : "La transition énergétique en marche dans une région rurale". Le projet ACOPREV : réseau intelligent pour l'auto-consommation en région rurale. Avec Alain Vincent, Maire de St Julien-en-Quint, Olivier Girard et Gérard Dellinger, ACOPREV.

14h-16h : film-débat *L'Éveil de la permaculture* d'Adrien Bellay (1h22mn). Avec Eric Lantenais, *Harmonie nature*, Nicolas Lesage (accompagnement à la création de jardins) et Axelle Lesage (facilitatrice-réflexion coopérative).

17h : film-débat *Un monde sans travail* de Philippe Borrel (71mn). Du côté de la société civile, les idées et les initiatives se multiplient pour tenter de faire face à la disparition du plein-emploi. Avec Philippe Borrel, cinéaste documentariste.

20h : pièce de théâtre *La forêt des heures* de Jacques Coutureau. Par la Fabrique d'histoires avec Agnès Dauban, Muriel Masson et Marc Bernard.

20h30 : film-débat *Enfin des bonnes nouvelles* de Vincent Glenn (1h30mn). Tournée sous la forme d'un faux documentaire, cette comédie sympathique propose un autre modèle

de société : un vent d'idées neuves qui transcendent les clivages traditionnels.

Samedi 27 janvier : envie de Biovallée

9h30 : atelier "S'immerger en forêt et s'en inspirer" (2h30). Cette sortie est une invitation à s'inspirer du milieu pour s'offrir un quotidien plus vivant. Avec Serge Mang-Joubert, animateur en forêt à *Entre Les Arbres* et Pascale Laussel, d'*Alternatives forestières*.

10h : atelier participatif : "Faut il avoir peur de Linky ?". Avantages et inconvénients des compteurs connectés Linky installés par ENEDIS. Visualisation en temps réel de la qualité de l'électricité présente dans le réseau de distribution de Die avant le déploiement des compteurs Linky. Avec Serge Sargentini, *Next-up Organisation*, Messaline Maugars, naturopathe et le Collectif Stop-Linky Dieis.

11h : inauguration festive sur le marché de Die.

12h : repas partagé sur le marché. Soupe et verre de l'amitié offerts par "Ecologie au Quotidien".

14h : conférence-dialogue : "Effondrement et résilience". *Collapsologie* : l'effondrement, horizon de notre génération ? Et si notre civilisation s'effondrait ? Qu'y aura-t-il après ? Avec Pablo Servigne chercheur in-terre-dépendant ; *Osons rester humain : l'âge de la fragilité, les impasses de la toute-puissance*. Il est urgent de renverser notre attitude à l'égard de la nature. Avec Geneviève Azam économiste française, chercheuse à l'Université Toulouse-Jean-Jaurès.

14h : film-débat *L'intelligence de arbres* de Peter Wohlleben (1h20). Comment les arbres communiquent les uns avec les autres en s'occupant de leur progéniture, de leurs anciens et des arbres voisins quand ils sont malades. Avec Serge Mang-Joubert, animateur en forêt à *Entre Les Arbres*, Pascale Laussel, auteure du livre *Vivre avec la forêt et le bois*.

16h : World Café : "Quelle Biovallée en 2050 ?". Depuis 10 ans, des femmes et des hommes construisent ensemble la Biovallée autour d'une vision d'éthique sociale, de participation de tous, de préservation de notre pays et de qualité du bien-vivre. Avec l'association Biovallée

17h-19h : atelier pratique "Mon groupe, les autres et moi". Jeux et mises en situation pour comprendre ce qui se joue dans un groupe associatif, collectif, colocation... et comment y trouver sa place. La relation au cœur du "vivre-ensemble". Avec Magali Audion - animatrice de la FEVE (Formation et Expérimentation au Vivre-Ensemble).

Retrouvez le programme complet sur www.ecologieauquotidien.fr. Informations pratiques : *Ecologie au Quotidien*, 695 Chemin Chastel et Bassette 26150 Die, tél. 04 75 21 00 56.





▲ EHLG Au Pays Basque, des militantes ont créé une chambre d'agriculture basque et bilingue.

Une langue, ça se se cultive

"En tant que paysan e non-violent, me penso qu'una lenga quò se defend pas, que "défendre" es un tèrme militar, una lenga quò se cultiva. On sème des graines sur le terrain qu'on a préparé et on laisse pousser."

Mickaël Neyrolles

Agroécologie paysanne et langues locales

Mickaël Neyrolles, paysan dans la Loire, partage ses réflexions sur le lien entre diversité agricole et linguistique, dans un mélange de français et d'occitan. Les passages en italique sont en français, le reste est en occitan. Rassurez-vous : vous ne le saviez pas, mais vous comprenez l'occitan ! Faites le test.

DINS NÒSTRA EURÒPA DE L'OEST, PER nòstre nòrd de mediterraneu, la paisanariá en tant que mond organizat capable de fonccionar coma un organisme a disparu depuis les années 60. La dependéncia au sistema tecnic per la production de l'alimentacion n'a pas encore cessé de s'accentuer. Lo taus de resiliéncia es franc fèble, lo petròli ven a mancar, qué fasem ? *Qu'est ce que nous mangeons ?*

Lo problèma de las paisanas (1), *c'est qu'elles n'achètent rien. Per desvelopar lo productivisme sus lo planeta il a fallu et il faut les éliminer. L'ideologia dau desvelopament s'estacha a l'idèia qu'un pays développé est un pays sans paysans.*

LA FRANCE NIE LA PLURALITÉ DE SES LANGUES

En 1992, a été ajouté à la constitution de notre pays l'article 2 : "Le français est la langue de la République". La França s'enterra dins un negacionisme de las lengas e culturas en preséncia que sián territoriales (nòstras lengas), non territoriales (yidish, rròm, esperanto, lenga daus signes...) o de l'imigracion. La republica francesa refusa de progressar, de modernizar sa vision de la pluralitat alòr que pratiquement totes los païs d'Euròpa avançan amai un grand nombre de païs d'autres continents. La republica nos priva dau plurilingüisme,

pluriculturisme de proximitat. Si bien que les gens en arrivent à ne plus savoir qui ils sont. Le plus souvent l'identité de chacune est faite de multiples composantes. Malheureusement, une identité monolithique est imposée.

CES LANGUES QUI NOUS AIDENT À HABITER NOS TERRITOIRES

Quò's la lenga que nos bada nous ouvre la pòrta de la significacion daus toponims, daus noms de luòcs. *Sans elle, nous sommes comme étrangers dans notre propre pays. Josiana Ubaud (2) affirme qu'existís un liam indefectible entre lenga, tèrra, gens que la cultivan, los paisatges, los toponims e la varietat culinària.*

La microtoponimia, lo nom de las parcelas de tèrra cultivaas, es preciosa, nos baila d'informacions que poem pas inventar sus lo tipe de sòl, l'exposicion, las culturas que marchan o pas, lo vent dominant, etc. Per exemple, sus la bòria (*la ferme*) que cultivo vès San Joan, una parcelà s'apèla "lo flachà", "la flacha" (*en arpitan*) *c'est l'endroit d'une parcelle où pas grand-chose ne pousse, l'accent tonique porté sur la dernière syllabe "à", est l'équivalence en arpitan du suffixe augmentatif de l'occitan -às. Inutile de miser sus aquela pèça de tèrra per faire de cultures, les anciens ont dû essayer, autant la laisser en pâturage.*

Mickaël Neyrolles ■

(1) Alternarai entre "paisans" e "paisanas" pour éviter de dire à chaque fois "paysannes et paysans".

(2) Ethnobotaniste.



Jody Amiet

▲ A l'occasion des mouvements sociaux qui ont paralysé la Guyane en mars 2017, la grande marche du 28 mars a mobilisé plus de 10 000 personnes. Les peuples autochtones ont revendiqué 20 doléances, dont la lutte contre l'orpaillage illégal et le refus de l'implantation de la méga-industrie minière.

Guyane : mourir d'empoisonnement sur une montagne d'or ?

En Guyane, un consortium international soutenu par les autorités françaises prévoit de construire une mine d'or aux proportions gigantesques. Un collectif s'est levé contre cette destruction programmée de la forêt primaire.

EN MARS 2017, LE DÉPARTEMENT DE LA Guyane connaissait une mobilisation sociale sans précédent. Le collectif *Or de question* est né de ce mouvement social et de cette grève générale de plusieurs semaines. Il a permis de relier les énergies présentes en Guyane pour s'opposer au projet de la plus grande mine d'or jamais envisagée sur le territoire français.

LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES BAFOUÉS

Un projet qui bafoue les droits des peuples autochtones présents en Guyane, puisque, contrairement à ce qu'impose la *Déclaration des Nations Unies sur le droits des peuples autochtones*, ses promoteurs ne sont pas assurés d'obtenir leur consentement libre, préalable et éclairé, alors que ce projet touche leurs territoires traditionnels. Treize chefs coutumiers de Guyane se sont déclarés contre celui-ci. "Nous tenons à vous informer que s'il y a une autorisation d'exploitation délivrée par l'État français, (...) nous serons sur la route", prévient Christophe "Yanuwa Toka", membre de la *Jeunesse Autochtone de Guyane (JAG)*. Ce dernier dénonce une exposition au

mercure déjà alarmante chez les Amérindien·nes essentiellement, liée à l'orpaillage, dans l'indifférence et l'opacité de la part des autorités.

UN MÉGA-PROJET AU CŒUR D'UNE OASIS DE BIODIVERSITÉ

La Guyane est composée à 90% de forêt primaire et abrite à elle seule 50% de la biodiversité française. Le projet nommé *Montagne d'Or* sera implanté à 120 kilomètres de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, en pleine jungle, entre deux réserves biologiques intégrales. Le site d'extraction comprendra une fosse de 400 mètres de profondeur, sur 2 500 mètres de long et 500 mètres de large. C'est le consortium russo-canadien *Colombus-Nordgold* qui a obtenu les concessions, explique à *Silence* Patrick Monier, co-fondateur de l'association *Maïouri Nature Guyane*, et porte-parole pour la métropole *d'Or de question*.

La méthode industrielle utilisée consistera à fracturer la roche à l'aide d'explosifs. Il faut broyer une tonne de roche pour en sortir 1,5 gramme d'or. Les stériles, résidus ne contenant pas d'or, sont stockés. Les minerais contenant de l'or sont transportés ensuite par camions



▲ Le 28 mars 2017, en prélude de la grande marche de Cayenne, les organisations amérindiennes (dont la FOAG, ONAG, Collectif Premières nations et Jeunesse Autochtone), avaient appelé les chefs coutumiers et les sympathisantes à un rassemblement sur la colline du fort Cépérou, à Cayenne.

géants pour une phase de concassage et de broyage. Une fois réduits à l'état de poudre à café, ils sont traités chimiquement à l'aide, entre autres, de cyanure, de chaux, de nitrate de plomb, de sulfate de cuivre et d'acide sulfurique. Le mélange des résidus de ce traitement forme, avec l'eau, des boues cyanurées qui sont ensuite stockées sur des surfaces de plusieurs centaines d'hectares, "retenues" par des digues pouvant atteindre 10 mètres de haut. C'est une mesure de contention critiquée dans une région amazonienne qui connaît de très fortes précipitations lors de la saison des pluies. Le stockage en digues inquiète les membres d'*Ingénieurs sans frontières* qui font état d'une augmentation du risque de rupture de ce type de barrage dans des contextes de pluviométrie extrême (1). Si une telle digue venait à se rompre, l'impact serait d'autant plus grave que le site se trouve sur le bassin versant du fleuve La Mana.

UN BIOTOPE RAVAGÉ POUR SEULEMENT 12 ANS D'EXPLOITATION

Les opposant·es mettent en avant de nombreux impacts et dangers écologiques de ce projet, à commencer par les boues cyanurées qui pénètrent dans le sol puis dans les nappes phréatiques et viennent empoisonner l'eau. Les chiffres de *Nordgold* donnent à eux seuls la mesure des pollutions engendrées par ce projet, qui nécessiterait 142 millions de litres de fuel, 46 500 tonnes de cyanure et 57 000 tonnes d'explosifs.

Il faut aussi compter avec le "drainage acide minier", réaction chimique de ces boues à leur contact avec l'oxygène et la pluie. Cela peut provoquer une contamination des nappes phréatiques au plomb, à l'arsenic et au mercure.

Les entreprises impliquées s'engagent à surveiller le site durant 30 ans après la fin de son exploitation, qui est prévue pour s'étendre sur

une période de 12 ans. Mais qu'advient-il ensuite (2) ?

Il faut aussi citer la construction de routes extrêmement larges qui constitueront des ruptures écologiques importantes dans la forêt primaire. Le sol de la région est très riche en mercure naturel, explique Patrick Monier. Sa mobilisation lors de la construction de routes peut le transformer en méthylmercure toxique qui s'insinue dans le cycle écologique jusqu'aux humains (3).

UNE MINE QUI NE RÉPOND À AUCUN BESOIN RÉEL

À quelle nécessité répond ce projet d'extraction d'or ? Dans le monde, entre 60% et 80% de l'or extrait va dans le secteur de la bijouterie. L'industrie n'utilise que 8% de l'or extrait chaque année, essentiellement pour les domaines de l'électronique, de la dentisterie et de la nanomédecine. La *Montagne d'Or* ne répond donc à aucun besoin réel. Parallèlement, la Banque de France stocke environ 2 500 tonnes d'or dans ses coffres, en tant que valeur refuge au niveau de la finance.

Pourquoi la France soutient-elle un tel projet ? La taxe de 2% qui sera laissée à la France par le consortium russo-canadien suffit-elle à tout expliquer ? Nous sommes dans une situation internationale où les pays émergents sont de gros consommateurs de métaux, analyse Patrick Monier. Dans ce contexte, les intérêts industriels, économiques et politiques français sont soucieux de sécuriser nos approvisionnements. Sous le gouvernement de François Hollande, Arnaud Montebourg avait relancé l'idée d'une compagnie minière nationale. Emmanuel Macron, ministre de l'économie à l'époque, s'était rendu sur le site en 2015 et avait déclaré : "*Nous allons tout faire pour qu'un projet de cette envergure puisse voir le jour ici*". De retour en Guyane en octobre 2017, le désormais président rappelait son "engagement" pour ce projet.

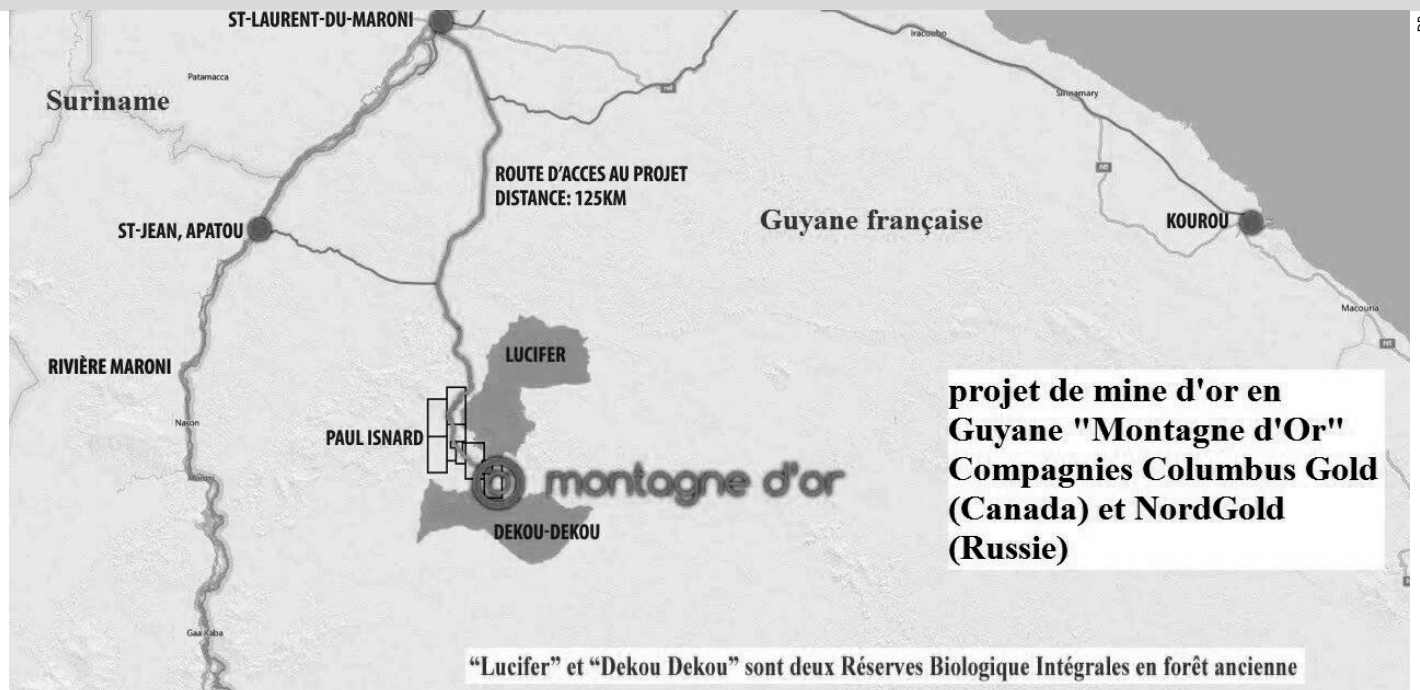
Les contribuables paient la facture

Sans surprise, ce sont les intérêts privés qui sont les grands gagnants du jeu. Selon ses promoteurs, cette mine devrait pouvoir apporter 352 millions d'euros de bénéfice à la Guyane. Mais une étude du WWF ("*Montagne d'or, un mirage économique ?*", 2017, www.wwf.fr) montre qu'en tenant compte du coût des infrastructures et des fonctionnaires supplémentaires alloués au suivi et à la surveillance du projet notamment, on arrive à 420 millions d'euros d'investissement public. Le projet *Montagne d'or* et les autres projets qui l'accompagnent vont nécessiter par ailleurs la construction d'un port chimique industriel qui sera financé en grande partie par l'argent public.

(1) Depuis 2000, il y a eu plus de 25 ruptures de digues de déchets miniers dans le monde, dont celle de Mariana au Brésil, qui a provoqué un déversement mortifère de boues rouges dans le fleuve Rio Doce.

(2) Le drainage acide minier peut durer des centaines d'années.

(3) Voir l'étude de Stéphane Guedon "Impact de l'exploitation minière en Guyane française sur les flux de mercure vers les écosystèmes aquatiques", <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00264272>



RÉSISTER POUR QUE LA MONTAGNE DORME

Quelles sont les résistances au projet *Montagne d'Or* ? Le collectif *Or de question*, constitué en mars 2017, regroupe une vingtaine d'associations guyanaises. Il a reçu le soutien de plus de 110 organisations, parmi lesquelles la *Ligue des Droits de l'Homme*, *France Libertés*, *Ingénieurs sans frontières*. *Or de question* a d'ores et déjà organisé des rassemblements et des manifestations, des marches avec les Amérindiens. Le collectif diffuse de l'information auprès d'une population en majorité passive, en distribuant des tracts sur

les marchés notamment. Ses membres ont occupé *France Guyane*, le seul quotidien guyanais, largement pro minier, pour demander un meilleur équilibre dans le traitement du sujet. Face à ces tentatives d'information critique, la compagnie *Nordgold* a embauché deux bureaux d'étude spécialisés dans l'acceptation sociale. Les opposants étudient les documents relatifs au dossier tels que les PER (4), mais ce travail est très fastidieux et technique. Ils n'écartent pas de lancer des recours en justice dans l'avenir.

Le projet peut-il encore être stoppé à ce stade ? Au moment où cet article est écrit, les travaux sur le site n'ont pas commencé. Les différents acteurs sont en attente de l'étude d'impact, confiée au cabinet *Biotope*, qui s'était illustré par son inventaire biologique très lacunaire à Notre-Dame-des-Landes. Une *Commission nationale d'enquête publique* (CNEP) va par ailleurs être mise en place, suite à la demande de *France Nature Environnement*. Son démarrage, prévu pour 2018, aura pour intérêt d'obliger à la tenue de réunions publiques, qui sinon n'auraient pas vu le jour, et de retarder le projet (5). En attendant, le combat des opposants se poursuit, avec détermination, au nom des intérêts écologiques et sociaux. "A-t-on plus besoin d'or, ou d'un climat pérenne et d'eau potable?", conclut Patrick Monier.

Guillaume Gamblin ■

Un projet destructeur parmi d'autres

Montagne d'Or n'est pas le seul grand projet industriel en Guyane. *Colombus-Nordgold* détient 8 concessions. L'entreprise française *Auplata* possède 700 km² de concessions dans le département. Elle a construit une petite usine pilote à Cayenne pour "prouver" que l'on peut utiliser du cyanure sans danger pour la population. Appréciations au passage le statut de cobayes des habitant·es soumi·ses à cette expérience grandeur nature. Une fois affirmée l'innocuité de son usine, l'entreprise a obtenu l'autorisation d'en construire une plus grande à Dieu Merci. "L'Ouest guyanais serait alors offert à l'industrie minière avec une usine et de grandes routes de toutes parts pour y aller", s'inquiète Patrick Monier.

Ce dernier veut alerter également sur le danger lié à l'hypothèse de la construction d'un deuxième barrage hydroélectrique, trois fois plus puissant que celui de Petit Saut (dont la puissance installée est de 116 MW), "pour alimenter les multinationales minières de l'ouest, sous prétexte d'alimenter les populations et de remédier aux coupures de courant". Ce projet aurait des effets climatiques importants, estime-t-il, car dans cette forêt primaire qui abrite 450 tonnes de biomasse à l'hectare, les dégagements atmosphériques de CO₂, de méthane et de protoxyde d'azote par le pourrissement de la forêt primaire noyée, seraient considérables. Sans compter la destruction inéluctable de biotopes encore largement inexplorés. Pourtant les alternatives énergétiques sont nombreuses : solaire, marée, éoliennes en mer, biomasse utilisant les déchets des scieries, etc.

(4) Permis exclusif de recherche.

(5) "Le temps choisi pour cette consultation laisse à penser qu'il ne pourra s'agir que d'une 'consultation de façade', loin des exigences d'une consultation éclairée et préalable des populations concernées" a cependant regretté la Commission nationale consultative de droits de l'Homme (CNCDDH) dans un avis sur le droit à un environnement sain dans les Outre-mer rendu le 17 octobre 2017. (Hélène Ferrarini, *Reporterre*, 28 octobre 2017)



Pénurie de recrues dans le nucléaire

La filière nucléaire pourrait s'arrêter simplement parce que plus personne ne veut travailler dans ce secteur. Les données fournies par les grandes écoles à la rentrée de l'automne 2017 sont significatives.

POUR MAINTENIR LE PROGRAMME nucléaire à son niveau d'activité actuel, EDF et Areva doivent recruter entre 6 000 et 8 000 ingénieur-es par an. Aujourd'hui la situation devient délicate car les grandes écoles voient leurs étudiant-es se détourner massivement de l'option nucléaire.

Ainsi l'INSTN, Institut national des sciences et techniques nucléaires, développé par le Commissariat à l'énergie atomique, accueille en principe une centaine d'élèves ingénieurs par an. Pour la rentrée 2017, il n'y a eu que 60 candidatures ! (1) Il n'y a plus de sélection pour entrer dans l'école depuis l'accident de Fukushima.

Les réacteurs de recherche mis en fonction dans les années 1960, RUS à Strasbourg, Ulisse et Isis à Saclay, ne seront pas remplacés. Les deux premiers ont déjà été arrêtés, le dernier doit l'être d'ici 2020.

En 2012, 30 % des diplômé-es de Mines ParisTech s'orientaient vers le secteur de l'énergie. En 2014, ce n'était plus que 19 %, en 2016, 14 %. Et la plupart s'orientent vers les énergies renouvelables, pas vers le nucléaire. L'image de marque d'EDF est tellement mauvaise que même hors secteur nucléaire, l'entreprise a du mal à attirer les jeunes.

Cela ne coince pas seulement au niveau des ingénieur-es : Areva a le plus grand mal à trouver des soudeu-ses.

UN MONDE DE VIEILLARD-ES ?

Nos gouvernants successifs ont bien conscience du problème : en 2016, Emmanuel Macron, alors ministre, avait missionné Yves Bréchet, haut-commissaire à l'énergie atomique, pour mettre en place un plan de "maintien des compétences critiques chez Areva". Avant lui, le directeur de l'ingénierie nucléaire d'EDF, Bernard Salha, avait reconnu que "Le chantier de l'EPR est un formidable instrument pour former des centaines d'ingénieurs" (2). La désorganisation du chantier de l'EPR, ses incroyables retards (dix ans actuellement) et l'important dérapage financier, montrent à l'évidence que nous avons déjà perdu les compétences nécessaires au maintien de ce secteur.

Reste que 58 réacteurs sont en marche, avec un personnel de plus en plus âgé, sans véritable possibilité de succession. Vouloir prolonger la durée de vie des réacteurs est déjà un pari dangereux, mais vouloir retarder l'âge de la retraite du personnel n'est pas une solution.

Michel Bernard ■

(1) *Les Echos*, 15 octobre 2017.

(2) *L'Express*, 1er septembre 2007.



▲ Construction d'une boîte à livres au Bouquin qui bulle à Paris.

Le handicap dans les lieux alternatifs : retour d'expérience au *Bouquin qui bulle*

Dans le mot "alternatif" il y a la notion de "l'autre" et l'idée d'échange, de partage, de mise en commun de ses propres aptitudes à des fins peu lucratives. Les initiatives dites "alternatives" sont-elles plus attentives à la question du handicap ? L'auteur, qui fut en situation de handicap importante et qui a suivi un long parcours de réadaptation, aujourd'hui devenu animateur social éducatif et culturel, témoigne de sa propre expérience.

DANS LE NORD-EST DE PARIS, L'ÉVENTAIL des lieux est abondant. La personne en situation de handicap doit trouver un projet qui la motive, mais la question de "l'accessibilité" se pose. Le handicap amène à se ré-interroger : "suis-je prêt à m'investir et jusqu'à quel point, dans telle ou telle association, structure ?"

UN FOISONNEMENT DE LIEUX, UNE INTÉGRATION DIFFICILE

Par intérêt personnel, j'ai trouvé entre autre intéressant d'aller dans des associations de quartiers qui proposent des projets divers allant de la distribution de repas jusqu'aux repas partagés ou "aux cartes blanches" (repas fait par plusieurs adhérent-es). Il existe d'autres associations qui recyclent des ordinateurs ou des vêtements, des meubles, des régies de quartiers ou centres sociaux, qui créent de la solidarité et de la convivialité entre les habitant-es.

Il existe des associations plus "spécialisées" comme les associations pour personnes âgées/handicapées (*Fédération des malades handicapés*, *Unarpa*,

Groupes d'entraide mutuelle, etc.). Mais étant travailleur social et mon objectif étant de décrocher un emploi, j'ai constaté que les contrats ainsi que les équipes étaient difficiles à intégrer. Face à la dure "loi" du système capitaliste et à l'élan de la mondialisation, la personne en situation de handicap, qu'il soit visible ou invisible, se retrouve en position plus que difficile ! Car les associations manquent de subventions, et du coup la sélection est plus exigeante. Pour ma part je ne parle pas de handicap, car j'ai le sentiment qu'on ne me ferait pas confiance par rapport à un candidat ordinaire.

CONSTRUIRE UNE BOÎTE À LIVRES

Dans ce quartier multiculturel, je suis allé faire une expérience intéressante, dans un lieu associatif appelé *Le bouquin qui bulle*, né d'une bibliothèque itinérante il y a plusieurs années, qui dispose de deux espaces d'activités. L'un, un atelier bricolage pour les personnes de 15 à 77 ans, se passe, un samedi par mois, en partenariat avec la régie de quartier du 11^e, dans les locaux même de l'association *Le bouquin qui bulle*. L'autre est



▲ Boîtes à livres disposées dans plusieurs endroits à Paris.



dédié à l'accueil et l'animation à destination de la petite enfance, l'enfance et les adultes.

M'étant proposé pour faire du bénévolat au sein d'une régie de quartier, avec d'autres participant-es, je me suis retrouvé à faire une activité de bricolage et associé à un projet de construction en matériaux de récupération, d'une boîte à livres. Les boîtes à livres sont ensuite placées à disposition des passant-es, avec l'accord des espaces verts publics comme des jardins partagés, ceci en vue de redonner du sens à la culture et de favoriser l'échange de savoirs entre habitant-es dans l'espace urbain, ou chacun-e peut y déposer un ou des livres ou en prendre.

Au cours de ma première rencontre, je me suis retrouvé en compagnie de cinq femmes et d'un animateur et j'ai apprécié l'accueil. J'ai pu prendre un café et me suis senti considéré, écouté par rapport aux initiatives que je proposais pour la fabrication de la boîte. J'ai eu l'impression de faire quelque chose de constructif et dans la bonne humeur. C'était pour moi l'occasion de faire l'apprentissage du maniement des outils de bricolage, dans un lieu associatif de quartier et tout ceci en groupe ce qui crée un moment convivial.

Grâce à l'activité bricolage, peu à peu, j'ai pu faire de nouvelles connaissances que je recroise de temps en temps sur place et me suis adapté aux autres, malgré la difficulté d'intégrer un nouveau groupe. J'ai eu le sentiment positif que construire est bon pour l'estime de soi et pour mon bien être.

J'ai pu remarquer à l'entrée de l'association une rampe d'accès pour les personnes en fauteuil roulant et j'ai constaté aussi qu'à proximité il y avait une structure, l'ADAPT (Association pour l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap), de plus j'ai constaté sur le site de l'association un partenariat avec un ESAT (Établissement et service d'aide par le travail).

RÉFLEXIONS SUR L'ESPACE PUBLIC ET LE VIVRE ENSEMBLE

Il se trouve que le projet pédagogique de l'association *Le bouquin qui bulle* se nomme "le projet déambule" et qu'il mène une réflexion sur l'espace public en relation avec les habitant-es pour un mieux vivre ensemble, en particulier en soulevant la question du rôle des bibliothèques au fil du temps et au sein des divers types de sociétés. Il souhaite s'associer au dispositif des "bibliothèques hors les murs" et ainsi continuer à mobiliser des habitant-es.

Lors de mon passage, je n'ai rencontré personne en situation de handicap de quelque 'ordre' que ce soit. Le responsable du lieu m'a fait part du fait qu'il avait fait faire du matériel pour son association en partenariat avec des établissements et le Service d'Aide par le Travail (ESAT) spécialisé en menuiserie, qui emploie des personnes en situation de handicap.

En conclusion cette expérience m'a fait réfléchir à la notion d'alternative par rapport aux personnes en situation de handicap. De nos jours, dans certains quartiers, on peut rencontrer des difficultés, que cela soit en fonction de ses appartenances, du lieu où on vit, ou de ses propres épreuves de vie ! Les milieux alternatifs semblent être une véritable bouée de sauvetage par une ouverture d'esprit, mais interrogent aussi à nouveau, le rôle de chacun-e et la vocation qu'a la culture au sein d'une famille, d'un lieu, d'un quartier, d'une ville ou d'une société.

Marc Laurent-Athalin ■

Quelques adresses :

- *Le Local*, 18 rue de l'Orillon, 75011 Paris
- *Jardins partagés*, square Jules-Verne, 19 rue de l'Orillon, 75011 Paris
- *La Cantine des Pyrénées*, 77 rue de la Mare, 75020 Paris, tél : 01 43 15 99 29.
- *La Main de l'autre*, Georges Zokou, 23 rue de la Py, 75020 Paris, tél : 06 79 07 80 29
- *La Recyclerie*, rue Mendelssohn, 75020 Paris, tél : 01 48 44 44 92
- *Groupes d'entraide mutuelle L'étoile polaire*, 119 rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 46 28 04 06, www.gem-etoilepolaire.org
- *Le Bouquin qui bulle*, Compagnie par has'Arts 19 bis rue de l'Orillon 75011 Paris, sur son site (<http://hasarts.wixsite.com/deambulle/blank>) se trouve la liste des boîtes à livres de Paris.
- *Personimage*, 91 rue Vercingétorix, 75014 Paris, tél : 01 45 41 34 44, www.personimages.org

(1) En France en 2012 seul un tiers de la population reconnue handicapée travaillait en entreprises. Ces dernières préférant majoritairement payer une taxe qu'embaucher une personne en situation vulnérable.



▲ Mine de Tortkuduk (filiale Katco de Areva Mines) dans le sud du Kazakhstan : 1^{re} mine d'uranium kazakh, 4^e mondiale, elle fournit environ 5% de la production mondiale d'uranium.

Les ravages de l'uranium kazakh

Au sud du Kazakhstan, les forages se sont multipliés depuis une dizaine d'années pour extraire aujourd'hui 40% de l'uranium produit dans le monde. Pour s'approprier ce dangereux métal radioactif, des personnalités politiques et du monde des affaires ont recouru à des tractations douteuses, tandis que les steppes kazakhes sont durablement atteintes par des pollutions chimiques et radiotoxiques.

SOUS SARKOZY ET HOLLANDE, IL Y A EU pas moins de huit rencontres en neuf ans entre les présidents français et le président kazakh, Nazarbaïev (1). Mais pourquoi toutes ces visites ? Pour alimenter en uranium à la fois la production électro-nucléaire de la France et sa force de frappe atomique. Même s'il faut pour cela pactiser avec le président Nazarbaïev, richissime dictateur à la tête du pays depuis son indépendance en 1991.

Un an plus tard, le 1^{er} avril 2009, le partenaire d'Areva Moukhtar Djakichev fait l'objet d'une enquête pour détournement de fonds, corruption et vente illégale de gisements miniers à des intérêts étrangers. Puis il est rapidement emprisonné dans les geôles kazakhes, rejoint deux jours plus tard par ses trois principaux collaborateurs. L'année suivante, il est condamné à 14 ans de prison de haute sécurité. Le 1^{er} avril 2014, le nouveau partenaire d'Areva, Valery Shevelv, à Kazatomprom, est

AREVA AU KAZAKHSTAN : UNE CROISSANCE DIABOLIQUE ET DES CONTRATS DOUTEUX

Les autorités kazakhes ont délivré progressivement des permis miniers de plus en plus colossaux aux Français : en 1999, la société Katco, une filiale franco-kazakh de la compagnie nationale Kazatomprom, se voit accorder un premier permis d'exploitation dans le désert de Muyunkum pour 100 tonnes d'uranium concentré par an. En 2004, le site minier de Tortkuduk obtient une autorisation jusqu'à 1 500 tonnes par an, soit un peu plus de 10% des besoins d'Areva. En 2008, la présidente d'Areva Anne Lauvergeon signe un accord avec le directeur de Kazatomprom Moukhtar Djakichev, augmentant la production de Katco à 4 000 tonnes par an pendant 30 ans. Les contreparties de ces accords, éminemment stratégiques pour l'industrie nucléaire française, sont restées secrètes.

Une pollution des steppes quasi irréversible

Pour extraire l'uranium dans les steppes kazakhes, on injecte dans des forages de l'acide sulfurique qui est ensuite repompé à la surface. Cette méthode, appelée lixiviation in situ (ISL), laisse d'abondants déchets radioactifs et épuise rapidement les sols. Il faut alors forer un peu plus loin. Le procédé laisse des concentrations toxiques de métaux lourds dans les nappes phréatiques. Ces mines d'uranium sont situées dans les steppes désertiques d'un pays 4 fois moins peuplé que la France, mais 4 fois plus vaste. Cette pollution persistera pendant des milliers d'années.

(1) C'est deux fois plus d'égards que pour les Indien-nes, les Tur-ques ou les Brésilien-nes.

(2) Par exemple en 2016, une délégation de Kazatomprom rencontre à nouveau des représentants d'Areva et de l'État français en vue d'un investissement du Kazakhstan pour renflouer l'entreprise Areva en faillite. Sans succès. Mais la Chine réussit à prendre une participation dans l'usine d'Oulba à hauteur de 49%, au détriment d'Areva.



◀ François Hollande, alors président de la république, en visite officielle au Kazakhstan en 2014, trinquant avec Noursoultan Nazarbaïev, président du pays.

condamné à 2 ans de prison pour un détournement de 710 millions de dollars.

Des contrats mettent en concurrence les travailleurs du nucléaire français avec le Kazakhstan. *Areva* divulgue ses technologies de pointe au Kazakhstan, qui a pour ambition de fabriquer du combustible nucléaire pour les centrales asiatiques. Mais *Areva*, en grande difficulté financière, ne parvient pas à attirer les capitaux kazakhs. Le plus souvent, les négociations sont des revers pour l'industriel tricolore (2).

KAZAKHSTAN : UN DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE EN TROMPE-L'ŒIL

Depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991, le Kazakhstan a pris de nombreuses initiatives pour le désarmement nucléaire sur la scène internationale, à commencer par la fermeture du polygone de Semipalatinsk. Le pays travaille en étroite coopération avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) contre la prolifération nucléaire, en accueillant notamment des négociations sur le programme nucléaire de son voisin iranien. Aujourd'hui, l'Iran veut acheter 950

tonnes d'uranium kazakh pour industrialiser son programme nucléaire.

En 2008, le Kazakhstan s'est proposé d'établir une banque internationale de combustible nucléaire de l'AIEA, sur le site de l'usine métallurgique d'Oulba à Öskemen. Mais en 2013, plus de 8000 kazakhstaniens ont signé une pétition demandant l'annulation de l'accord d'importation de combustible nucléaire.

Jusqu'où iront les ambitions kazakhs pour l'uranium ? À première vue, les limites semblent surtout dictées par le cours de l'uranium : en janvier 2017, alors que l'uranium dégringole à moins de 20 dollars la livre, le Kazakhstan renonce à produire 2000 tonnes par an, soit 10% de sa production. Le cours de l'uranium augmente alors légèrement d'environ 10%. Mais gageons que d'autres difficultés viendront contrecarrer les plans de l'industrie minière de l'uranium, dont les nuisances sont énormes... L'uranium kazakh est un métal puissant mais nuisible qui, tel un dragon, ferait mieux de rester sous terre !

Hervé Loquais

Extraits d'un article initialement publié dans la revue *Sortir du nucléaire* n°73 ■

Le réseau sortir du nucléaire

Le Réseau "Sortir du nucléaire" est une fédération de plus de 900 associations et 60 000 personnes sympathisantes. Son but majeur : sortir la France du nucléaire civil et militaire. 100 % indépendant, ses moyens financiers proviennent exclusivement des dons et cotisations de ses membres. Le Réseau impulse et soutient des actions locales et nationales, effectue un travail d'information auprès du grand public et des médias, interpelle et mobilise les élus et mène des actions juridiques pour faire condamner les industriels délinquants. Il met l'accent sur le développement des économies d'énergie, de l'efficacité énergétique et des renouvelables.

Découvrez la revue trimestrielle *Sortir du nucléaire* (3€ le numéro, abonnement 12€ / an ou 20€ en soutien, gratuit pour les personnes aux moyens financiers limités).

Contact : 04 78 28 29 22
contact@sortirdunucleaire.fr
www.sortirdunucleaire.org

Des transports confidentiels à hauts risques

Les transports de l'uranium du Kazakhstan vers la France sont confidentiels, dangereux et régulièrement contestés en traversant Allemagne.

Pour rejoindre l'usine d'*Aréva-Malvési* dans la banlieue de Narbonne – le seul point d'entrée de l'uranium en Europe – des conteneurs d'uranium concentré ("yellow cake") parcourent environ 4 000 km de rails à travers le Kazakhstan et la Russie européenne. Quand ils arrivent à Saint-Petersbourg, ils sont chargés sur un bateau à destination de Hambourg. Enfin, ils sont à nouveau transportés sur 1 600 km de rails en Allemagne puis en France via Metz, Dijon, Valence et Montpellier. Ces transports via les ports allemands ont lieu tous les mois environ.

Le 10 novembre 2014, des militants allemands de l'organisation "Robin Wood" ont bloqué un train transportant du "yellow cake" à son départ du port de Hambourg. Le train est ensuite reparti vers la France.

À Narbonne, une soixantaine de militant·es ont attendu un train de transport de minerai d'uranium de pied ferme le samedi 13 février 2015, mais il a été volontairement retardé pour éviter cet accueil.

Si vous êtes intéressé·es pour participer à la campagne du réseau *Sortir du nucléaire* contre les transports d'uranium entre Hambourg et Narbonne, merci de les contacter à cette adresse : mobilisations@sortirdunucleaire.fr ou sur le 06 85 23 05 11 (Laura) ou 07 60 15 01 23 (Mélisande).



▲ L'île de Sein.

L'île de Sein pourra-t-elle se passer d'EDF ?

Se passer d'EDF pour produire une énergie renouvelable, en récupérant les taxes perçues par la compagnie, et en définitive en attaquant en justice la légalité de son monopole sur le réseau au regard du droit européen : sur la petite île bretonne de Sein, on ne craint pas de faire des vagues.

L'ÎLE DE SEIN, MINUSCULE ET SPLENDIDE, émerge à peine au-dessus des eaux au large de la Pointe du Raz. Son altitude moyenne ne dépasse pas 1,5 mètre et en fait une victime toute désignée du réchauffement climatique. Bien consciente de cette vulnérabilité, la population (environ 120 personnes en hiver) vit très mal son fonctionnement énergétique. Non raccordée au réseau, l'île dépend pourtant d'EDF qui y produit l'électricité avec deux centrales au fioul : 420 000 litres par an (1), soit 1 220 tonnes de CO₂ rejetées dans l'atmosphère chaque année. Les ménages sénans paient le kwh au même prix que sur le continent, pour un coût de production 10 fois supérieur. La différence, 450 000 €/an, est compensée par les taxes qui s'ajoutent aux factures d'électricité de tout le pays (y compris celles d'Énercoop), dont la CSPE, la Contribution au Service Public de l'Electricité.

UN PROJET TOUT NATUREL... MAIS PAS POUR TOUT LE MONDE

Dès lors, sur une île où agissent les énergies du soleil, des vents et des marées, l'idée se précise peu à peu de passer au 100% renouvelable, dans le cadre d'un

projet local, participatif, visant aussi la création d'un ou deux emplois sur place. Un projet sans EDF, qui s'illustre par son inaction et les promesses non tenues depuis des décennies et qui est financé notamment par l'octroi des 450 000 € de taxes perçues par l'entreprise. C'est là que le bât va blesser. EDF commence à bloquer l'initiative et l'unanimité de départ laisse place à la division de la population en deux camps. Le premier, porteur du projet, structure celui-ci autour de la création d'une société et d'une association de soutien. Le second regroupe, autour du maire dont le changement d'avis continue de susciter des interrogations, les personnes désireuses de continuer avec EDF.

Depuis 2013, le projet alternatif est porté par IDSE, une société par actions simplifiée (SAS) dirigée par Patrick Saultier, ingénieur et consultant ayant mené à bien la mise en œuvre d'un parc éolien citoyen vers Rennes. Elle compte 66 membres dont 40 vivent à Sein toute l'année. Atreis, l'association de soutien, compte environ 700 membres, dont aussi une quarantaine vit à Sein en permanence. Il semblerait donc bien que le projet rassemble une majorité de la population stable de l'île. Son contenu, en très bref : panneaux solaires,

(1) Sans compter les consommations des transports par camions et bateaux.



▲ Mobilisation d'ATREIS le 26 octobre 2016 pour accueillir le nouveau préfet de la Finistère, Pascal Lelaye.

deux petites hydroliennes, une éolienne ainsi que l'équipement des foyers avec des appareils 'intelligents' se mettant en route en fonction d'une production qui serait naturellement intermittente.

LA STRATÉGIE DE EDF : DU DÉNIGREMENT À LA RÉCUPÉRATION ?

L'intermittence : dans un premier temps, c'est l'argument clé d'EDF pour expliquer que le projet est irréalisable. Et rappeler que la réglementation sur les zones non connectées au réseau national interdit de dépasser 30% de renouvelables dans les mix énergétiques. Patrick Saultier analyse : *"Pour EDF, les énergies renouvelables citoyennes, c'est le double risque de perdre les énormes revenus des taxes et perdre son monopole sur le réseau. Depuis le début, sur Sein comme ailleurs, elle ne cherche qu'à décrédibiliser le projet, faire peur aux gens : il y aura des coupures, des pannes, vous paierez plus cher, vous partez à l'aventure, etc. Quand nous avons créé IDSE en juillet 2013, deux mois après EDF organisait une réunion publique pour présenter un programme avec cinq éoliennes et un champ de batteries pour couvrir 50% des besoins. Ce champ de batteries est inutile au démarrage mais il s'agit toujours de faire croire que la transition va être une chose très compliquée, coûteuse, risquée, que seule EDF peut faire. Ils ne font que réagir chaque fois qu'on bouge, pour nous contrer ou nous court-circuiter, sans avoir de projet en propre crédible."*

Aujourd'hui, retournement complet de position, EDF annonce un plan pour 100% de renouvelable d'ici 2030. Et de fait, au premier abord, les choses peuvent sembler aller dans le bon sens. Plusieurs actions, relayées par la mairie, pour diminuer la consommation d'énergie

ont été conduites : passage à un éclairage public à Led, distributions d'ampoules, aides locales pour isoler l'habitat, etc. Pendant un an, en 2016, un mât de mesure météo installé par EDF aurait permis d'étudier les vents avec précision. Un programme de logements sociaux à "haute performance énergétique" est en cours avec, entre autres, installation de panneaux photovoltaïques et de deux petites éoliennes. Le tout sur fond de communication EDF qui proclame sa vocation à accompagner vers le renouvelable les îles, "laboratoires de la transition". Alors, finalement, tout va s'arranger ?

Et bien, pas vraiment selon Patrick Saultier. Sans en nier l'intérêt, il souligne la dimension dérisoire de ces actions au regard du changement de modèle énergétique qu'il faudrait pour Sein. Et il poursuit : *"Depuis qu'EDF a compris que les habitants ne se laissent pas impressionner, elle récupère le projet et fait mine de le mettre en œuvre, mais en essayant de gagner le plus de temps possible et quitte à le tuer à la première occasion. Tout le monde sait bien ici qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon, EDF a empêché la montée en capacité des éoliennes installées par une société indépendante et imposé le retour au fioul. À Ouessant et ailleurs, EDF a installé des éoliennes qui n'ont pas résisté aux premiers coups de vent, en conclut que ça ne marche pas et revient en arrière. Pendant ce temps, au Danemark, en Espagne ou en Écosse (2), des îles fonctionnent au renouvelable indépendant. Sur toutes les îles françaises, les investissements d'EDF restent massivement sur le thermique. Alors quand on les voit beaucoup à Sein depuis quelque temps alors qu'on ne les voyait jamais avant, on ne croit pas pour autant à la subite conversion d'EDF au renouvelable pour Sein uniquement, comme par hasard."*

■ IDSE (Ile de Sein Energie),
2 rue Curie, 29990 Ile de
Sein, tél. : 02 99 06 80 11

■ ATREIS (Association des
Amis de la Transition Ener-
gétique de l'île de Sein), 43
Hent Kerfram, 29700 Plomelin,
transitioniledesein@gmail.com

(2) Au Danemark, il s'agit de Samsø. Voir *Silence*, n°453, "L'île danoise de Samsø apprend à vivre sans pétrole", Lorène Lavocat. En Espagne, de l'île El Hierro et en Écosse de Eigg.



▲ Assemblée générale de l'association Atreis.

ATTAQUE EN JUSTICE CONTRE LE MONOPOLE D'EDF SUR LE RÉSEAU

Pour Patrick Saultier, si EDF se présente désormais en champion du renouvelable sur l'île, c'est, une fois encore, en réaction à la nouvelle ligne d'action de IDSE et de ses appuis. Stratégie qui ne manque pas d'air, et il en faut dans toute cette affaire, puisqu'il ne s'agit rien moins que d'attaquer en justice, tant au niveau français qu'europpéen, le monopole d'EDF, monopole illégal au regard du droit européen sur la concurrence. IDSE engage ce combat après avoir vu ses autres initiatives défaites par la puissance d'EDF, sa communication, son lobbying. Sa proposition de partenariat refusée. Sa proposition d'amendement à la loi sur la transition énergétique, pour autoriser les îles d'une population inférieure à 2 000 personnes à choisir un autre opérateur, retoquée de justesse par un député (3). Ses discussions avec le ministère de Ségolène Royal n'aboutir à rien.

David a-t-il ici quelque chance de l'emporter sur Goliath ? Patrick Saultier y croit : *"au niveau français, nous n'attendons pas grand chose, l'Etat et EDF sont trop intriqués. A Bruxelles, le lobbying d'EDF est intense mais plusieurs pays européens sont en avance sur la France en matière de transition énergétique et ont peur de notre nucléaire, c'est le cas en particulier de l'Allemagne. Certains pourraient aider à faire bouger les choses dans notre sens. Et puis nos avocats sont formels, la situation monopolistique d'EDF est vraiment en contradiction avec la législation européenne."*

(3) Il s'agit de François Brottes, nommé peu après, par décret en juillet 2015, président de RTE (Réseau de Transport d'Electricité), filiale à 100% d'EDF.

(4) Ainsi les associés relèvent de deux catégories : catégorie A pour les personnes détentrices d'un compteur d'électricité sur l'île et catégorie B pour les autres. Toute décision doit être approuvée par une majorité de la catégorie A. En outre, s'applique la règle de "une personne = une voix".

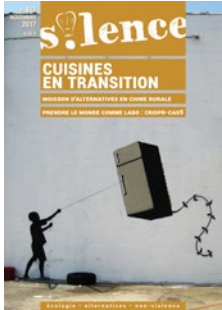
UNE INITIATIVE CITOYENNE EN SUSPENS

Le système énergétique français, retransché derrière ses contraintes administratives et légales, oppose toute sa force d'inertie aux initiatives insulaires. Il se défend en avançant le motif de la préservation du service public, qui implique la fameuse péréquation, le prix unique de l'énergie sur tout le territoire. *"Le petit projet local pour Sein menacerait cette sacro-sainte mission, c'est risible"* ironise Patrick Saultier.

Alors certes, s'il s'agissait de choisir entre service public vertueux, à l'écoute des citoyen-nes, moteur efficace de la transition, et une entreprise privée avide de profit, ce serait simple. Mais tel ne semble pas être vraiment le cas. Le service public est d'ores et déjà largement déserté dans tous les domaines et EDF, qui s'obstine dans la voie du nucléaire rejeté par la population pour des raisons évidentes, incarne-t-elle encore le service public que la population attend ? IDSE quant à elle est certes une entreprise privée mais, s'agissant d'une SAS, tout réside dans ses statuts. Or ceux-ci prévoient plusieurs dispositions pour garantir son caractère démocratique et local (4). En outre, quand l'État le veut, la délégation de missions de service public à des organismes privés ne présente rien d'insurmontable. Mais à Sein comme ailleurs, une initiative citoyenne, responsable et écologique, qui mériterait attention et encouragement de la part des pouvoirs publics, est au contraire bloquée depuis des années. Bloquée mais toujours vivante et pugnace : à suivre les résultats des actions judiciaires en cours.

Danièle Gonzalez ■

Eau potable, risques sanitaires et service public



Je vous écris au sujet du courrier d'Anne Coullouette (Silence n°461 p.42) au sujet du chlorure de vinyle monomère (CVM). Le CVM est certainement toxique et ce n'est pas normal qu'on le retrouve dans de l'eau "potable". Cela est la conséquence de certains des tuyaux

en PVC posés dans les années 1970. On ne pose plus ce type de tuyaux, il s'agit donc de remédier à ce qui a été fait par le passé. D'un autre côté, je travaille dans une collectivité gestionnaire d'un réseau public d'eau potable et je peux vous dire que nous sommes incités à faire des travaux de renouvellement de canalisations qui peuvent être inutiles, coûteux pour les usagers et non écologiques en raison de ce que cela engendre - consommation d'énergie, de matériaux (fonte, hydrocarbures, sable, enrobés, matériaux de carrière...). Les entreprises de travaux (Canalisateurs de France) et les exploitants privés (FP2E) insistent pour que l'on renouvelle les conduites, alors que les conduites n'ont pas 40 ans parfois (durée de leur amortissement comptable) (...). L'argument du CVM est ainsi de plus en plus mis en avant. L'argument des fuites également. Mais est-ce efficient - économiquement et écologiquement - de renouveler des kilomètres de réseau (sachant qu'il y a des dizaines des kilomètres par commune, et qu'un kilomètre linéaire coûte environ 100 000€) pour diminuer des fuites de quelques m³, (...)?

Il faut aussi noter que l'eau perdue n'est pas comparable à une énergie gaspillée comme l'électricité ou la chaleur, car elle retourne dans le sol, son milieu naturel. (...) Tout cela pour vous dire que certes, le CMV est cancérigène, mais il semble que le nombre de personnes véritablement touchées est relativement faible et moins grave au vu d'autres dangers (pesticides, OGM, armes, conséquence des hydrocarbures, etc.), et qu'y remédier de façon radicale en remplaçant tous les tuyaux semble absurde économiquement et écologiquement.

Méfions nous donc à ne pas nous focaliser sur des problématiques qui jettent un discrédit sur des services publics de base, à ne pas contribuer à justifier des travaux inutiles et des profits pour des (souvent grandes) entreprises, et par conséquent à rendre plus cher des produits vitaux comme l'eau. Des solutions sont à trouver, peut-être au niveau du traitement de l'eau ou simplement en avouant qu'on est pas capable de délivrer de l'eau potable à certains endroits pour le moment, au vu des temps de séjour dans les canalisations, et donc développer d'autres solutions pour l'eau de consommation...

Fañch
Bretagne

Quand la SNCF se met au marketing...

(...) Comme on le sait, l'activité de vente consiste à répondre le plus sincèrement possible à la demande d'un acheteur potentiel, qui doit pouvoir exprimer librement son désir. A l'ère moderne, on parle davantage de marketing, que certains aiment confondre avec la vente. Mais il s'agit désormais de satisfaire un marché, c'est-à-dire un groupe, voire une masse de clients, de la façon dont aime travailler l'industrie, qui préfère créer le moins de produits possibles mais en quantité la plus grande possible, délaissant alors les demandes qui ne concernent que quelques personnes, moins profitables. Un exemple de passage de l'un à l'autre est sensible dans la communication des horaires de trains. Après le Chaix, support de bien des rêves et magnifique catalogue de tous ceux de France, devenu soit disant déficitaire, la SNCF a consenti à nous communiquer des fiches horaires de chaque ligne, en les restreignant peu à peu aux trains de grandes lignes et aux TGV. (...)

De plus en plus d'usagers se voient proposer de passer par Paris pour se rendre d'une grande métropole française à une autre, c'est à dire de remplacer un trajet plus transversal par deux trajets radiaux, quelquefois plus rapides, mais dont le kilométrage total est plus long et le prix plus élevé (TGV oblige) que par les lignes rurales. Le marketing consistera, en modifiant totalement la culture des agents de guichet, ou en faisant traiter le maximum de demandes par des automatismes dûment programmés, à laisser le voyageur ignorer autant que se peut l'existence de la transversale, de sorte qu'il soit tout à fait satisfait de l'unique proposition qu'on lui présentera. C'est ainsi que (...) la plupart des relations transversales nationales disparaissent peu à peu. (...) C'est le prélude à leur possible fermeture, en conformité avec les conseils de la *Cour des comptes* et les désirs des grands décideurs.

On nous présente ainsi la suppression des fiches papier comme un geste vertueux en faveur de l'environnement, alors qu'il s'agit

d'une broutille à côté des millions de tonnes distribuées annuellement dans nos boîtes aux lettres sous forme de publicité, et qu'il n'est aucunement question de restreindre. Elle vise en fait à obliger les derniers réticents à acheter leurs billets de train par internet (...). La demande est alors essentiellement formatée à une gare de départ, une gare d'arrivée, un jour et une heure de départ (...).



Cette perte de repères et de possibilités de rêver réduit le voyage à un déplacement vectoriel d'un point A à un point B. Couplée avec le "yeld management", pratique assez peu démocratique promue par le marketing anglo-saxon, qui consiste à faire varier le prix d'un billet d'une minute à l'autre selon un algorithme secret qui évacue toute notion de tarif et ne vise qu'à faire payer chaque "client" le plus cher qu'il est prêt à accepter, elle permettra ainsi peu à peu de ne faire partir que les trains les plus pleins possibles. (...)

Jean Monestier
Pyrénées-Orientales

Soutenir Silence

Le portable, internet, les smartphones et autres tyrans polluant la Terre et les esprits, exploitant des personnes pauvres en Afrique et ailleurs pour extraire les métaux rares nécessaires à leur fabrication, envahissent de plus en plus nos vies. Ils font une concurrence déloyale et trompeuse à *Silence* et autres petites revues et journaux d'information.

Réagissons, nous ne sommes pas des moutons, soutenons *Silence*, trouvons-lui d'autres abonné-es. Proposons aux jeunes plus ou moins fauchés de se regrouper à plusieurs pour s'abonner. Comme exemple, à 3 cela ne fait qu'1,3€ par mois. Même une personne au RSA peut se l'offrir. C'est notre liberté de penser qui est en jeu notre besoin d'informations non tronquées. C'est tout un réseau autour de la revue qui permet des échanges, des solidarités, des actions qui nous font chaud au cœur et suscitent des prises de conscience.

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine

Cuisines en transition

Un frigo ! J'ai presque 72 ans et je n'ai jamais eu cet appareil inutile, qui pollue. Pour conserver les légumes, vous les enfoncez délicatement dans un mélange humide de terre, sable et tourbe (sans engrais, lisez bien l'étiquette de l'emballage), cela peut se faire dans n'importe quel récipient, pot pour plante ou en pleine terre si vous avez un terrain. Ainsi vous conservez vos légumes vivants. Au bout de quelques jours des petites racines apparaissent. Dans votre engin de mort, vos fruits et légumes (déjà fanés car entre la récolte et la vente, il s'écoule 3 ou 4 jours), dépérissent et meurent, il n'y a plus de vitamines, etc. Dans un récipient vous pouvez les exposer aux rayons directs du soleil, et à ses bienfaits.

Le couscous se "cuit" à l'eau froide (...). Il faut prévoir 20 minutes de trempage.

Faites travailler vos crocs, mangez cru, comme notre ancêtre Pythagore : "Si tu savais manger des choux, tu ne serais pas l'esclave des tyrans". Avec 3 ou 4 feuilles de chou, (le chou cavalier, rouge, vert ou frisé, à toutes ses feuilles exposées aux rayons directs du soleil), chaque jour vous améliorez votre santé (...), à condition d'arrêter de manger des produits et sous-produits animaux. (...)

Gérard Hervé

Bretagne Romantique

Cuisines en transition, suite

En complément de votre dossier sur les "cuisines en transition" (Silence n° 461), je souhaite partager deux solutions pour faire des économies d'énergie, et donc réduire son empreinte écologique.

Le séchage est également un bon moyen de conservation des aliments (fruits, légumes, etc.). Il existe des séchoirs solaires aérothermiques (voir photo ci-jointe). Ils peuvent être achetés, ou fabriqués (la conception étant relativement simple). Le déplacement du séchoir est de type "brouette", ce qui permet de le rentrer et le sortir aisément.

Pour celles et ceux qui ont un lave-linge et/ou un lave-vaisselle ainsi qu'une production d'eau chaude solaire, il y a moyen de faire des économies d'énergie importantes. Avec une installation classique, une grosse partie de l'énergie électrique consommée par ces appareils sert à chauffer l'eau. Il suffit donc de les raccorder en eau chaude. Le lave-vaisselle peut être raccordé directement (en choisissant un modèle adapté). Pour le lave-vaisselle il y a deux solutions, choisir un modèle à deux entrées (eau chaude et froide) mais ils sont onéreux, ou installer un mitigeur thermostatique de douche en amont de l'appareil (on règle alors la température de lavage sur le mitigeur).

Etienne Mangin

Territoire de Belfort



Monter un groupe autogéré de communication non-violente, c'est possible !

Nous sommes un groupe de 6 femmes et 3 hommes qui ne se connaissaient pas tous au début de l'aventure. Notre point commun : vouloir explorer la non-violence. Avec comme base le livre de Marshal B. Rosenberg *Les mots sont des fenêtres (ou bien ce sont des murs)*, et à l'aide du *Manuel de communication non-violente (Guide d'exercices individuels et collectifs)* de Lucy Leu, nous avons essayé d'appréhender, d'expérimenter et de mettre en pratique ce changement dans nos relations avec nous même et avec les autres. Pendant deux ans, en autogestion, à raisons d'environ une séance tous les 15 jours, nous avons étudié chapitre après chapitre la proposition de Rosenberg. A tour de rôle, chacune

et chacun d'entre nous a approfondi un sujet et animé la séance. Nous ne sommes pas devenu-es de "grand-es sages" et nous avons encore beaucoup à apprendre, mais nous avons pris un réel plaisir à faire ensemble ce chemin chaotique vers ce changement tant désiré.

Aujourd'hui, nous essayons de continuer ensemble nos explorations en mutualisant nos sources et en s'ouvrant à d'autres chemins (théâtre forum, livres etc. ...). Et alors ? ... Rien ! Juste vous le dire : il est des possibles !

Philippe Rialet

Lot

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lect-rices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **Réparer nos objets ensemble**, Aude Raux, Marie-Noëlle Himbert, éd. Actes Sud/Kaizen, 2017, 62 p., 8€. Donner une seconde vie aux objets et faire des rencontres improbables et enrichissantes, tel est le programme simple, pratique et enthousiasmant de ce petit ouvrage qui s'inscrit dans la collection "Je passe à l'acte". Le livre présente surtout les "cafés de la réparation", lieux de lutte contre l'obsolescence programmée et de rencontres.

■ **Inventer les jardins de demain. De la prise de conscience à l'engagement personnel**, Alain Delavie, préface Philippe Collignon, éd. Rustica, 2017, 104 p., 10€. Pourquoi s'interroger sur l'avenir de nos jardins ? Parce que plus de 12 millions de jardins existent dans notre pays et que 98,7 % de la population rêve d'en avoir un. L'auteur se donne pour mission de répertorier les évolutions et les tendances et de débroussailler nos idées reçues.

■ **Femmes en lutte. Du passé faisons notre rage !**, Justhorm, Les éditions libertaires, 2017, 174 p., 14€. À 14 ans, Justhorm a fui "la Bretagne profonde", écoeuré par la violence dans sa famille. Son père battait sa mère qui battait les enfants. Engagé dans la marine marchande, il a beaucoup voyagé et partout, à Valparaiso, à Madras, au Cap, à Lisbonne, à Port-Saïd... il a vu les femmes meurtries, esclaves, soumises, humiliées, muettes. Pourtant, depuis longtemps, beaucoup se sont levées pour conquérir l'égalité. Son livre fait état des luttes en cours et résume la biographie de quelques figures de proue du féminisme.

■ **De la crise à la communisation**, Gilles Dauvé, éd. entremonde, 2017, 174 p., 12€. L'idée de "communisation" née au cours des années 70 connaît un certain regain de part et d'autre de l'Atlantique. Selon l'auteur, ce n'est pas par la Révolution (le démantèlement du pouvoir d'État) qu'on va transformer la société des hommes, ce sont de nouveaux comportements sociaux qui vont l'engendrer. Autrement dit : "La communisation est une insurrection créatrice qui ne crée pas les bases d'un communisme à venir, mais qui, dès le 1er jour commence à le réaliser".

■ **L'école du 3e type. Explorer un autre paradigme avec les enfants**, Bernard Collot, éd. L'Instant présent, 2017, 382 p., 22€. "Vous êtes persuadé de l'efficacité des apprentissages autonomes chez l'enfant, mais vous ne savez pas comment vous y prendre." En 75 chroniques, l'auteur nous fait entrer dans sa classe où les enfants apprennent au gré des projets et de la vie quotidienne. Ce livre émaillé d'observations et réflexions glanées au long de sa vie auprès des enfants est passionnant et pas que pour les instituteurs en recherche !

■ **L'Académie contre la langue française. Le dossier "féminisation"**, Éliane Viennot, Maria Candea, Yannick Chevalier, Sylvia Duverger, A.Marie Houdebine. Éd. iXe, 2016, 216 p., 17€. Pendant 3 siècles, l'Académie française s'est employée à masculiniser le français, cette guerre n'est d'ailleurs pas tout à fait terminée. Pour ébranler sa détermination, les mouvements féministes ont uni toutes sortes de forces, des linguistes aux grammairiens, des ministres aux présidents de la République successifs, et nous ont invité-es à suivre les innovations des pays francophones ! Ce livre fait état des controverses et nous amuse en citant quantité de déclarations et d'arguments réactionnaires et sexistes de nos académiciens : un vrai bêtisier !

■ **Le petit guide des alternatives, l'avenir est entre nos mains**, Sébastien Vilnat, éd. Sang de la terre, 2017, 237 p., 20€. Alimentation, eau, pollution, économie, énergies, médias, agriculture, transports, logement, santé, prison... défilent comme un inventaire à la Prévert. L'actualité sur chacune des questions est introduite par un : "Le saviez-vous ?" qui tombe comme un coup de poing ; suivent des chiffres, des tableaux... et la liste des conséquences.

La gauche au 21^e siècle Enquête sur une refondation

Christophe Aguiton



Après un diagnostic d'ensemble sur le délitement des partis de gauche en France et en Europe, l'auteur qui a participé à la création de AC, *Agir contre le Chômage* et du syndicat *Sud PTT*, se demande comment ces partis se positionnent sur nombre de questions d'actualité. Pourquoi le mouvement ouvrier a-t-il abandonné les coopératives et "les biens communs" qu'il défendait au 19^e siècle ? Comment prend-il en compte le monde paysan et les minorités fragiles ? Quid des expériences de démocratie participative ? des droits de la Nature et des animaux ? Le livre interroge les effets positifs et négatifs du numérique dans l'économie, des mouvements en faveur du recyclage, du partage, de l'altermondialisme, des réseaux sociaux... En 3^e partie il se livre à une analyse des expériences politiques menées en Italie, au Brésil et au Vénézuéla, en Grèce et en Espagne. Un état des lieux indispensable pour sortir de l'impasse. MD

Éd. La Découverte, 2017, 240 p., 17 €

Permaculture, créer un mode de vie durable

Gildas Vêret



Ce livre accessible et optimiste présente la permaculture dans ses grandes orientations philosophiques et pratiques et donne des pistes pour se lancer, au jardin ou dans le reste de sa vie. Rien de figé ou d'immobile dans la "permanence" qui lui donne son nom. Mais plutôt l'image de la vie, dont la permanence découle des capacités d'évolution et de résilience. Cette résilience des personnes, des sociétés et des écosystèmes, dont la base est la diversité, constitue la clé de notre survie, elle prend tout son sens dans notre contexte d'effondrement systémique. À la base de la permaculture, la boussole suivante : prendre soin des humains, de la Terre, et partager équitablement. Ainsi que créer des systèmes qui ne produisent pas de déchets : "Intégrer à tous les cahiers des charges un critère '100 % réparable, 100 % recyclable' donnera du travail aux ingénieurs pendant quelques décennies". GG

Éd. Rustica, 2017, 128 p., 10 €

Les Suspendu(e)s

Sandrine Roudaut



Malgré notre conscience des problèmes écologiques, nous continuons à vivre "comme les autres", au risque final d'un effondrement de la civilisation. L'autrice montre que nous avons ce comportement parce que nous sommes

soumis à deux formes d'obéissance : une verticale liée au respect de la hiérarchie (politique, économique...), une horizontale liée à notre entourage (le désir d'être comme les autres). Elle avance que faire des petits pas de côté est efficace et que cela peut être une source de bonheur. Pour y avoir travaillé, elle pense qu'il est illusoire de vouloir changer le système de l'intérieur. Les micro-initiatives doivent se multiplier : "Nous ne sommes pas dans un jeu d'échec, mais dans un jeu de go. Pièce par pièce les pions se retournent, ça et là. Un jour l'ancien système est encerclé. Le damier change de couleur" [p. 76]. Elle propose donc d'adopter une position de "suspendu(e)s", en dehors du système dans certains domaines, encore dedans pour d'autres. La réflexion autour des désobéissants, des refusants... est passionnante, mais la nécessité de créer une nouvelle catégorie de gens ne semble pas vraiment nécessaire. MB

Éd. La Mer Salée, 2017, 284 p., 24 €

Diony Coop Des coopératives alimentaires autogérées dans le 9-3

Jean-Claude Richard



Comment créer et faire vivre une coopérative alimentaire autogérée ? Ce livre tente de donner des éléments de réponse en citant des expériences dans divers pays, en détaillant le fonctionnement de la coopérative Diony Coop en Seine-Saint-Denis, enfin à travers des éclairages pratiques sur les statuts juridiques, le paiement des grossistes et des producteurs, etc. Mais l'originalité du livre repose sur le parti pris pour une organisation véritablement autogérée, hors statuts associatifs, sans assemblée générale, laissant place à la libre initiative des membres, dans une perspective libertaire. Le détail du fonctionnement de Diony Coop montre que cela peut bien marcher, avec plusieurs centaines de membres. De quoi interroger le passage obligé par la forme associative, et "constater le fait qu'un plus grand nombre de personnes prend l'initiative d'intervenir dans un collectif sans espace de pouvoir". GG

Les éditions libertaires, 2017, 80 p., 4,50 €

Le changement climatique, menace pour la démocratie ?

Valéry Laramée de Tanenberg



Le changement climatique est un accélérateur de conflits. Le passage en revue de tous les impacts catastrophiques qui pourraient être induits par les événements climatiques, en termes d'agriculture, de migrations, d'accès à l'eau, de guerres, exemples contemporains à l'appui (Syrie, *Boko Haram*), dresse un tableau clair et bien étayé, mais accablant. Un intéressant chapitre détaille la situation en Chine, entre enjeux écologiques majeurs et tentation d'un

impérialisme de l'eau dans l'Himalaya. Malheureusement, selon l'auteur, les solutions passent entre autres par une relance de la croissance (verte) et par le nucléaire. GG

Éd. Buchet Chastel, 2017, 142 p., 12 €

Transformation de conflit

Karine Gatelier, Claske Dijkema, Herrick Mouafo



Un groupe de jeunes chercheuses de terrain décrypte un certain nombre de violences de notre société à l'aune des "peace studies" et des études postcoloniales. L'occasion de revenir sur les concepts et de valoriser la dimension positive du conflit. On retiendra en particulier une remarquable analyse des mécanismes de la violence structurelle de l'État envers les migrant·es à travers l'observation des pratiques de la Préfecture de Grenoble. À noter aussi la lecture critique de l'action du collectif *Agir pour la paix*, qui a été mise en place à Échirolles (Isère) par des amis et proches de Kevin et Sofiane après leur mort violente en 2012 à la suite d'une confrontation violente avec d'autres jeunes. Au final, des éléments issus de terrains variés pour comprendre les dynamiques de la violence et de la non-violence sociale ou politique. GG

Éd. Charles Léopold Mayer, 2017, 204 p., 19 €

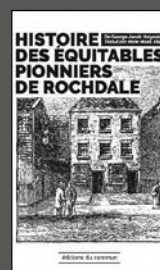
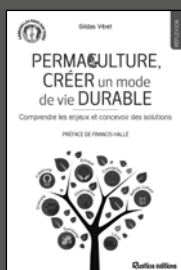
Histoire des équitables pionniers de Rochdale

George-Jacob Holyoake



Ce livre historique, traduit à l'époque par Marie Moret, compagne de Jean-Baptiste Godin, initiateur du familistère de Guise (Aisne), raconte la naissance en 1844 d'une coopérative de tisseurs à Rochdale (Grande-Bretagne) dont le développement exemplaire va inspirer le mouvement coopératif naissant. Particularité de cette coopérative : les bénéfices sont partagés entre les actionnaires et les consommatrices, les femmes sont à égalité avec les hommes, un pourcentage est prélevé sur l'éducation et le développement d'une bibliothèque. Une initiative qui semble encore révolutionnaire aujourd'hui et une écriture qui n'a que peu vieilli malgré son ancienneté. A redécouvrir au moment où se lancent de nombreux supermarchés coopératifs. MB

Trad. Marie Moret, éd. du commun, 2017 [1890], 110 p., 6 €





Ces maires qui changent tout

Le génie créatif des communes

Mathieu Rivat

Sous forme de reportage puis d'entretien avec les maires, la présentation de six communes présentant des démarches originales : deux rurales (Puy-Saint-André dans les Hautes-Alpes et Trémargat en Bretagne), deux périurbaine (Ungersheim, près de Mulhouse et Loos-en-Gohelle près de Lens, deux anciennes villes minières), deux grandes villes (Grenoble et Paris). Les communes sont comparées deux à deux, notamment sur la participation citoyenne, l'engagement écologique, la prise en compte des données sociales, la sécurité alimentaire, le rapport à la croissance économique, etc. C'est déjà intéressant. Mais la conclusion, sur 50 pages, rend l'ouvrage excellent : une longue analyse de l'auteur sur les espoirs que l'on perçoit dans ces communes, sur les limites (de plus en plus criantes quand la taille de la population augmente) et sur la difficulté à penser le changement de société à partir du local. Mathieu Rivat prolonge donc la réflexion en faisant appel aux analyses très pointues de Murray Bookchin, libertaire et écologiste qui a envisagé des confédérations de communes. Il fait également référence au roman *Ecotopie* (qui imagine une indépendance de la côte ouest des États-Unis). Il présente enfin les réflexions de l'actuelle équipe municipale de Barcelone qui appelle à la création d'un réseau de "villes rebelles" pour reprendre du pouvoir sur l'Europe et l'État. Stimulant. MB

Éd. Actes Sud / Domaine du possible, 2017, 326 p., 21,80 €

Romans

Une histoire des abeilles

Maja Lunde



En Angleterre, en 1851, William, vendeur de semences, rêve d'une carrière scientifique. Il se lance dans l'observation des abeilles et va peu à peu mettre en place les principes de l'apiculture.

Aux États-Unis, en 2007, George, apiculteur en butte avec son fils qui ne veut pas reprendre l'activité, va être confronté au phénomène d'effondrement des colonies d'abeilles.

En Chine, en 2098, après l'effondrement mondial, la survie est difficile. En l'absence d'abeilles, des millions de personnes font manuellement la pollinisation des plantes. Tao verra sa vie basculer le jour où son enfant de 3 ans va sombrer dans le coma.

Alternant par petits chapitres les trois histoires, l'autrice nous fait insensiblement prendre connaissance du mode de vie des abeilles, de la menace de leur disparition aujourd'hui et

anticipe sur ce que pourrait être un futur difficile. Très agréable à lire, mêlant histoire ordinaire et grande histoire, un premier roman qui connaît déjà un succès mérité. MB.

Trad. Loup-Maëlle Besançon, éd. Presses de la Cité, 2017, 396 p., 22,50 €

Quand la forêt s'en va...

Jacques Rousseau-Dufour



Cilia vit dans le piémont pyrénéen. Un jour son voisin commence l'abattage du bois voisin. Cilia va essayer de sauver cette forêt en contactant différents experts, ce qui va être prétexte à un exposé magistral sur une des composantes du problème : gestion forestière, écoulement des eaux, faune et flore, notion de "droits", débat autour du "bien commun", agriculture paysanne et finances solidaires. Si chaque exposé est en lui-même intéressant, on est plus près d'un essai que d'un roman. FV

Éd. Yves-Michel, 2017, 260 p., 14 €

B. D.

Paroles d'honneur

Leïla Slimani et Laetitia Coryn



Leïla Slimani, prix Goncourt 2016 pour le roman : *Une chanson douce*, enquête sur la sexualité des femmes au Maroc. Des témoignages bouleversants qui montrent l'hypocrisie de la situation, une société où la religion sert de prétexte pour maintenir la domination masculine, le besoin d'aimer, les ruses des jeunes pour se rencontrer, l'émergence d'une forme de féminisme et une évolution irrésistible chez les jeunes générations. Un travail de sensibilisation par la BD qui va sûrement attiser des haines, mais aussi donner beaucoup d'espoir aux femmes du Maroc et d'ailleurs. MB

Éd. Les Arènes BD, 2017, 110 p., 20 €

Kérosène

Alain Bujak et Piero Macola



Cette BD, soutenue par *Amnesty International*, raconte le travail photographique d'Alain Bujak qui, de 2010 à 2016, a suivi le déménagement d'un camp tzigane à Mont-de-Marsan. Installées depuis 1945 en bout de piste de l'aéroport militaire, les familles manouches vivent dans le hurlement des avions et les douches de kérosène. Pourtant quand la mairie leur propose de construire un lotissement pour les accueillir un peu plus loin, ce n'est pas l'enthousiasme. Car ce n'est pas la misère qui pèse sur cette communauté, mais le racisme. Et si le relogement apporte plus de confort, il provoque aussi une plus grande solitude. En suivant l'évolution de la situation pendant tout le processus (dessiné sous forme de BD par Piero Macola) et en présentant ses photos, Alain Bujak réalise un vrai travail pour casser les idées reçues. MB

Éd. Futuropolis, 2017, 136 p., 21 €

Les seigneurs de la Terre T3 : Graines d'espoir

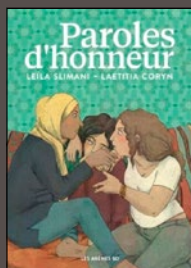
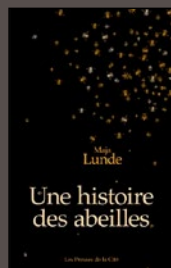
Fabien Rodhain et Luca Malisan

Préface de Vandana Shiva



Florian a raté son installation comme agriculteur bio. Fâché avec sa femme, il décide de partir en Inde à la recherche de sa mère. Il découvre les luttes des agriculteurs contre la biopiraterie et les OGM afin de conserver la jouissance de leurs semences. La lutte est animée, entre autres, par Vandana Shiva dont on découvre ici l'immense activité avec sa banque de semences. Le scénario est suffisamment élégant pour mêler histoire familiale complexe et présentation des alternatives à la marchandisation du monde. Une excellente série. FV

Éd. Glénat, 2017, 48 p., 14 €



Ma vie dans les bois

Shin Morimura



Auteur réputé de mangas, Shin Morimura en a marre de son mode de vie consumériste. Il décide de faire un retour à la terre pour vivre plus modestement. Dans ce premier tome, il va acheter une vaste forêt, puis la défricher en partie pour y construire sa maison. Il devra vite faire des concessions : la faucille est remplacée par la débroussailleuse, la hache par la tronçonneuse et il vendra sa collection de motos pour acheter une pelleuse. À l'arrivée, une belle maison sans eau courante ni électricité que sa femme refusera d'habiter. À la fin de ce premier tome, il construit alors une deuxième maison au goût de sa femme. C'est bien raconté, avec les détails techniques. L'histoire va se poursuivre avec un suspens prévisible : il a acheté une forêt dans la région de Fukushima. L'accident nucléaire est annoncé pour le 4^e tome. MB

Éd. Akata, 2017, 144 p., 7,50 €

Beaux livres

La vie secrète des arbres

Peter Wohlleben



La seule raison pour laquelle cet ouvrage en grand format n'est pas "livre du mois" de *Silence*, c'est qu'il l'a déjà été, dans sa première version non illustrée ! Ici, 150 grandes photos de toute splendeur viennent compléter les textes du forestier allemand Peter Wohlleben. Ce dernier y décrit l'intelligence des arbres, leur sociabilité, leurs capacités de communication et d'entraide, leurs interactions avec les champignons, entre autres. Il nous offre une découverte émerveillée du fonctionnement de ces géants qui nous entourent. Gageons qu'après avoir lu et vu ce livre, il ne vous sera plus possible de les regarder de la même façon. GG

Éd. Les Arènes, 2017, 336 p., 29,90 €

Jeunes

Bébé va au marché

Atinuke et Angela Brooksbank



Dès 2 ans. Bébé va au marché porté dans le dos par sa maman, quelque part en Afrique Noire. A force d'être charmeur, drôle, attendrissant, il se fait offrir par les commerçant-es, à l'insu de sa porteuse, de nombreuses denrées délicieuses. C'est l'occasion de s'amuser à compter au passage. On ne vous raconte pas la fin, mais bébé est très coquin. On ressort réjoui intérieurement de ce récit plein de vie et de malice. L'illustration renforce l'effet d'enchantement. GG

Éd. Des Elephants, 2017, 40 p., 13,50 €

Passerelle

Un imagier trilingue
français-romani-roumain

Collectif



Abeille, c'est *birovli* en romani et *albină* en roumain. Grâce à un imagier dessiné par une trentaine d'enfants habitant différents bidonvilles de l'Essonne entre Ris-Orangis et Grigny, une soixantaine de mots dialoguent en trois langues autour de dessins. On trouve surtout des animaux, des mots du quotidien et des livres d'histoires comme "vampire" ou "monstre". Ce mélange de romani, de roumain et de français peut sembler être un outil conçu par les enfants pour eux-mêmes, de manière poétique et collective. Mais il donne aussi à voir (et à entendre !) une vision du monde et s'adresse au final à nous toutes. C'est une balade qui peut se faire avec l'envie d'étudier ou par pur plaisir de découvrir d'autres façons de dire le monde dans cet univers coloré. L'ouvrage comporte aussi un guide de prononciation et un index. Ce projet a été porté par l'association *Abrasso*, Victoria Zorraquin et Joana Zimmermann en coédition avec les éditions Goater. MG

Éd. Goater, 2017, 77 p., 8,5 €

Musique

Au café du canal

La tribu de Pierre Perret



Un enchantement ! Rien de moins, peut être plus encore, que cet album. Pierre Perret ouvre le bal avec *Ma p'tite Julia* avant de laisser la place à sa tribu avec entre autres Tryo, François Morel, Olivia Ruiz, Loïc Lantoin, Idir, Flavia Coelho, etc. Cette marmaille musicale nous livre une délectation qui nous ramène quelques années en arrière quand nous chantions toutes *Le zizi*, *Mon P'tit loup* ou *Lily*. C'est avec délicatesse et fraîcheur que les 14 titres repris sont interprétés pour leur donner une nouvelle jeunesse. À travers ces réarrangements, les chansons de Pierre Perret ne perdent ni leur charme ni leur délicatesse, ni leur engagement poétique. Bien au contraire, l'orchestration proposée par la diversité des styles de chacun-e des membres de la tribu nous propose une relecture, une réécoute intemporelle de chansons immortelles. *Tonton Cristobal* est revenu pour notre plus grand plaisir. JP

Prod. Irfan Le Label, 2017, 60 mn, 16 €

Nous avons également reçu... 2/2

■ **Délit de solidarité**, Jean-Louis Chabert, *Les éditions libertaires*, 172 p., 14€. Voici un livre très utile à qui veut savoir en quoi consiste un parrainage de migrant-es et les mille embûches à éviter dans les relations avec les administrations et les personnes accompagnées. Les récits de vie rapportés (ceux qui sont fournis à la commission nationale du droit d'asile), recueillis par le réseau éducation sans frontières sont très forts !

Roman

■ **Nous les enfants de Diogène**, Michèle Victor, éd. L'Harmattan, 2017, 226 p., 21,50€. Dans les années 1960, Richard et Lucie sont deux révoltés. Ils fréquentent les milieux libertaires. Après des aventures parisiennes, ils vont filer vers Exarchia, le quartier alternatif d'Athènes. Si l'autrice connaît bien le milieu anarchiste parisien, l'écriture, de digression en digression, nous fait perdre le sens du roman.

■ **La montagne pour refuge**, Patrick Breuzé, éd. Calmann-Lévy, coll. France de toujours et d'aujourd'hui, 2017, 280 p., 18,90€. En 1925, Jeanne, infirmière, cherche la trace de son amour perdu pendant la guerre. Ayant retrouvé la famille, dans un village savoyard, elle va décider de se reconstruire en plantant des arbres.

B. D.

■ **Culottées, tome 2**, Pénélope Bagieu, éd. Gallimard, 2017, 164 p., 20,50€. Suite de biographies de "femmes qui ne font que ce qu'elles veulent". C'est diversement intéressant : cela va Thérèse Clerc, initiatrice de la Maison des femmes à Paris à Peggy Guggenheim, milliardaire, en passant par Phulan Devi, reine des bandits en Inde.

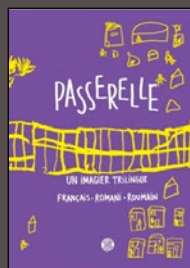
■ **La forêt millénaire**, Jirô Taniguchi, trad. Corinne Quentin, éd. Rue de Sèvres, 2017, 76 p., 18€. La forêt millénaire promettait d'être une saga écologiste en 5 volumes. Mais son auteur est décédé avant d'avoir achevé ce premier tome. C'est frustrant, pourtant, on reste envouté par l'ambiance poétique et touchante qui se dégage des grands dessins à l'aquarelle de cet album au format italien. L'histoire d'une étrange forêt près de laquelle s'installe un enfant qui a la capacité d'entendre ce que lui disent les êtres naturels. À vous d'imaginer la suite... Avec un important carnet de croquis explicatif à la fin.

Jeunesse

■ **Le nombril du monde**, Anne Laval, éd. du Rouergue, 2017, 48 p., 16€. Dès 5 ans. Ce bel album tout en tâches de couleurs montre comment un géographe va apprendre à perdre ses repères mathématiques pour s'ouvrir aux sensations du pays qu'il explore. Une ode poétique aux paysages de l'intime.

■ **L'arbre de Tata**, Yu Liqiong, Zaü, éd. HongFei, 36 p., 15,90€. Dès 5 ans. La jeune narratrice est envoyée en séjour chez sa grand-mère. Elles apprennent à s'approprier avec malice. Mais les bulldozers vont détruire l'arbre de Tata, et avec lui des souvenirs très précieux à son cœur.

■ **Seule à la récré**, Ana et Bloz, éd. Bamboo, 2017, 48 p., 10,60€. Dès 8 ans. Pas facile de parler du harcèlement à l'école. Cette bande dessinée manie la légèreté et l'humour avec suffisamment de finesse et de justesse pour aborder la question auprès des jeunes du primaire voire du collège. Sans doute un très bon outil pour en parler.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf?



Erratum

Dans l'article "Éourre, un village alternatif" (*Silence*, n°458, p. 20), nous avons malencontreusement oublié de citer les étudiant-es qui ont contribué à sa rédaction via les résultats de leur enquête de terrain. Cet article est redevable des apports de Yann Janin, Thomas Gery, Audric Touchet, Jessica Fournier et Clément Emery. Qu'ils et elles en soient remerciés !

Carnets de campagne

L'émission *Carnets de campagne*, animée par Philippe Bertrand et diffusée cinq jours par semaine de 12h30 à 12h45 sur *France Inter*, explore de nombreuses initiatives solidaires et alternatives sur le territoire français en rencontrant leurs acteurs et actrices. Presque chaque mois elle évoque des dossiers et articles de *Silence* sur les ondes nationales.

Numéros régionaux, bientôt la fin

Vous tenez entre les mains l'antépénultième numéro de la série de dossiers consacrés aux alternatives en région. Le premier dossier régional de *Silence* en 1997 était consacré à l'Alsace. Les deux derniers seront

consacrés à la Loire d'une part, à la Côte d'Or et à l'Yonne d'autre part. Le tour de France aura duré presque 22 ans !

Précision

Dans la brève "Pays basque : le brûlage pastoral en question" (*Silence* n°460 p. 21), il n'était peut-être pas clair pour tout le monde que *Su Aski Halte aux feux* est un collectif autonome et qu'il n'est pas du tout lié à *EELV Pays basque*, que nous citions par ailleurs dans la brève.

Jeu

Dans notre numéro 461, la dernière page était en forme de jeu anti-sexiste, il fallait "trouver LA femme" dans un dessin représentant un assemblée politique constituée exclusivement d'hommes. L'avez-vous trouvée ? Elle était debout près d'un bureau avec une feuille à la main du côté gauche du rez-de-chaussée.

Prix Nobel de la Paix

Silence, comme 915 autres associations, est membre du Réseau *Sortir du nucléaire*. Le Réseau *Sortir du nucléaire*, comme 55 autres réseaux est membre d'*ICAN-France*. *ICAN-France* est l'une des 98 sections d'*ICAN*, la *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires*. *ICAN* s'est vu décerner le Prix Nobel de la Paix 2017 le 6 octobre 2017. C'est donc un peu nous (et Dominique Lalanne notre chroniqueur sur le sujet) qui avons reçu le prix Nobel cette année!

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Association Adda, 18 rue de Savenay, 44 000 Nantes, tél. : 09 51 46 62 31 contact@adda.asso.fr, www.adda.asso.fr
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Aelys Mabru, 9, rue Malnoue, 77120 Marolles-en-Brie, pvuillaume75@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 18 et 19 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **15 et 16 février, 15 et 16 mars, 12 et 13 avril, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h 30** les mercredis **24 janvier** (pour le n° de mars), **21 février** (pour le n° d'avril), **21 mars** (pour le n° de mai), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/ / rubrique : Comment participer

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

Partenaires

laNef société coopérative de finances solidaires
Les finances de *Silence* sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com

enercoop MILITANTE
L'électricité des locaux de *Silence* provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr

Réseau Sortir du nucléaire
Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdu nucléaire.org

Médias libres
La revue *Silence* est imprimée sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr
Silence est membre de la Coordination permanente des médias libres. www.medias-libres.org



Commandes

Numéros disponibles

- 428 La forêt brûle
- 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflo : pour mieux se loger ?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition

Numéros régionaux

- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)) :

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7€
Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Livres



L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12€*
À l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



Manuel de transition, 212 p. - 20€**
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



Un écologisme apolitique? 80 p. - 7€***
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confrontation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les changements souhaités.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métr.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Les graines du monde

Dès le début du 20^e siècle, des botanistes s'inquiètent de l'appauvrissement des variétés de plantes. Les grandes cultures sélectionnent seulement quelques variétés, ce qui les rend extrêmement fragiles et oblige à recourir aux pesticides. Le risque d'épidémie fait craindre des périodes de famine et peu après la révolution russe, l'agronome Nikolaï Vavilov crée un institut de conservation des graines à Saint-Petersbourg. Participant à des expéditions dans le monde entier, il recueille des centaines de milliers de graines (330 000 aujourd'hui). Actuellement, alors que cette collection contient 80 % de semences inédites, l'État russe se désengage laissant craindre une privatisation de la collection. Mario Del Curto présente en photos le travail patient de chercheur·ses sous-payé·es, mais passionné·es, qui perpétuent cent ans après son travail de prospection et de préservation des semences.



1. Volgograd. Au bout de la serre, dans un prolongement de pierre, Mme Gluhova Alevtina Petrouna, chercheuse et experte en croisement par pollinisation, souffle sur le tamis pour séparer les graines de salades de leur enveloppe. Avant cette opération, elle prend une pierre plate et frotte les graines sur la table.
2. Pouchkine. Dr Vladimir Kobylansky a cinquante ans d'expérience. Il est professeur et responsable de la collection du seigle dont il est un grand spécialiste. Il a développé une sorte de seigle qui contient 50 % de protéines de plus que les variétés connues.
3. Daghestan. Les scientifiques travaillent dans les champs, observant régulièrement la croissance, la qualité et la résistance des plantes ; ici, des égilopes.
4. Spécimen d'herbier d'*Aegilops ovata* (actuellement *Aegilops neglecta*) collecté par Nikolaï Vavilov en Espagne (gauche) ; Spécimen d'herbier de *Thea* (actuellement *Camellia - thé*), rapporté du Japon par Nikolaï Vavilov. (droite).
5. Institut Vavilov Saint-Petersbourg. Lyudmila O. Smirnova, doctorante stagiaire, chercheuse au département des ressources génétiques de l'avoine, de l'orge et du seigle. Identification des graines provenant des stations.

Toutes les photos sont de Mario Del Curto